L'unité

N° 137 - 4F L'hebdomadaire du Parti socialiste 20 au 26 Septembre 1974



LE SCANDALE DE LA FAIM

Notre mer à tous

THEATRE OU REALITE ?

« Du théâtre classique », on dit certains commentateurs en parlant du débat de censure de mardi. Mais pourquoi faut-il qu'ils ne cherchent à voir dans un tel débat que du théâtre alors qu'il concerne directement les réalités vécues quotidiennement par tout un peuple ?

Le résultat du vote, certes, était connu d'avance. Il n'a manqué à la motion de censure aucune des 183 voix de la gauche et aucun député de la majorité ne s'y est associé même si l'un deux au moins, le Dr Peyret, a eu le courage d'exprimer, autrement qu'en s'abstenant d'applaudir, ses réserves à l'égard du Premier ministre. Tout cela a été sans surprise. Etait-ce pour autant superflu ?

(suite page 2)

© Fondation Jean Jaurès

Sommaire

3 **U.D.R. : LE PUTSCH, PAR SERGE RICHARD.**
Dès dimanche on évoquait la naissance du « chiracisme ». L'intéressé ne discute que l'appellation, « qui ne sonne pas bien ».

5 **PLAN : LES HORIZONS GLISSANTS, PAR GUY PERRIMOND.**
Mettre au point un bureau d'études de marché qui permette au patronat, grâce à des « projections et des horizons glissants » de prévoir ses investissements. C'est le nouvel objectif du Plan, voulu par Giscard d'Estaing.

6 **ENTREPRISES : 55 % D'OUVRIERS, PAR MICHEL CHARZAT.**

8 **BATIMENT : ÇA NE VA PAS DU TOUT, PAR ARIELLE THOMAS.**
Quand tout va mal, le bâtiment va très mal. Marasme, chômage, disparitions, toutes les entreprises, sauf les mastodontes, sont en difficulté.

10 **NORMANDIE : TU AS DU BOULOT ?**

11 **FEMMES : LES « VOLEUSES D'EMPLOI », PAR CHRISTINE COTTIN.**
Déjà taxée de « mauvaise mère », sous-payée et souvent culpabilisée, la femme salariée risque de devenir désormais « celle qui vole le travail des hommes ».

12 **P.T.T. : RAS LE GUICHET, PAR JEAN-LOUP REVERIER.**
Il n'en faudrait pas beaucoup pour que l'action reprenne ; la détermination étant d'autant plus grande que les problèmes restent posés.

13 **O.R.T.F. : TIREZ SUR LE PIANISTE, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS.**
Les pupitres se vident. La musique va pratiquement disparaître des ondes et du petit écran. C'est à ces « détails » que l'on peut voir que la mission culturelle de l'O.r.t.f. sera abandonnée.

16 **DIPLOMATIE : L'ALIGNEMENT, PAR CLAUDE FUZIER.**

PORTUGAL : UN PARTI RESPONSABLE.

19 **ESPAGNE : UN AUTOMNE CHAUD, PAR NICOLAS BRIMO.**

20 **LE SCANDALE DE LA FAIM, PAR SABINE CAYROL.**
Pendant que des millions d'hommes meurent de faim, l'agriculture céréalière américaine ne « tourne » qu'à 50 % de sa capacité... Afin de permettre aux multinationales de faire des super-profits.

23 **NOTRE MER A TOUS, PAR MARIE-JOSE BERNARDOT.**

26 **JUSTICE : CONDAMNATION D'UN METEQUE, PAR PHILIPPE ORSINI.**

27 **PLAIDOYER POUR GUILLEMIN, PAR JEAN CHERASSE.**

28 **LIVRES : LA GAUCHE EN ISRAEL, PAR GEORGES FRAMERIES.**

32 **LES RACINES DU MAL, PAR FRANÇOIS MITTERRAND.**

A.f.p. (pays 3, 4, 14, 17, 25). Barrigue (pages 16, 19). Bloncourt (pages 11). Christian Brasseur (page 6). Coureuil (pages 3, 7, 9, 18, 22). Julem (page 15). Kagan (page 27). Lacroux (page 13). Pascal Lebrun (pages 12, 14). Magnum (pages 1, 23). Pascal Pujin (page 20).

Coll. Fondation Jaurès

→

En prenant l'initiative de proposer une motion de censure, qui a été élaborée en commun par les formations de la gauche, le Parti socialiste n'avait pas l'illusion qu'elle aboutirait à renverser le gouvernement. Mais il souhaitait qu'elle fût l'occasion d'établir clairement le bilan de l'action gouvernementale depuis le mois de juin. Rien de plus mais rien de moins. Et ce bilan a été fait à la tribune par François Mitterrand, par Robert Ballanger, par Robert Fabre et par les autres orateurs de l'opposition. « Le Figaro » semble leur reprocher d'avoir répété des arguments déjà connus. Aurait-il préféré qu'ils se contredisent ? Et ne voit-il pas que si ces arguments reviennent régulièrement, c'est bien parce que les faits qui se sont produits depuis six mois donnent largement raison aux analyses de la gauche et rendent encore plus actuelles les solutions qu'elle propose, en particulier à partir du programme commun de gouvernement ?

Il est très remarquable que le Premier ministre, qui a pourtant montré au cours du dernier week-end son aptitude pour les manœuvres à la hussarde (voir l'article de Serge Richard en page 3), n'ait pratiquement rien trouvé à répondre aux chiffres précis cités par François Mitterrand (voir page 32) dans un tableau sans complaisance : ceux de la hausse des prix, du chômage, des faillites, de la dépréciation du franc, du déficit du commerce extérieur qui, tous, traduisent l'écart considérable entre les prévisions et les promesses du candidat Valéry Giscard d'Estaing au printemps dernier et la réalité d'aujourd'hui. A partir de cela, Jacques Chirac est bien mal venu de qualifier l'opposition de « destructive » (1). C'est la politique dont il est lui-même le premier agent d'exécution qui détruit peu à peu les chances de la France, en accroissant les inégalités entre les Français, en livrant de larges secteurs de notre économie aux entreprises multinationales, en multipliant les cadeaux aux grosses sociétés privées et en prétendant faire payer aux travailleurs et aux catégories les plus modestes les effets d'une crise qui est celle du système capitaliste et qui ne peut donc être résolue par ceux qui ne visent qu'à perpétuer ce système. Et cela sans parler, au niveau de notre diplomatie, des abandons évidents (voir page 16) qui résultent de la rencontre franco-américaine de la Martinique.

Sur tous ces points, le débat de censure, même si la presse friande de spectaculaire l'a trouvé terne, a permis de souligner qu'il y a entre la gauche et la droite deux conceptions différentes, deux méthodes, deux politiques. Et qu'il n'existe entre elles aucun compromis possible.

Ce débat a également permis, et ce n'est pas négligeable dans la conjoncture actuelle, de faire la preuve que les analyses des trois partis signataires du programme commun, en particulier sur la nature de la crise et les solutions à y apporter, demeurent similaires.

Compte tenu des éléments de confusion que l'on tente, ici ou là, d'introduire dans le débat, ni l'une ni l'autre de ces démonstrations n'était inutile. On ne veut y voir que du théâtre classique. Au-delà des modes et des péripéties, n'est-ce pas dans celui-ci que se retrouvent souvent les valeurs les plus sûres ?

CLAUDE ESTIER

(1) Faut-il également rappeler que le seul projet positif important proposé par le gouvernement, celui sur l'avortement, n'a pu être voté que grâce aux voix de cette « opposition destructive » ?

U.d.r. LE PUTSCH

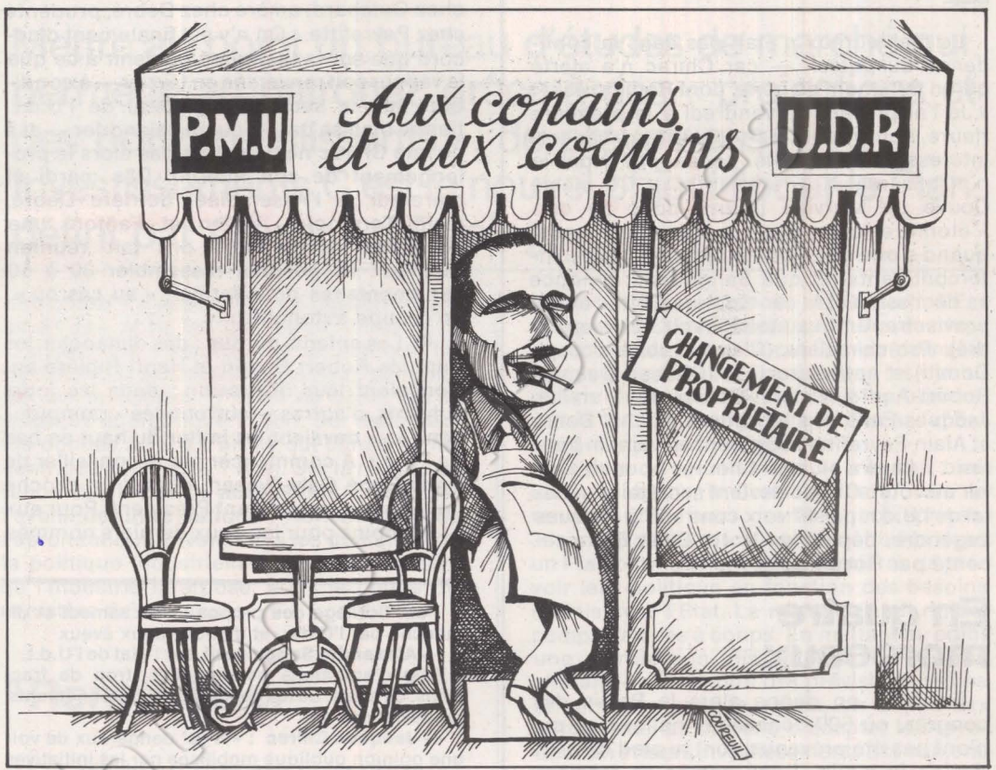
Dès dimanche, on évoquait la naissance du « chiracisme ». L'intéressé n'a discuté que l'appellation, « qui sonne très mal »...

« Alors, j'ai joué des coudes... » Parmi quelques journalistes, dimanche soir, alors que le Conseil national de l'U.d.r. vient de s'achever au Palais des congrès de Paris, Jacques Chirac nous expose sa version personnelle d'un fracassant « golpe » : celui qui vient de lui permettre de mettre la main sur le plus nombreux parti — mais le plus éventuellement rétif — de la majorité giscardienne. Ce coup du 2 décembre effectué le 14 signifie la deuxième liquidation du gaullisme. Et aussi, en double détente, un pas supplémentaire vers le brillant avenir que se promet le Premier ministre : les présidentielles, l'horizon 81 — voire plus tôt, qui sait...

Les raisons qui ont amené Chirac au coup de théâtre de son O.p.a. sur le secrétariat général du parti gaulliste, il y en a deux : l'officielle... et l'autre. L'officielle : « L'U.d.r. s'effilochait. Nous avions, à quelques-uns, cherché en vain une solution. Il fallait faire quelque chose... » — et il est vrai que cet effilochage allait bon train **(voir notre n° 135).** Mais plus décisive a été la raison non officielle : dans le partage du pouvoir que Valéry Giscard d'Estaing a livré à Michel Poniatowski et à Chirac, ce dernier n'a guère comme arme que le poids à la fois « historique » et parlementaire de son parti. Or, si Chirac avait longtemps cru être maître de l'U.d.r. par Alexandre Sanguinetti interposé, de plus en plus il ne tenait qu'une poignée d'eau : le mouvement gaulliste honnissait chaque jour davantage le comportement du secrétaire général et de ses exécuteurs René Tomasini et Charles Pasqua — « On parle des combines du tiercé ; il y a aussi le tiercé des combines ! », disait un délégué dans les couloirs du Conseil national. Mais Chirac devait faire vite, car tout pouvait se jouer sur la réforme des statuts prévue en décembre. Ce n'est pas à l'aveuglette que, dans son avant-dernier numéro, « l'Unité » annonçait : « De nouveaux comptes pourraient se régler dans huit jours, au Conseil national ». Le Premier ministre savait qu'une offensive des « barons » se préparait sur une modification statutaire capitale pour laquelle ils avaient déjà, le 7décembre, rassemblé un tiers des voix du Comité central et qu'ils comptaient représenter au Conseil national des 14 et 15 : faire que le futur secrétaire général ne soit pas désigné juste avant les Assises de fin février 1975, mais juste après, afin de refléter l'état d'esprit des militants U.d.r.

Transmis par les préfets

Or, le Premier ministre sait par expérience que, des Assises, peut sortir l'imprévisible : il n'a pas oublié les précédentes, l'an dernier, à Nantes, où il ne put empêcher le déchaînement antipompidolien des militants, emmenés par Jacques Chaban-Delmas. Pas question que Chirac prenne ce risque une deuxième fois ! Surtout s'il aboutissait à amener à la tête du mouvement un Olivier Guichard, que le pouvoir n'a pas usé, qui passe pour avoir de l'envergure et qui a une forte cote d'amour à l'U.d.r.



L'« opération ponctuelle » va donc être menée en moins de 48 heures. Le jeudi, coup de téléphone à Giscard d'Estaing, alors en Martinique ; feu vert. Puis dîner chez le président du Conseil constitutionnel, Roger Frey, avec les barons au grand complet. Les huîtres à peine entamées, on débat de l'avenir de l'U.d.r. On ne tombe d'accord que pour scier la branche morte Sanguinetti. Le reste est cacophonie : il faudrait un président... Il faudrait un nouveau secrétaire général... Olivier Guichard serait très bien (Pas question ! sursaute Chirac)... Il faudrait une direction collégiale... C'est l'impasse. « Dans ce cas, je serai candidat », conclut Chirac, révélant ce à quoi il songe depuis plusieurs semaines. Les barons s'exclament ou rient, croyant à une boutade. Même ceux qui ont pris le mot au sérieux pensent qu'il s'agit de l'échéance de février. Pas du tout. Rentré à Matignon, Chirac convoque Sanguinetti. Sur les minuit, celui-ci s'entend annoncer qu'il est démissionné et prié de convoquer, par télégramme, le Comité central pour le samedi matin.

En recevant ce télégramme le vendredi après-midi — dans certains cas, transmis par le préfet ! — la quasi-totalité des intéressés n'y voit pas malice, tant la formulation en est vague. Bien que prévenu, Edgar Faure n'y a pas cru et est tranquillement parti dans sa « campagne » de Boissise-la-Bertrand, en Seine-et-Marne, où il faudra l'appeler en hâte le lendemain. Et puis, tous sont trop occupés à disséquer l'interview que Maurice Couve de Murville a donnée au « Monde » ce jour-là : « Il ne s'agit plus d'être les godillots du Pouvoir ». L'ancien Premier ministre, après avoir expliqué que pour l'U.d.r. « la mutation n'est pas facile, car cela signifie penser par soi-même » (sic),s'insurge contre l'hypothèse que l'on pourrait être le chef à la fois du gouvernement et du mouvement, et déclare redouter « un fait accompli ». Mais il pense aux Assises de février...


Sanguinetti, Tomasini et Chirac.

→



Robert Boulin et Jacques Chaban-Delmas.

Le malheureux n'était pas dans la confidence du putsch — car Chirac n'a alerté qu'un minimum de gens, dont Poniatowski : « Je l'ai prévenu le vendredi à la première heure, nous racontera-t-il plus tard, car cela intéressait la majorité. Lecanuet ? Non, je n'ai pas réussi à le joindre... » Ce même Couve de Murville pourra donc se dire « étonné et même éberlué » le samedi matin, quand s'ouvre le Comité central à l'hôtel Intercontinental et que Sanguinetti annonce sa démission et la candidature Chirac à titre provisoire. Un beau tollé ! **(voir notre encadré).** Pro-chiraciens (Claude Labbé, Joseph Comiti) et anti-chiraciens (Chaban-Delmas, Robert-André Vivien, Couve de Murville, Jacques Fanton) s'affrontent, Michel Debré et Alain Peyrefitte suggèrent en vain un intérim... Il faudra plus de 4 heures pour en arriver au vote : Chirac devient secrétaire général de l'U.d.r. par 57 voix contre 27 à Jacques Legendre, député du Nord. C'est Zorro raconté par Rocambole.

En quatre morceaux

En hâte, on gagne alors le Palais des congrès, où 500 conseillers nationaux, qui n'ont pas été prévenus, font le pied de grue depuis le matin. Deux camps se forment, dans la salle blanc et bleu, pour accueillir Chaban-Delmas, puis Chirac : « A la retraite ! C'est la fin des barons ! » « C'est un putsch ! Trahison ! » Huées, rires, claquements de mains, cris, chahut dureront ainsi pratiquement jusqu'à la fin du Conseil national, le lendemain après-midi. Entretemps, on aura entendu d'étonnants numéros. Sanguinetti en martyr, qui cite le Henry V de Shakespeare pour « assumer tout ce qui ne va pas ». Chaban en demi-scissionniste, qui n'accorde « une dernière chance » que jusqu'à février. Edgar Faure, à la tribune, en bonze impassible. Pierre Messmer en Cassandre, qui « craint le découragement de la base. » Guichard menaçant, en gardien de l'orthodoxie gaulliste qu'il estime violée. Albin Chalandon en attentiste sceptique. Debré en moraliste à trémolos, qui se demande sombrement « combien de fois encore il lui sera donné de parler à cette tribune ». Chirac en récupérateur, citant ostensiblement Debré et « notre compagnon Chaban-Delmas... »

Fin du putsch. D'ores et déjà — et pour autant que les clivages soient fixés — l'U.d.r. se retrouve en 4 morceaux.

▶ Les chiraciens affirmés, rameutés par Comiti, Labbé et Messmer, sans compter quelques Pierre Bas.

▶ Les protestataires — oh ! avec bien des nuances. Faute d'imiter la virulence de Chaban-Delmas ou de Vivien, la grogne, là, prend toutes les nuances de l'arc-en-ciel : froide chez Couve de Murville, grondeuse chez Guichard, amère chez Debré, prudente chez Peyrefitte... On n'y est finalement d'accord que sur la tactique : parvenir à ce que la vapeur soit renversée en février — à condition que le secrétaire général de l'U.d.r. tienne bien sa parole sur le calendrier — et à ce que Chirac ne demande pas alors le prolongement de son intérim. Dès mardi et mercredi, à l'Assemblée, derrière Debré, Alain Terrenoire, Vivien et Fanton, une quinzaine de députés ont fait réunion séparée : ils pensent rassembler 30 à 50 parlementaires pour former, « au cas où », un groupe autonome.

▶ Les enfants perdus : dès dimanche, les députés Robert Boulin et Henri Ribière annonçaient leur démission ; dans les jours suivants, d'autres — surtout des « pompidoliens » — devaient les imiter du haut en bas de l'U.d.r. A commencer par le conseiller de Paris René Galy-Dejean, qui fut un proche collaborateur du défunt Président. Pour eux — du moins pour les deux derniers nommés — joue l'attirance de Michel Jobert, qui regarde tout cela d'un œil amusé en signant son livre au nouveau drugstore Publicis. Mais nombre d'hésitants s'interrogent sur la stratégie « intenable » de l'ancien ministre de Pompidou — ni dans la majorité ni dans l'opposition. Et se disent qu'après tout il y a encore une carte à jouer à l'intérieur de l'U.d.r. en se battant avec Chaban-Delmas dans les sections, ou, plus durement encore et sous menace de scission, avec Jean Charbonnel.

▶ Les attentistes : c'est le gros de l'encadrement U.d.r., ceux que Chirac a retournés comme crêpes au Conseil national. Un peu choqués par la procédure, ils se sont assez vite résignés, comme en avril-mai. Ceux-là — aveuglement ou confort moral ? — ne peuvent ou ne veulent voir les oppositions ; ils ont applaudi dimanche les thèses les plus contraires, comme ils l'avaient fait à Nantes, et ont ovationné les nostalgiques — comme Debré — ou les malins qui faisaient vibrer la corde de l'unité du mouvement. Dans de tels cas, l'unanimisme joue toujours en faveur des gens en place...

La résignation des uns, un brin de mystique du chef ou en tout cas leur fascination pour tout ce qui est pouvoir ; l'absence de cohérence de l'opposition des autres : voilà ce qui donne depuis dimanche du lest à Chirac. Ses alliés ne s'y trompent pas : les centristes, tenus hors du coup — le Comité directeur du Centre démocrate débattait paisiblement vendredi du... rapprochement avec le C.d.p. — sont inquiets. Et les Républicains indépendants, partagés : si Jacques Dominati applaudit, les amis directs du ministre de l'Intérieur, considérant que tout ce qui profite à Chirac nuit à Poniatowski, ne décolèrent pas.

On peut s'alarmer, comme Galy-Dejean, « en pensant que les calculs et manœuvres qui ont sans doute été nécessaires pour préparer un tel coup de force pourraient être appliqués au gouvernement de la France ». D'autant que même le style oratoire de Chirac a pris désormais une dureté, une violence contenue qui s'harmonise aux méthodes. Le voilà, en double commande, « le patron » — le terme est de lui — et patron de combat. François Mitterrand avait raison de dire dimanche que « ce mini-coup d'Etat » contribue à révéler que « le système est en péril ». Mais c'est aussi le coup d'envoi d'une opération à long terme en direction de l'Elysée : les dents de l'ex-« jeune loup » ont poussé et Messmer a déjà posé le premier jalon, en faisant le portrait d'un idéal candidat présidentiel de l'U.d.r. qui ressemblait comme un frère à son chef.

En cercle restreint autour du Premier ministre, dimanche, on évoquait « la naissance du chiracisme ». L'intéressé a discuté l'appellation, qui « sonne très mal ». Mais à aucun moment il n'a objecté que ses interlocuteurs allaient un peu vite...

SERGE RICHARD

Petit florilège des propos tenus samedi et dimanche par l'U.d.r., et d'abord deux aveux :

— **Alexandre Sanguinetti,** sur l'état de l'U.d.r. : « Trop d'ambitions personnelles, trop de fractions, de clans, de tendances, de fractionnements, de déviations... »

— **Jacques Chirac** : « Il est dangereux de voir une opinion publique mobilisée par les initiatives de l'opposition, sur un terrain politique que nous n'occupons pas suffisamment. »

Parmi les réactions, en séance, au coup Chirac :

— **Jacques Chaban-Delmas** : « Pantalonnade... Coup de force... Cela rappelle les plus mauvais moments du Parti radical, avec en plus une tendance suicidaire. »

— **Alain Peyrefitte** : « Il n'y a plus qu'à remplacer les secrétaires fédéraux par des préfets... Jacques Chirac, renonce à te porter ce coup à toi-même ! »

— **Robert-André Vivien** : « Est-ce le 18 Brumaire, le 2 Décembre ou le 1er avril ? Ou encore le 27 avril ? » (1)

— **Jacques Foccart** : « Si c'est comme ça, je m'en irai ».

— **Robert Boulin** : « Un coup de force mûrement calculé... C'est intolérable ».

— **Olivier Guichard** : « Un mauvais coup, parce qu'il nous divise, et qui renie un effort de plus de 30 ans. Jamais de Gaulle n'aurait accepté cette confusion ».

— **Michel Debré** : « Prenez garde aux majorités de combines. La politique, ce n'est pas seulement des ambitions personnelles. »

— **René Ribière** : « Véritable provocation... Scandaleuses manœuvres... On nous impose l'Etat U.d.r. à rebours... Avec vous (Chirac) à la tête de l'U.d.r., je crains que l'épithète « fascisant » ne puisse bientôt être appliquée à ce qui fut le mouvement gaulliste ».

(1) 18 Brumaire (1799) : coup d'Etat de Bonaparte ; 2 Décembre (1851) : coup d'Etat de Napoléon III ; 27 avril (1969) : trahi par quelques-uns des siens et battu au référendum, de Gaulle quitte le pouvoir... Personne n'ira toutefois jusqu'à citer le 13 mai 1958...

LES Plan HORIZONS GLISSANTS

Mettre au point un bureau d'études de marché qui permette au patronat, grâce à des « projections et des horizons glissants », de prévoir ses investissements.C'est le nouvel objectif pour le Plan défini par Giscard d'Estaing.

« La France a besoin d'un Plan ». Retrouvant les mâles accents d'un Pierre Bercot parlant du profit, le président de la République a annoncé, le 12 décembre, la mise en route des travaux préparatoires du VIIe Plan. Et, en quelques phrases, il a indiqué ce qu'il attendait du Commissariat au Plan. Décodées, ses phrases se résument à peu de choses : « Trouvez-moi quelques idées utilisables par mes ministres, rendez service au patronat et, surtout, pas de problèmes ». C'est-à-dire rien qui ressemble à une promesse, rien qui puisse faire songer à un objectif précis.

En six feuillets, Jacques Chirac a développé à l'intention du nouveau Commissaire au Plan, Jean Ripert, ce que souhaitait le gouvernement. Tout d'abord, donner l'impression que le Plan existe. C'est-à-dire que le Pouvoir a une politique industrielle. Conserver un semblant de concertation, tout en la réduisant au maximum, afin de pouvoir expliquer que le « gouvernement discute avec les partenaires sociaux ». Mettre au point un bureau d'études de marché qui permette au patronat, grâce à des « projections et des horizons glissants », de prévoir ses investissements.

Quant aux choses sérieuses, on s'en occupera ailleurs. Ou on ne s'en occupera pas.

Face à la crise, le gouvernement et le grand patronat ont un double objectif. Tout d'abord, rééquilibrer la balance des paiements. Et, pour cela, réduire la consommation des Français. Accroître le chômage est un des moyens choisis. Après tout, on peut toujours expliquer que l'on n'y est pour rien, que c'est la faute du pétrole, des étrangers. Le plan Fourcade n'a pas d'autre raison, la lutte contre l'inflation étant, au yeux du Pouvoir, secondaire.

Puis « redéployer la croissance ». C'est-à-dire permettre aux entreprises françaises, aux grandes, de se transformer en multinationales, d'aller produire là où la main-d'œuvre ou l'énergie sont moins chères. De prendre une place honorable dans la division internationale du travail. Mais cela ne doit surtout pas donner lieu à la moindre concertation. Pas question de discuter les objectifs du patronat. On sait où cela commence, on ne sait pas où cela finit.

Donc, avant de demander au Commissariat au Plan de faire quoi que ce soit, Valéry Giscard d'Estaing a créé le Conseil de la planification. Là, on se retrouve entre gens sérieux : les ministres. Là, on est sûr que les travaux préparatoires seront acceptables : ce sont les cabinets et les services ministériels qui les exécuteront. Plus besoin de discuter avec qui que ce soit, de négocier, de publier les travaux préparatoires. Il suffira que le C.n.p.f. soit d'accord, ce qui ne posera pas de problèmes. Ambroise Roux, qui était jusqu'à lundi vice président de l'organisation patronale, ne cache pas ses souhaits : faire « un immense effort à l'exportation et à l'implantation à l'étranger » et passer par une phase « d'austérité ». Le gouvernement ne dit pas, et ne fait pas, autre chose.

Quant aux « détails » de la politique industrielle, ils seront traités au coup par coup par les ministères. Y a-t-il eu débat sur la politique énergétique ? Non. Sur les objectifs donnés à l'E.d.f. en ce qui concerne les centrales nucléaires ? Non. Sur la restructuration de l'industrie automobile ? Non. Sur l'avenir de l'informatique ? Non. Sur celui de l'aéronautique ? Non. Tous les domaines de la politique industrielle sont, par ministère de l'Industrie interposé, sous la coupe du ministère des Finances.

"Rentabiliser"

Les caractéristiques des Ve et VIe Plans étaient connues : non seulement les « retards » caractérisaient les réalisations dans les domaines de la recherche et des équipements collectifs, non seulement la politique budgétaire primait sur les objectifs, mais la volonté du ministre des Finances de l'époque — l'actuel président de la République — de détruire le Plan, était patente.

Aujourd'hui son objectif est atteint. Le Commissariat au Plan n'a plus de compétences en ce qui concerne les choses sérieuses. Les directives de Chirac sont claires. Quatre thèmes résument les souhaits gouvernementaux : équilibrer la balance des paiements ; atténuer les tensions de la société ; aménager le territoire ; déterminer les conditions d'un équilibre économique et social satisfaisant. Quatre commissions seront désignées, chacune réfléchira sur un thème. Mais elles devront être moins nombreuses. De manière à éviter les débats, à se contenter de discours. Et, pour que ces commissions ne soient pas trop ambitieuses — on ne sait jamais — le Premier ministre a pris soin de rappeler que le VIIe Plan doit fixer « un nombre limité d'objectifs ».

N'ayant plus aucun rôle d'orientation ou de concertation, le Commissariat au Plan va donc se transformer en usine à slogans. Les quatre commissions fourbiront les discours officiels : sur la pénurie, sur les économies, sur un autre type de croissance, sur la fin des inégalités. La cohérence des décisions publiques, la concertation inter-ministérielle, la définition des grandes orientations se faisant ailleurs — au Conseil de la planification devenu le super-Cabinet de Giscard d'Estaing — le Commissariat produira des rapports techniques au vocabulaire réformiste afin de persuader les Français que les « solutions » décidées ailleurs sont les bonnes, que la société change, et que Giscard d'Estaing dirige ce changement.

Et pour se « rentabiliser », il le faut bien dans ce régime, le Commissariat pourra se rendre utile aux grandes entreprises. Jusqu'à présent les orientations fixées dans un Plan permettaient à ces dernières de prévoir leur politique en fonction des besoins définis avec l'Etat. La méthode était rigide, comportait des à coups. En mettant au point une « projection glissante sur un horizon glissant » c'est-à-dire des prévisions revues et corrigées chaque année, on donne aux entreprises les moyens d'adapter leur production et leurs investissements à la conjoncture. On régule le système — au mieux des intérêts du patronat — en faisant du Commissariat une firme d'études de marchés. Triste fin.

Faut-il préciser que le « Plan à l'eau de rose » de Giscard d'Estaing ne ressemble en rien à ce que pourrait être le Plan démocratique que propose le programme commun. Faut-il préciser que ni le Conseil de la planification, ni le Commissariat au Plan ne chercheront à résoudre les vrais problèmes du moment. Faut-il préciser que si la « France a besoin d'un Plan », ce n'est pas de celui que vient de commander le président de la République ?

GUY PERRIMOND

PETITE ANNONCE

Ville de Mézidon (Calvados) 5 000 habitants.
Recherche d'urgence :
1 agent pour assurer direction du service logement et des relations publiques, presse, information municipale,
1 agent pour assurer direction financière de la ville.
Solide expérience des collectivités locales recommandée ou formation et diplôme de gestion indispensables.
Possibilité de logement et autres avantages sociaux.

Ecrire avec curriculum vitae à Henri Delisle, maire de Mézidon.

55% d'ouvriers



La deuxième conférence nationale des groupes et sections d'entreprises du Parti socialiste s'est réunie dimanche à Alfortville, en présence de François Mitterrand. Elle fut d'abord l'occasion de dresser le bilan détaillé d'une implantation qui n'a cessé de progresser depuis le Congrès d'Epinay pour regrouper désormais près de 30 000 salariés :

— Juillet 1971 (Epinay) : 54 G.s.e. et S.e.
— Janvier 1973 : 200 G.s.e. et S.e.
— Janvier 1974 : 350 G.s.e. et S.e.
— 15 décembre 1974 : matin : 741 G.s.e. et S.e. — soir : 812 G.s.e. et S.e.

A l'issue de cette journée, en effet, la mise à jour des fichiers révélait 71 nouvelles implantations : sans nul doute le cap des 1 000 groupes et sections sera-t-il franchi dès les premières semaines de 1975.

Ce bond en avant n'est pas miraculeux : il est le résultat de la fusion de deux réalités. La première, c'est l'écho profond rencontré par la candidature de François Mitterrand dans les masses populaires, au printemps dernier. La seconde réalité, c'est le travail tenace, souvent obscur, mené par les militants socialistes pour rendre à leur parti sa « chair ouvrière ».



Les 450 délégués présents étaient là pour témoigner de la prodondeur du travail accompli : si 9% avaient été membres de la S.f.i.o., près de 50% avaient adhéré depuis moins de 2 ans — 18% de cadres, 27% de techniciens, mais 55% d'ouvriers et d'employés parmi eux. Sur le plan syndical (enseignement exclu) on notait une légère majorité d'adhérents de la C.f.d.t. (52%), suivie par les membres de la C.g.t. (40%), puis par F.o.

Progrès également dans la présence du P.s. dans les luttes. Les intervenants ont souligné que, dans toutes les actions de grande ampleur, dans toutes les luttes significatives, se trouvent engagés de nombreux militants socialistes, hier dans les banques, aujourd'hui dans les P.t.t., aux Tanneries d'Annonay, dans les hôpitaux chez, Titan-Coder ou à l'O.r.t.f....

Enfin, cette journée devait être le point de départ de la campagne nationale de lutte pour le contrôle, décidée récemment par le Comité directeur du Parti socialiste. Car, ainsi que l'a souligné Georges Sarre, tirant les conclusions d'une journée riche de promesses, « notre but est la construction d'un grand Parti socialiste de masse et de classe, capable dans les luttes d'aujourd'hui de préparer la dure épreuve de la conquête du pouvoir, bref d'amorcer le processus de la transition au socialisme pour le conduire jusqu'à son terme ».



La veille, François Mitterrand avait pu également évoquer les problèmes qui touchent directement les travailleurs au cours de trois réunions dans le Pas-de-Calais, à Auchel, Wizernes et Calais. « J'ai la chance, a-t-il dit, de pouvoir rencontrer des travailleurs un peu partout, mais ici j'ai conscience d'être au milieu de ceux qui ont fait ce qu'on appelle le mouvement ouvrier ». Puis, prenant l'exemple du charbon, il a souligné la méthode classique du capitalisme : « Ca ne rend plus, ça ne rapporte plus. Alors, tant pis pour les hommes et pour le travail, on va ailleurs ! »

« Aujourd'hui, une soixantaine d'entreprises multinationales tiennent en main les destinées du monde. Quinze d'entre elles disposent d'un chiffre d'affaires supérieur au budget d'un pays comme l'Espagne ou le Danemark. Dans 15 ans, la conjonction de leur chiffre d'affaires fera qu'il sera plus important que le budget des U.s.a. ! »

Et le Premier secrétaire a conclu : « Il faut que la gauche tout entière reste unie et sache se rassembler. Pour cela vous ne trouverez pas meilleur modèle actuellement que le programme commun de la gauche. Le Parti socialiste veut que demain, les forces de travail prennent en mains les destinées de la nation. »

MICHEL CHARZAT

changer la vie sociale et économique

SYNDICATS : MONTEE EN FLECHE

En cinq ans, le nombre des sections syndicales dans les entreprises a doublé. C'est ce qui ressort de l'enquête que vient de publier le ministère du Travail. Ainsi, la proportion des entreprises ayant une section syndicale passe de 27,5% en 1970 à 43% en 1974. On note cependant que les entreprises employant 50 à 149 salariés ne sont que 31,6% à posséder une section syndicale. En fait, on est passé de 11 775 sections en 1970 à 20 721 en 1973 et 23 822 en 1974. Parallèlement, le nombre des délégués syndicaux s'est lui aussi considérablement accru : de 13 199 en 1970, il monte à 23 823 en 1973 et 26 816 cette année ; 42,3% d'entre eux sont à la C.g.t. et 24,9% à la C.f.d.t. ; F.o. vient loin derrière avec 11,3%

LIVRE : UNE GREVE-BIS

A l'appel de la C.g.t., les travailleurs des imprimeries de labeur déclenchent ce vendredi un arrêt de travail de 24 heures. C'était leur réponse au patronat, qui a bloqué par son intransigeance toute possibilité de négociation au cours des discussions salariales du 5 décembre. Deux mots d'ordre — droit au travail et augmentation des salaires — ont fait l'unanimité des travailleurs au cours de cette journée d'action.

HAUSSES EN CHAINE

Tandis que le gouvernement se félicite bruyamment de l'efficacité de sa politique contre l'inflation, la hausse des prix suit son cours : 9 % de plus pour le gaz et 6 % pour l'électricité : tels sont les derniers chiffres avancés pour la prochaine augmentation, applicable au début de l'année prochaine.

En même temps, le Bulletin officiel des prix allonge la liste des produits autorisés par l'administration à relever leurs tarifs. Cette semaine, la confiserie se met de la partie : 17 centimes d'augmentation par kilo de caramel, 29 centimes par kilo de pâte de fruit et 36 centimes par kilo de chewing-gum. Ces majorations sont entrées en vigueur dès le 16 décembre. En revanche, l'augmentation du chocolat de 0,61 à 0,82 F par kilo ne sera effective qu'après le 15 janvier. Les crèmes glacées seront majorées de 4 % au 1er janvier et les plats cuisinés de 7 %.

Les articles vestimentaires masculins et féminins, eux, connaîtront des hausses de 1 à 8 % pour l'automne-hiver 1975-1976, tandis que les articles de maroquinerie de voyage seront augmentés de 4,5 % dès le 10 janvier. L'administration a autorisé un relèvement des produits en béton de 4 %.

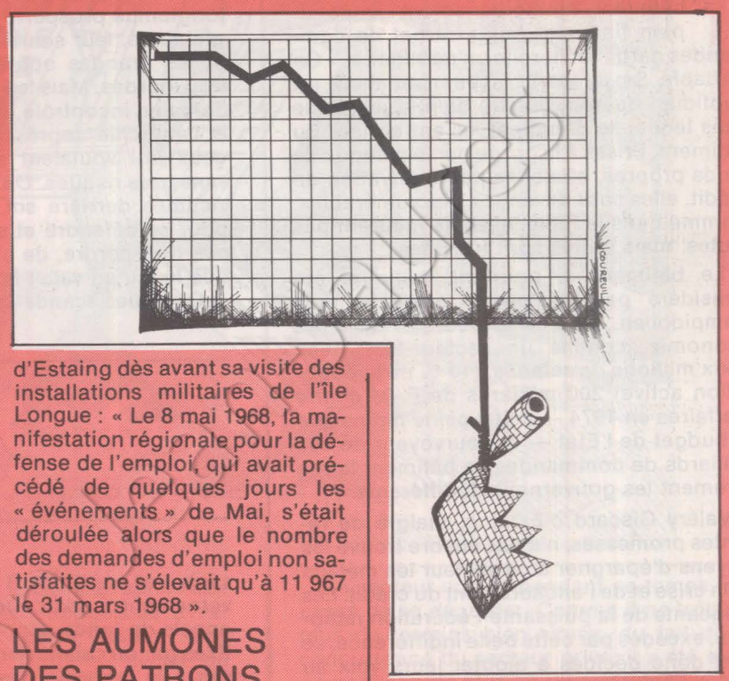
A quand l'augmentation de l'essence ? Pour le fuel, en tout cas — Jean-Pierre Fourcade l'a confirmé mardi — c'est pratiquement fait pour début 1975.

LA BRETAGNE DU CHOMAGE

Situation de l'emploi catastrophique en Bretagne. Habituellement, le nombre maximum de demandes d'emploi non satisfaites est atteint en janvier (23 032 en janvier 1973). Or, dès septembre 1974, le record absolu est largement battu avec 25 852 demandes non satisfaites : ce qui correspond à une augmentation de 38% sur septembre 1973, où le nombre de demandes était de 18 714.

Cette augmentation est de 36,4% pour les hommes et 39,8% pour les femmes. Le nombre des bénéficiaires de l'aide publique croît de 32%. Tous les départements sont touchés : 30,4% de demandes non satisfaites en plus en Ille-et-Vilaine, 38,9% dans le Finistère, 41,1% dans les Côtes-du-Nord et 44,2% dans le Morbihan. Les offres non satisfaites, elles, ont baissé de 33,8%. En septembre 1973, on comptait 2,8 demandes non satisfaites pour une offre ; en septembre 1974, on en compte 6.

Le Bureau régional d'étude et d'information socialiste (Breis) en avait averti Valéry Giscard d'Estaing dès avant sa visite des installations militaires de l'île Longue : « Le 8 mai 1968, la manifestation régionale pour la défense de l'emploi, qui avait précédé de quelques jours les « événements » de Mai, s'était déroulée alors que le nombre des demandes d'emploi non satisfaites ne s'élevait qu'à 11 967 le 31 mars 1968 ».



LES AUMONES DES PATRONS

Unanimité des syndicats C.g.t., C.f.d.t., C.f.t.c., F.o. et C.g.c. contre le patronat, au cours de la 5e réunion de la commission mixte de la métallurgie parisienne, qui s'est tenue vendredi dernier. Les augmentations salariales proposées par le groupe patronal étaient vraiment trop dérisoires : 1 092 F par mois pour un manœuvre, déduction faite des compensations pour réduction du temps de travail ! Les syndicats, pour leur part, demandaient 1 540 F minimum, et une augmentation totale pour l'année 1974 de 18 % au moins. A l'unanimité, ils ont refusé de cautionner les propositions patronales.

Face à cette cohésion, les patrons de la métallurgie ont décidé d'interrompre toute négociation. La « concertation » continue...

UN TROU DANS LE CHAUFFE-EAU

La direction des établissements Daniel, à Bondy, a déposé son bilan. Cette petite entreprise « familiale » produisait du matériel de chaufferie, notamment les chauffe-eau de la marque Le Régent. Les restrictions de crédit et la perte de marchés extérieurs expliquent cette faillite, après tant d'autres. Une vingtaine de salariés ont déjà été licenciés. Quarante-cinq autres ont été avisés de leur prochain licenciement. Les salaires de novembre ont été payés en deux fois, le 3 et le 10 décembre. Chaque semaine, au dernier moment, les rescapés apprennent s'ils pourront ou non reprendre le travail le lundi suivant. La belle vie, quoi, à la veille des fêtes de Noël !

Quant au patron, il a réglé son problème avec une autre entreprise, qui reprend sa marque Le Régent. Avec un poste de directeur à la clé.

LES HUITRES DE MARENNES

L'expérience de vente directe d'huîtres lancée l'an dernier par la Fédération de Charente-Maritime se poursuit cette année. Les lecteurs de « l'Unité » peuvent donc s'associer à nouveau à l'action menée en commandant pour la période des fêtes... et même après, leurs huîtres directement à Marennes.

Pour tarifs et commandes, écrire à Jullion Jean-Pierre, St Juste Luzac Marennes ou téléphoner au (46) 85.02.72.

ÇA NE VA PAS DU TOUT

Bâtiment

Quand tout va mal, le batiment va très mal. Marasme, chômage, disparitions, toutes les entreprises, sauf les mastodontes, sont en difficulté.

« Très urgent. Importante entreprise de bâtiment, momentanément gênée au plan financier, mais carnet de commandes garni, recherche un partenaire. » Ce véritable S.o.s., paru récemment dans un quotidien du soir, illustre bien le marasme dans lequel se débattent les entreprises du bâtiment. Prises à la gorge par le manque de fonds propres, affaiblies par la privation de crédit, elles sont devenues très vulnérables. Comme dans la fable, elles ne meurent pas toutes, mais toutes sont frappées.

Le bâtiment a, pourtant, toujours été considéré par le Pouvoir gaulliste, puis pompidolien, comme le poumon de notre économie, comme un secteur-test. Avec deux millions de salariés, (10 % de la population active) 200 milliards de F de chiffre d'affaires en 1974 — soit à peine moins que le budget de l'Etat — et pourvoyeur de 100 milliards de commandes, le bâtiment laisse rarement les gouvernants indifférents.

Valéry Giscard d'Estaing, malgré de récentes promesses, n'a pas encore trouvé les moyens d'épargner à ce secteur les méfaits de la crise et de l'encadrement du crédit. Les dirigeants de la puissante Fédération nationale, excédés par cette belle indifférence, se sont donc décidés à ajouter leurs voix au concert général des lamentations patronales. « Le problème se pose en termes de vie ou de mort », affirment-ils. Et, de fait, certains sont déjà passés de vie à trépas. Entreprises en faillite, fermetures de chantiers, dépôts de bilan sont devenus courants. De janvier à septembre, 2 800 entreprises ont coulé et rien ne semble devoir enrayer le mouvement. Certes, bien avant cette crise, des centaines de sociétés disparaissaient ou se faisaient racheter chaque année, mais elles n'étaient ni aussi nombreuses ni aussi importantes que celles qui ferment leurs portes aujourd'hui.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, toutes les faillites ne sont pas vues d'un mauvais œil par les professionnels. La disparition de quelques « brebis galeuses » assainit la situation et renforce les gros au dépens des faibles. Elle élimine les francs-tireurs de l'immobilier, acceptés en période faste lorsque les affaires sont en plein « boom », mais rejetés lorsque le gâteau qu'on se dispute diminue. La concurrence devient alors âpre et tous les coups sont permis. Plus question de fermer les yeux sur les incompétents et les malhonnêtes. On les jette en pâture au public ou, quand on le peut, on les transforme en martyrs. L'échec de Stribick à Saint-Etienne est significatif de cet état d'esprit. Hier primé par les pouvoirs publics, mais détesté par ses pairs qui ne lui pardonnent pas ses « méthodes » et son « entregent », il s'effondre, malgré une alliance de la dernière heure avec Fougerolle, première entreprise française de travaux publics et filiale de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

C'est d'ailleurs le secteur des maisons individuelles qui est le plus touché. Et ce n'est pas un hasard. Les francs-tireurs y ont longtemps prospéré. Le secteur public, règlementé, leur semblait trop peu « juteux » et les grandes opérations, financièrement trop lourdes. Mais les maisons individuelles, domaine incontrôlé, où régnaient l'arnaque et l'anarchie, représentait la providence de ceux qui voulaient s'enrichir rapidement, sans gros risques. On laissait bien quelques victimes derrière soi, mais si mal armées pour se défendre et si désireuses, pour ne pas tout perdre, de s'entendre à l'amiable, que le jeu en valait la chandelle.

Quelques scandales un peu trop retentissants ont contraint, il y a deux ans, le gouvernement à sévir. Depuis juillet 1972, les appels de fonds auprès des acheteurs sont fixés par un calendrier strict et non plus laissés à la fantaisie des constructeurs. Mais l'application de cette loi est difficilement contrôlable : le public ignore ses droits et bien des constructeurs continuent, comme par le passé, à demander, dès la signature, des avances trop importantes.

Pour une fois, Paris semble être un peu épargné ; c'est la province qui recueille le lot le plus important des faillites. Laïta à Quimperlé, Binst à Brest, Construire à Saint-Nazaire, Astre à Béziers **(voir « l'Unité n° 129),** Chapuzet à Angoulême, font partie de la longue liste des « radiés » de la profession.

Comme toujours, quand les choses vont mal, les professionnels cherchent à expliquer les raisons de la crise par des motifs conjoncturels qui les dépassent. Certains vont même jusqu'à pratiquer l'autocritique, mais bien peu poussent l'analyse jusqu'à la contestation de la politique du logement suivie par le gouvernement.

Pour ce qui est des problèmes conjoncturels, les explications ne manquent pas. Ils ont d'ailleurs effectivement leur rôle dans le déroulement des évènements actuels. Les restrictions de crédit, par exemple, ont porté un coup fatal à beaucoup d'entreprises. Le secteur a toujours manifesté une grosse boulimie de prêts, encouragée par les banques qui poussaient à la consommation et assuraient les fins de mois difficiles. Habituées à ce régime, les entreprises n'ont fait aucun effort d'autofinancement. Leurs fonds propres étaient souvent dérisoires, mais qu'importait puisque la manne du crédit tombait ponctuellement.

Aujourd'hui, tout est changé. Les banquiers ne distribuent plus les fonds qu'au compte-gouttes, en se faisant tirer l'oreille, ou refusent purement et simplement. Les sociétés, qui ont une bonne trésorerie ou des relations privilégiées de mère à fille avec un organisme financier, font le gros dos et espèrent s'en sortir. Pour les autres, la mort lente par asphyxie est au bout du chemin.

Le crédit rare et cher n'est pas la seule cause du déséquilibre des entreprises. L'Etat y contribue directement en ne payant que fort tard, comme toujours, ses dettes : au bout de 90 jours et très rarement encore à 45 jours, comme le souhaitait Robert Galley, ministre de l'Equipement. Or, l'Etat et les collectivités publiques sont des clients privilégiés des sociétés du bâtiment. Les administrations représentent, à elles seules, environ un tiers de leur chiffre d'affaires.

Les professionnels reprochent aussi au gouvernement sa politique de prix. Les formules de révision auxquels ils sont assujettis ne tiennent pas compte, selon eux, de l'augmentation réelle des matières premières et des salaires.

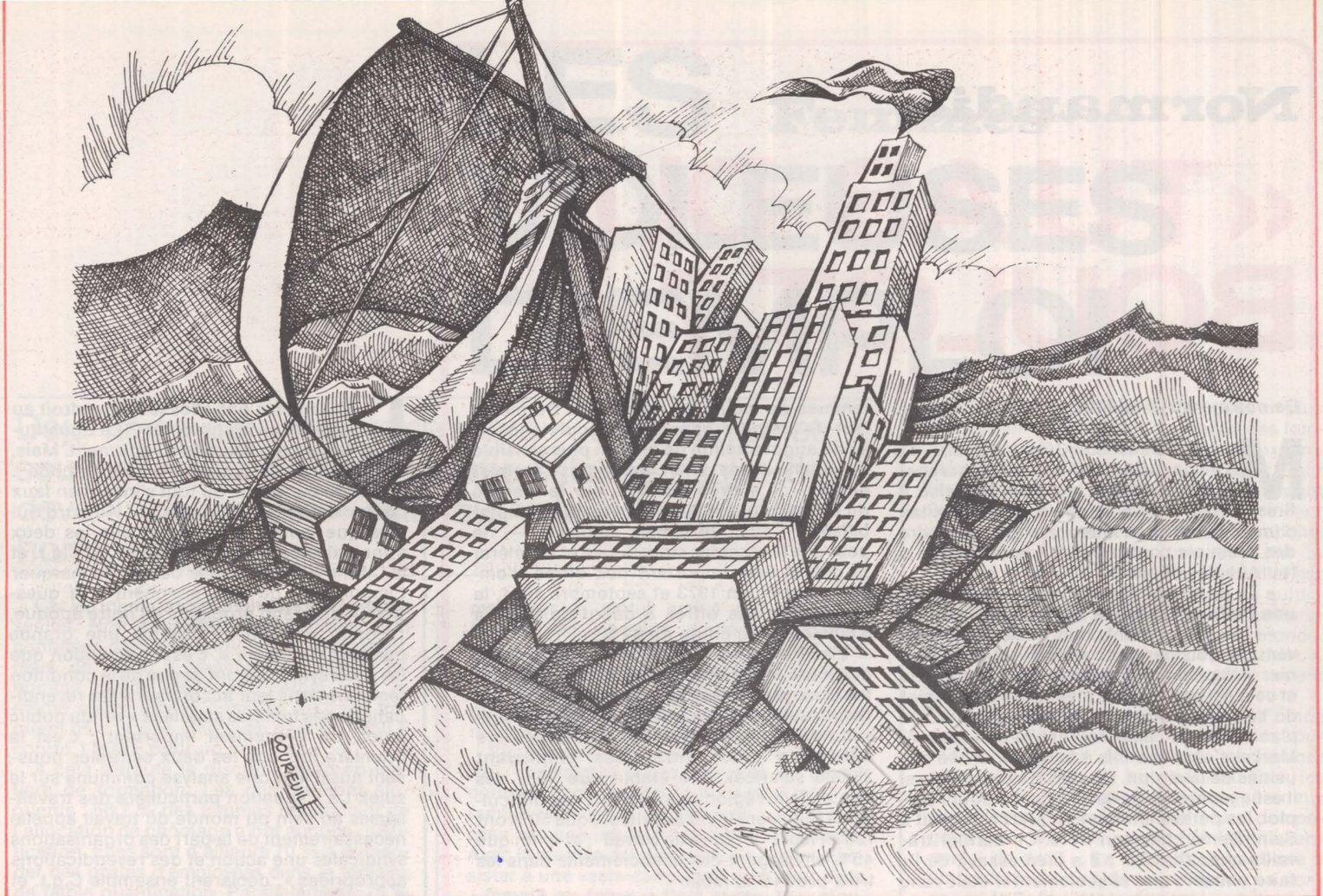
Le fléchissement des commandes, observé depuis le mois de septembre est le plus récent motif d'inquiétude des entrepreneurs. Si les trois premiers trimestres ont été bons, les maîtres d'ouvrage ont depuis lors considérablement réduit leurs programmes. Certains demandent même qu'on ralentisse les travaux des chantiers en cours. Etant donné l'état d'esprit général, tout le monde s'attend à une année 1975 déplorable.

A ce fléchissement des commandes, répond le ralentissement de la demande du côté des acquéreurs, eux aussi gênés par les restrictions de crédit et la hausse des prix (3 090 en un an).

La garantie à n'importe qui

Avoir un carnet de commandes garni n'est même plus synonyme de bonne santé pour une entreprise. Ce n'est souvent que l'arbre qui cache la forêt. Faire la chasse aux commandes implique, en effet, qu'on propose des prix « imbattables ». Tellement imbattables que l'entreprise ne pourra les tenir et que, pour s'en sortir, elle sera obligée de prendre d'autres travaux... C'est le cercle infernal. Et, au bout du chemin, la faillite.

A ce stade, les entreprises n'ont le choix qu'entre deux solutions. Mettre la clé sous la paillasson ou se vendre à plus fort qu'elles. La fermeture définitive met au chômage les ouvriers, mais il ne s'agit pour la plupart que



d'étrangers, d'immigrés, dont le gouvernement souhaite le départ puisqu'ils contribuent au déficit de notre balance des paiements.

Il y a aussi parfois des victimes parmi les acheteurs, qui se retrouvent avec une maison payée en partie, si ce n'est en totalité, et inachevée. Certes, les banques ou les établissements financiers ont généralement accordé leur caution aux promoteurs et se sont engagés à terminer les travaux, mais cela prend des mois, voire des années. La réalisation finale n'a souvent plus rien à voir avec le descriptif sur lequel l'acquéreur s'est engagé.

Avec l'accélération des faillites, plusieurs banques se trouvent engagées pour des dizaines de millions de francs. Deux d'entre elles dont l'une, le Comptoir des entrepreneurs, était encore récemment présidée par Jean Serisé, très proche collaborateur de Giscard d'Estaing — sont en mauvaise posture. De l'avis des établissements concurrents, elles décernaient un peu à n'importe qui la fameuse garantie « de bonne fin », sans étudier au préalable le dossier du client. Il faut dire que l'opération était plutôt fructueuse, à l'époque, pour les banques. En contrepartie de leur caution, elles exigeaient des constructeurs — tacitement, bien sûr — l'exclusivité des clients qui souhaitaient un prêt. Marché qui eût été tout à fait rentable sans cette fâcheuse crise.

Une seconde solution pour l'entreprise en faillite consiste à chercher un partenaire. Fusions, concentrations sont bien vues des pouvoirs publics. Ce ne sont pas des phénomènes nouveaux. Il y en a déjà eu de très nombreuses au cours des dernières années. Banques, filiales de banques, grosses entreprises ont repris — souvent pour mieux les dépecer — les sociétés en difficulté. La Compagnie française d'entreprise a été absorbée par Bouygues ; la S.g.e. a repris l'Européenne d'entreprises ; Fougerolle a racheté S.n.e.t. puis a essayé d'aider, sans succès, Stribick ; les Grands travaux de Marseille ont mis la main sur Petit. Dans le secteur des maisons individuelles, le groupe familial Balency s'est vendu à Saint Gobain-Pont-à-Mousson ; Suez est actionnaire des Maisons Phénix ; Dumont-Besson est lié avec Ferodo et Heider est entre les mains d'une filiale du groupe Rothschild...

Manque de crédit, faiblesse des fonds propres, insuffisance d'autofinancement, délais de paiement politique des prix, fléchissement des commandes, tous ces éléments ont sûrement contribué à précipiter la crise. Mais le fond du problème est-il vraiment là ? L'Etat capitaliste, par sa politique constante en faveur de la spéculation et du logement de luxe, par son désengagement progressif au profit du secteur privé, ne porte-t-il pas une très lourde responsabilité ?

Au lieu de reconnaitre la nécessité sociale d'un logement décent pour tous, le gouvernement pompidolien a, comme pour les autoroutes, favorisé la mainmise du secteur privé. La rentabilité étant devenue le maître-mot, constructeurs et promoteurs se sont jetés sur les secteurs de luxe, favorisant la flambée des prix sur les terrains. En quelques années, il est devenu impossible, sauf cas très particuliers, de construire un seul logement aidé dans Paris.

Plus grave, les fonds publics eux aussi ont été détournés, au profit des secteurs les plus rentables : logements de luxe et bureaux. La Caisse des dépôts, a ainsi créé une filiale, la Capri, qui utilise les fonds des caisses d'Epargne, pour faire du logement de standing. La Capri construit une tour au Front de Seine, où ne logeront que des milliardaires, les prix devant atteindre 8 000 F le m2 ! Est-ce là, la vocation de la Caisse du dépôt ?

Le secteur social, pendant ce temps, n'a cessé de se dégrader. Comme il ne trouvait plus de terrains bien situés, du fait de la concurrence du secteur privé, il a été exilé en banlieue de plus en plus éloignée. Cette année, malgré un relèvement des prix-plafonds, en octobre, de 10 %, on n'utilisera sûrement pas tous les crédits alloués dans le budget au secteur H.l.m. les prix plafonds sont notoirement insuffisants et les organismes d'H.l.m. se livrent, depuis plusieurs années, à des acrobaties financières pour continuer à construire. Le secteur aidé vit dans une contradiction permanente. Les prix de construction sont trop bas pour le constructeur mais trop élevés pour ceux qui y ont droit.

A tel point que le gouvernement ne peut plus fermer les yeux : « Je constate, a souligné Galley lors d'une conférence de presse, que l'évolution économique entraîne des distorsions, voire des incompatibilités entre les contraintes imposées en matière de plafond des ressources, le montant des aides, le coût du crédit, le taux d'effort acceptable par les ménages. »

Une réforme est devenue indispensable. Mais le gouvernement giscardien ne s'attaquera pas aux racines du mal : la spéculation foncière. Sans maîtrise des sols, on ne peut pas espérer mener à bien une politique sociale du logement. Or les gouvernants actuels ne veulent pas entendre parler de municipalisation des sols. Lorsqu'il était au ministère des Finances, Giscard d'Estaing a fait échouer tous les projets, pourtant timides, en matière foncière. Président, pourra-t-il, voudra-t-il mécontenter, une fraction importante de sa clientèle électorale, qui profite directement de la spéculation foncière ?

ARIELLE THOMAS

Normandie

« TU AS DU BOULOT ? »

De notre envoyé spécial

Marcel a 20 ans. Son C.a.p. en poche, il a commencé en mai dernier à chercher du travail dans la région rouennaise. Il finissait son service militaire et profitait d'une « permission libérable » pour prendre des premiers contacts, à commencer par la tournée des copains.

« Tu as du boulot ? Tu ne connaîtrais pas une boîte qui cherche quelqu'un ?

— En ce moment, non, mais si tu étais venu le mois dernier... » Mais « le mois dernier » Marcel était encaserné en Allemagne et ce n'est pas la solde mensuelle qui permet de se payer souvent — même en quart de place — un aller-retour Baden-Rouen. Marcel s'est donc mis à faire la tournée des usines de la région. En vain. Et en vain aussi il est « monté » à Paris : l'Agence pour l'emploi, les petites annonces... Marcel logeait à Saint-Denis chez son frère. Ce dernier travaille chez Citroën ; il a bien essayé de l'y faire entrer : ah ! si seulement il était venu quelques mois plus tôt... Marcel a encore cherché pendant deux mois, n'hésitant pas à aller de Saint-Denis à Bagneux sur une simple rumeur. Aujourd'hui, découragé, Marcel ne cherche plus de travail. Il vient de contracter un engagement de 5 ans dans l'armée de Terre.

Des Marcel, il y en a plein cette haute Normandie qu'un coup d'œil trop rapide ferait prendre d'abord pour une contrée prospère. Certes, sa capitale, Rouen, possède un port important et pouvait, récemment encore, compter sur une industrie en expansion. La cité et sa banlieue, qui, notamment sur la rive gauche de la Seine, regroupe des villes aussi importantes que Sotteville (près de 40 000 habitants), Saint-Etienne-du-Rouvray (35 000), Grand-Quevilly (presque 30 000), semblaient devoir rester en marge de la crise générale. Pourtant, le jour même de notre arrivée, une entreprise de métallurgie de la région, qui employait un millier de travailleurs, Francia Hovan, annonçait 275 licenciements, une réduction d'horaire à 20 heures ayant été précédemment appliquée. Et, dès la fin du mois de juin, on comptait sur Rouen 9 880 demandes d'emploi non satisfaites ; à la fin du mois de septembre, ce chiffre passait à 14 515, soit une augmentation de 50 %.

Les femmes et les moins de 25 ans sont les plus touchés. Le personnel féminin, dans la région, trouvait traditionnellement du travail soit dans l'industrie textile, relativement importante jusqu'alors, soit chez Renault. Le textile a pratiquement fermé ses portes — notamment Blin et Blin à Elbeuf, où 700 employés sont menacés de licenciement collectif — et l'usine Renault de Cléon a stoppé l'embauche : les principaux débouchés féminins se sont donc trouvés bloqués ; plus de 50 % des demandes d'emploi émanent de femmes de moins de trente ans. De même faut-il s'attendre, dans les mois qui viennent, à une augmentation de plus en plus sensible du nombre des chercheurs de « premier emploi ». L'arrivée massive, sur le marché du travail, d'une main-d'œuvre non comptabilisée — puisque jamais employée — ne peut que fausser les statistiques et accélérer le déficit déjà important des offres d'emploi : entre juin 1973 et septembre 1974, le nombre de ces offres a décru de 8 574 à 5 800, soit une chute de 34 %.

L'accroissement du chômage est encore accentué par la crise que traversent les petites et moyennes entreprises normandes. Les responsables P.m.e. ont fait connaître les résultats d'une enquête menée auprès de leurs adhérents (700 entreprises employant 25 000 salariés). Elle établit que 70 % des P.m.e. de la région connaissent des difficultés et réduisent leurs activités ; que 50 % ont réduit leurs horaires de travail ; et enfin que 45 % envisagent des licenciements dans les trois prochains mois.

Il y a bien là de quoi être inquiet lorsque l'on ajoute que Renault — le « monstre » de la région, puisqu'employant 18 000 travailleurs dans ses deux usines de Cléon et Sandouville — connaîtra quatre jours de chômage ce mois-ci. Renault, en Seine-Maritime, c'est un peu le baromètre. Quand Cléon et Sandouville ralentissent ou stoppent l'embauche, c'est toute la région qui bat de l'aile. Ainsi, Tréfimétaux (Anfreville) a connu deux journées chômées en novembre et chômera encore une semaine d'ici à la fin de l'année, après avoir subi des réductions d'horaires. Ainsi également les établissements Lozai, à Petit-Quevilly, annoncent 90 licenciements. Tandis qu'au Transformateur de Grand«Quevilly les horaires ont été abaissés à 32 heures par semaine et que 8 jours seront chômés en décembre et 8 autres en janvier...

La dégradation de l'emploi ici n'a donc rien à envier, bien au contraire, à celle qui sévit dans la région parisienne. En haute Normandie, et dans la région rouennaise en particulier, le taux d'accroissement du chômage a été de 16 % de 1972 à 1973 et, de 1973 à 1974, est passé à 32 % : plus que le taux national et que celui de la région parisienne (27,4 %). Ainsi, 1 salarié sur 31 est à la recherche d'un emploi et les chômeurs « officiels » représentent ici 3 % de la population active : ils étaient 13 000 en octobre 1973, ils sont aujourd'hui presque 20 000 — la C.g.t. avance même le chiffre de 23 000.

Cela ne suffit pas, hélas, à faire de la région rouennaise un cas particulier. Tout au plus le Normand, volontiers sceptique de tempérament, a-t-il eu encore plus de mal que quiconque, lorsque Valéry Giscard d'Estaing affirmait qu'il a la volonté et les moyens de nous protéger du chômage, à le prendre au sérieux.

YANN LUISSEL.

Les femmes ont-elles le même droit au travail que les hommes ? La Constitution et plusieurs lois l'affirment. Mais, de la théorie à la pratique, il y a un monde : le monde du travail, où tout s'inscrit en faux contre de telles affirmations. Aujourd'hui plus que jamais. A tel point que les deux principales centrales syndicales, la C.g.t. et la C.f.d.t. ont éprouvé le besoin de marquer l'importance qu'elles attachent à la question. « Un grand problème de notre époque, reconnu aujourd'hui comme une grande question nationale », c'est la définition que les deux syndicats ont donné de la condition féminine dans leur accord sur « les revendications des femmes salariées » rendu public jeudi. Un évènement important : c'est la première fois que les deux centrales poussent aussi loin une analyse commune sur le sujet. La « situation particulière des travailleuses au sein du monde du travail appelle nécessairement de la part des organisations syndicales une action et des revendications appropriées », déclarent ensemble C.g.t. et C.f.d.t.

Depuis un an, en effet, force est de constater que la situation des femmes sur le marché de l'emploi ne fait que s'aggraver. L'année 1974 a marqué un tournant important : pour la première fois en France, il y a plus de « chômeuses » que de chômeurs. Les statistiques officielles sont catégoriques. Ainsi, d'après une enquête du ministère du Travail publiée en juillet 1974, 52,8 % des demandeurs d'emploi sont des femmes. Une proportion d'autant plus impressionnante qu'elles ne représentent que 38,1 % de la population active. Et la préoccupation des syndicats s'est encore accrue depuis la rentrée. En effet, les femmes sont les premières — avec les jeunes et les immigrés — à pâtir de la récession économique. Par rapport à l'an passé, 61 % des nouveaux demandeurs d'emplois sont des femmes. Et, parmi elles, 62 % sont âgées de moins de 25 ans.

Il est vrai que les discriminations envers les femmes n'ont pas attendu la crise pour se manisfester. Un document publié au début de l'année par l'Insee sur « les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1970 » était à cet égard fort édifiant. On y apprenait, entre autres, que la moitié des femmes salariées ne gagnaient pas 1 165 F par mois, et que 4 femmes sur 5 touchaient moins de 1 750 F mensuels. L'enquête révélait aussi qu'en 1970 « le salaire des hommes a été de 50 % supérieur à celui des femmes. »

La C.g.t. et la C.f.d.t., elles aussi, se sont livrées à des calculs : « Plus de 6 millions de femmes sont salariées. Parmi elles, 36 % de travailleuses de l'industrie et du commerce n'ont pas gagné 1 195 F par mois au 1er avril 1974. Les pourcentages importants de bas salaires féminins sont confirmés par la féminisation de la catégorie des O.s. — 22,9 % des O.s. étaient des femmes en 1968, 30,4 % en 1971 — et par la dévalorisation des emplois occupés par des femmes. »

LES Femmes VOLEUSES D'EMPLOI

Déjà taxée de « mauvaise mère », sous-payée et souvent culpabilisée, la femme salariée risque de devenir désormais « celle qui vole le travail des hommes ».

Car les injustices salariales ne sont pas les seules. Non seulement les femmes sont confinées dans les emplois mal rémunérés, mais de plus, à qualification égale, un homme gagne davantage. Ainsi pour le même poste, l'Insee constate qu'il est fréquent de voir une employée gagner 1 450 F contre 1 900 F pour un employé.

A cela s'ajoute la discrimination en matière de formation. Les chiffres sont éloquents : 66,7 % des femmes bénéficiant de l'allocation de chômage n'ont aucune qualification. Elles sont d'ailleurs 70 % à demander des postes d'employées dans le tertiaire, de faible qualification. Parallèlement, 75 % des offres d'emploi ne les concernent pas, parce qu'elles s'adressent à un personnel qualifié.

Comment s'étonner, dans ces conditions, de trouver si peu de femmes à des postes de responsabilité ? L'exemple de la Fonction publique, où les femmes constituent pourtant 50 % des effectifs, est à cet égard révélateur. En 1973, sur 582 emplois de direction, 27 seulement, soit 4,9 %, étaient occupés par des femmes. Incompétence, incapacité, affirment certains. « Poids des traditions entretenues par la propagande bourgeoise, et par tout ce qui, dans la société, tend à maintenir le statut social qui place les femmes en situation d'infériorité depuis des siècles », répondent la C.g.t. et la C.f.d.t. dans leur accord du 19 décembre. Opinion partagée par les partis de gauche, qui, depuis longtemps, font campagne pour la reconnaissance des droits de la femme.

Victimes de discrimination dans leur emploi, contraintes à des journées de travail doubles, comme salariée et comme mère de famille-ménagère, les femmes sont menacées par une injustice plus grande encore. Avec la montée du chômage, on risque d'assister à une vaste campagne en faveur de la « femme au foyer ». Déjà taxée de « mauvaise mère » par tout un courant réactionnaire, sous-payée et souvent culpabilisée dans un pays en expansion, la femme salariée risque de devenir désormais « celle qui vole le travail des hommes. » Tant il est vrai que le travail féminin n'a pas acquis la légitimité du travail masculin.

Ainsi faut-il remarquer que, dans cet accord sur les revendications des femmes salariées, la C.g.t. et la C.f.d.t. sont obligées d'aborder des problèmes aussi divers que celui des équipements collectifs, des congés de maternité et de la procréation volontaire. Si le chômeur pose un problème économique et social, la chômeuse, elle, pose en plus un problème de société. Le travail des femmes n'apporte pas seulement le deuxième salaire souvent indispensable au foyer. Pour les travailleusses, il représente notamment l'exigence de ne dépendre financièrement de personne et d'accéder à la responsabilité. Nombreuses sont les O.s. harassées par un travail à la chaîne — chez Roussel-Uclaf par exemple — qui affirment qu'elles ne quitteraient leur travail, la solidarité et la camaraderie qu'elles y trouvent pour rien au monde. 60 % des ouvrières partagent ce point de vue, tout comme 88 % des femmes qui occupent un poste de cadre supérieur.

Ce ne serait pas la première fois en France que, pour des raisons de récession économique, on essaie de renvoyer les femmes chez elles dans le but de stabiliser les courbes de chômage. Quitte à suggérer aux travailleurs eux-mêmes que leurs compagnes prennent des places qui leur reviennent « de droit ». La Délégation générale à l'information vient de commander un sondage à la Sofres sur la volonté des femmes à exercer un métier. Elles sont, révèle cette enquête, 60 % à affirmer qu'elles continueraient à travailler, même sans obligation financière. Mieux : elles demeurent 42 % à vouloir exercer un métier même si l'allocation de « mère de famille restant au foyer » s'élevait à 1 000 F mensuels. Des chiffres que le gouvernement devra méditer et avec lui ceux qui ne veulent voir que des « femmes au foyer ». D'autant plus que les femmes ont déjà montré de quoi elles étaient capables pour défendre leur emploi.

CHRISTINE COTTIN





P.t.t. RAS LE GUICHET

Dans les postes surchargées par le courrier accumulé pendant 40 jours de grève — plusieurs millions de lettres — et celui, courant, des fêtes de fin d'année, l'ambiance n'est pas au défaitisme. Et pourtant... Le secrétaire d'Etat aux P.t.t., Pierre Lelong, avait promis de négocier après la reprise. Il n'en fait rien. Et si F.o. estime que certaines satisfactions ont été accordées aux grévistes, ce syndicat admet que le problème des effectifs reste entier. Ce qui fait dire à la C.g.t. et à la C.f.d.t. que les relèvements de salaires et l'amélioration des conditions de travail également réclamés n'ayant pas davantage été satisfaits, il est urgent que des négociations soient ouvertes. Ce ne sont pas les coûteux et inefficaces centres de tri parallèle — où l'on déplore l'insécurité et les vols — qui résoudront le vrai problème. L'attitude du ministre, si elle se prolongeait, lui ferait endosser l'entière responsabilité des nouvelles actions d'ores et déjà envisagées par de nombreux postiers. Ils sont en effet disposés à prouver à Lelong, s'il en doutait, qu'on ne fait pas 40 jours de grève pour le plaisir et pas davantage pour ne rien obtenir. Leur combativité reste donc entière.

Il n'en faudrait pas beaucoup pour que l'action reprenne ; la détermination est d'autant plus forte que les problèmes restent posés.



Le tri.

« Après plusieurs audiences et contacts sans résultat probant, tant au niveau local que départemental, le personnel du bureau de Soissons tient à manifester, par la présente pétition, son profond mécontentement et sa juste indignation face à la dégradation, en valeur et en nombre, de son effectif et de ses conditions de travail. » De quand date cette pétition signée par l'ensemble des agents des P.t.t. de Soissons ? Pas de la récente grève, mais du mois de mai 1974. Elle aurait tout aussi bien pu être rédigée un, deux, voire, cinq ans plus tôt. Et ce qui est vrai pour le bureau de Soissons l'est également pour l'Aisne, la Picardie, toute la France enfin.

Dénoncer le manque d'effectifs, l'inadaptation des locaux, la formation insuffisante — sinon inexistante — des auxiliaires et parfois même des agents, toutes choses qui rendent inacceptables les conditions de travail subies par les postiers pour un salaire dérisoire, cela vient d'être fait. Mais avec quel impact sur l'opinion ?

Assez bon, estiment les syndicats. Variable selon l'opinion politique des usagers et leur type d'activité, ont constaté les préposés. En tout cas, la tentative du gouvernement pour dresser l'opinion contre les postiers en grève n'a pas été un succès. Cela ne signifie pas pour autant que le bien-fondé des revendications avancées par les postiers en lutte pour la sauvegarde du secteur public ait été suffisamment perçu.

Il convient donc d'illustrer ce qui se passe dans un bureau mixte comme celui de Soissons. Avec ses sept guichets et deux guichets annexes, il dessert une population de 65 000 habitants, compte tenu des environs et de la zone rurale avoisinante. C'est dire que le bureau est complètement saturé. La queue aux guichets est permanente ; les guichetières en subissent évidemment les conséquences... jusqu'à la crise de nerfs, parfois. Le nombre d'erreurs de caisse est très élevé et se retourne également contre leurs auteurs involontaires.

Pour ceux qui sont de service l'après-midi, ce rythme effréné au guichet se poursuit sans faiblir de 12 h 30 à 19 h. Puis les agents ont vingt minutes pour « faire » leur caisse. Ensuite, ils vont épauler leurs collègues du tri. Là, les effectifs sont de trois agents le matin et trois l'après-midi. Entre la fermeture des entreprises de la ville, vers 18 h, et l'arrivée des renforts du guichet, vers 19 h 20, les trois trieurs sont quotidiennement aux prises avec une avalanche de plus de 10 000 lettres. Normalement, l'administration admet un rythme de 550 lettres triées par agent et par quart d'heure. Cela ne laisse déjà pas beaucoup de répit pour souffler. Eh bien ! les agents de Soissons en arrivent, aux heures de pointe, à trier 750 lettres par quart d'heure, ce qui est proprement scandaleux. Mais, comme disent les postiers : « Faut bien qu'on bourre si on veut que tout parte le soir même. » C'est cela, le sens du service public ! Lelong aurait cependant tort d'abuser de la conscience professionnelle des postiers pour mieux ignorer la légitimité de leurs revendications. S'il a pu le faire jusqu'à présent, il n'a pas pour autant maté leur désir d'obtenir satisfaction. Celui-ci reste vivace chez tous ceux qui ont « repris ».

Pendant plusieurs jours, les grévistes de Soissons ont analysé tous les problèmes de leur bureau — laissé pour compte depuis cinq ans par la direction départementale, qui en rejette la responsabilité sur Joder, directeur général des Postes — avec le receveur qui en a la responsabilité depuis juillet. Ils en sont rapidement arrivés à élaborer un cahier de revendications de quatre pages qui préconise une véritable restructuration du bureau. Remis au directeur départemental adjoint et à l'inspecteur principal gestionnaires de Laon, ce cahier n'a toujours reçu aucune réponse, comme si l'ensemble des problèmes qu'il soulève était de peu d'intérêt. Mutisme et intransigeance, telle semble donc être la ligne de conduite de cette direction, qui utilise des statistiques erronées et se refuse à toute étude sérieuse susceptible de lui faire découvrir la réalité de ce qui se passe à Soissons. Il est vrai qu'elle est encouragée en haut lieu à agir de la sorte : les directives ministérielles recommandant la fermeté ne manquent pas, par les temps qui courent.

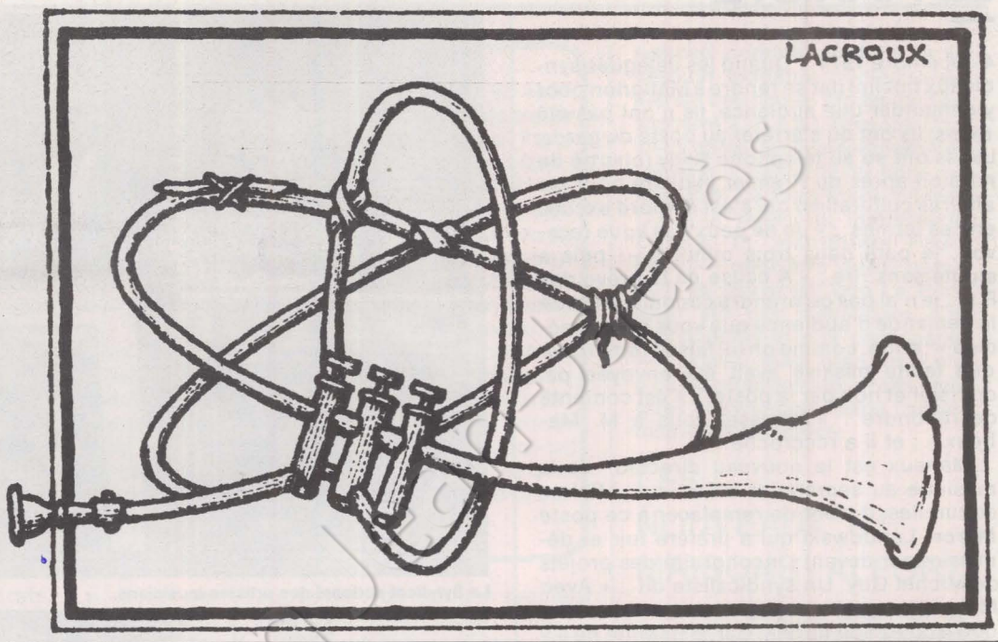
Peut-être est-ce l'explication d'un autre silence : celui d'André Rossi, porte-parole du gouvernement et député de l'Aisne. A une délégation de 55 postiers menée par l'intersyndicale (C.g.t., C.f.d.t. et F.o.) qui lui avait rendu visite à sa permanence de Soissons, le samedi 16 novembre, Rossi avait promis d'entretenir Lelong de leurs difficultés. Apparemment, il ne l'a pas fait ou alors, en vain. La reprise s'est effectuée dans un contexte déplorable. Au 11 janvier, on dénombrera huit vacances de postes, dont plusieurs parmi la maîtrise, pour le bureau de Soissons. A quoi s'ajoutent six absences pour maladie dues à la grippe et aux conditions de travail épuisantes. Certains agents sont obligés de faire des journées doublées, de 5 h 30 à 20 h 15. L'administration propose deux jours de repos compensateur en échange d'une journée doublée. C'est du bluff. Elle devrait normalement accorder 683 jours de repos (compensateur, exceptionnel ou de fin d'année) au 1er janvier 1975, tant elle a de retard sur ce plan. Tout le monde sait bien qu'elle n'est pas en mesure de le faire.

Les postiers n'en accomplissent pas moins leur travail dans ces conditions pénibles et dans des locaux inadaptés. Mais ils n'entendent plus supporter, physiquement et moralement, les conséquences de l'incurie du Pouvoir. La grève a été suivie à 93 % par les agents de Soissons et la reprise du travail n'a rien d'un aveu d'échec. Ici, tout le monde sent qu'il n'en faudrait pas beaucoup pour que l'action reprenne, sous une forme ou sous une autre. La détermination est d'autant plus forte que l'ensemble des problèmes reste posé.

JEAN-LOUP REVERIER

TIREZ SUR LE PIANISTE

O.r.t.f.



Les pupitres se vident. La musique va pratiquement disparaître des ondes et du petit écran. C'est à ces « détails » que l'on peut voir que la mission culturelle de l'O.r.t.f. ne sera pas prise en charge par les nouvelles sociétés de radio et de télévision.

« La musique, c'est bien simple, ils s'en foutent. Sallebert, qui avait essayé de fermer l'émetteur de France-Culture pour Bordeaux, a inventé Fip, c'est-à-dire l'addition de quelques speakerines à la voix viscérale et d'une pile de 45 tours. Résultat : sur 27 000 heures de programmation radio pour l'année 1974, 750 heures seulement ont été consacrées à la musique. » Le violoniste qui parle ainsi est écœuré. Instrumentiste à l'Orchestre philharmonique de l'O.r.t.f., il ignore tout de son avenir. Jusqu'à maintenant, il pouvait constater le mépris affiché par certains responsables de la radio et de la télévision à l'encontre de la chose musicale. Les dégâts s'arrêtaient là. Malgré tout, il pouvait faire son métier.

Depuis le vote de la loi du 7 août 1974, portant suppression de l'O.r.t.f., la menace est plus précise : il va sans doute perdre son emploi. Il fait partie du contingent de musiciens qui tombent sous le coup de l'article 30 de la loi : « Les agents relevant des statuts de l'Office, âgés de 60 ans et plus au 31 décembre 1974, sont mis, à cette date, en position spéciale. » Le même article ajoute que d'autres agents âgés de 55 ans ou plus peuvent bénéficier des mêmes « avantages ». Comme le fait remarquer un responsable du Syndicat national des musiciens, « cette disposition légale permet au gouvernement de licencier du personnel sans verser d'indemnités de licenciement. » L'opération permettant de supprimer 165 emplois, 165 postes de musiciens et choristes.

Jusqu'au 31 décembre 1974 les orchestres et les choeurs de l'O.r.t.f. emploient 582 artistes. La suppression de 165 postes va mutiler, à partir de janvier 1975, les 7 formations de l'O.r.t.f. L'Orchestre national va voir ses effectifs passer de 108 à 72, l'Orchestre philharmonique de 94 à 64, l'Orchestre lyrique de 56 à 41, les Choeurs de 120 à 100, l'Orchestre de Strasbourg de 82 à 55, l'Orchestre de Lille de 57 à 42 et l'Orchestre de Nice de 41 à 29. Sans même parler du chômage que cela entraîne, il faut noter l'absurdité du procédé : pourquoi la réduction des instrumentistes s'arrêterait-elle en si bon chemin ? Pourquoi ne pas se contenter de 6 pianistes et d'un baryton au lieu de 7 formations complètes ?

Plus de concerts

Il y a quelque temps avait été annoncé le renforcement de l'Orchestre national, qui devait être augmenté d'une vingtaine d'exécutants. Il n'en est plus question désormais. Mais cet espoir déçu n'est rien à côté des conséquences que la compression annoncée va entraîner. Parallèlement aux suppressions d'emplois, c'est à la disparition de concerts que nous allons assister. Roger Albin, ci-devant chef d'orchestre à Strasbourg, a dû annoncer l'annulation d'une tournée de 10 concerts au printemps en Allemagne par son orchestre. Il y a plus grave : ces orchestres de province, ceux de Strasbourg, Lille et Nice, rejetés par les nouvelles sociétés de radio et de télévision, seront, selon les dires du porte-parole du gouvernement André Rossi, « pris en charge à partir du 1er janvier 1975 par le Secrétariat national aux Affaires culturelles. » On peut se demander s'il s'agit là d'une clause de style, d'un soutien financier ou simplement d'une opération de diversion. Car les fonctionnaires des Affaires culturelles se demandent bien quel travail ils vont pouvoir réellement fournir à ces orchestres. Le risque est grand de voir passer l'année qui s'ouvre sans qu'un seul concert soit donné par les orchestres de Lille, Nice et Strasbourg. Auquel cas il pourra toujours être fait appel au « bon sens populaire » en janvier 1976 : « Allons-nous payer tous ces musiciens à ne rien faire ? »

Depuis la création de l'Orchestre national en 1934, 10 orchestres sur 17 existant alors ont été supprimés. Va-t-on en voir prochainement disparaître trois autres ? Car, même en admettant que l'on trouve des activités pour ces orchestres, comment pourront-ils répondre aux demandes de concerts en ayant perdu en route un tiers de leurs musiciens ? Et à quel titre donneraient-ils des concerts ? Le secrétariat d'Etat aux Affaires culturelles, voulant créer la diversion et la confusion, affirme que « des offres seront faites en 1975 ». Par qui ? A qui ? Et si ces offres n'ont rien d'alléchant, ceux qui les déclineront devront-ils se considérer comme définitivement licenciés ?

La revanche de Boulez

Tous les beaux discours qui se veulent rassurants et qui ont été faits par André Rossi ou par les collaborateurs de Michel Guy ne parviennent pas à masquer la volonté du gouvernement : se débarrasser le plus rapidement possible du maximum de musiciens et de presque tous les orchestres jusqu'à maintenant rattachés à l'O.r.t.f.Si cela n'est pas, pourquoi le Premier ministre n'a-t-il pas daigné répondre à la demande d'ouverture de négociations formulée par le Syndicat national des artistes musiciens dans des lettres en date des 13 novembre et →

TIREZ SUR LE PIANISTE

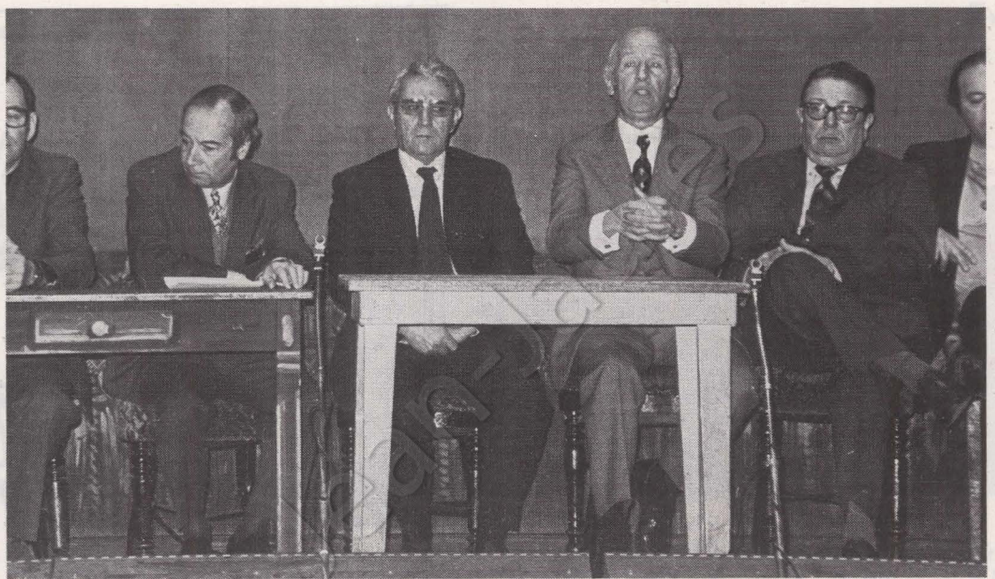
4 décembre 1974 ? Quand les délégués syndicaux ont fini par se rendre à Matignon pour y demander une audience, ils n'ont pas été reçus, ils ont dû s'arrêter au poste de garde. Là, ils ont eu au téléphone Bady (chargé de mission après du Premier ministre pour les affaires culturelles) qui s'est d'abord excusé en ces termes : « Je ne peux pas vous recevoir, je pars dans trois minutes » ; puis a ajouté sans rire : « A cause de la grève des P.t.t., je n'ai pas pu prendre connaissance de la demande d'audience que vous avez expédiée » ;enfin, comme on lui faisait remarquer que ladite missive avait été envoyée par coursier et non par la poste, il s'est contenté de répondre : « Adressez-vous à M. Maheux » ; et il a raccroché.

Maheux est le nouveau directeur de la musique au secrétariat d'Etat aux Affaires culturelles. Il vient de remplacer à ce poste Marcel Landowski qui a préféré fuir et démissionner devant l'incongruité des projets de Michel Guy. Un syndicaliste dit : « Avec Maheux, on amuse la galerie en attendant que Boulez soit libre ». Car, personne ne s'y trompe, c'est désormais Pierre Boulez (qui dirige déjà l'Ircam dans le cadre de Beaubourg) qui va décider de tout en matière musicale. Maheux n'étant qu'un confortable paravent. Boulez prend sa revanche, lui qui avait été écarté par André Malraux. Mais on ne peut pas dire que cette vendetta frappe par son intelligence.

Quelle finesse peut-il y avoir à laisser sombrer corps et biens les diverses formations musicales de l'O.r.t.f. ? En laissant faire, Boulez rejoint le camp de l'étroitesse d'esprit érigée en système de gestion ; il rejoint Jacques Sallebert, qui pense que « la charge représentée par les orchestres est trop lourde pour la Radio », ou Jacqueline Baudrier, P.d.g. de la future Société nationale de radio, qui affirme que « la musique vivante dépasse les possibilités financières de l'établissement ». Autrement dit, pour Boulez comme pour les autres, la musique ne doit pas prendre une trop grande place. « Ah ! si au moins elle était rentable ! »

La musique recule

L'O.r.t.f.assurait jusqu'à maintenant 80% de la création et de la diffusion des œuvres des compositeurs français contemporains, dont la moitié en province. L'O.r.t.f. prenait en charge 60% de la production musicale totale de l'hexagone. Boulez n'ignore pas ces chiffres. Pas plus que Michel Guy ou Jacques Chirac. Ce sont pourtant eux qui sont en train de brader le patrimoine. La menace est si précise que, dans une région pourtant aussi conservatrice que l'Alsace, 16 000 personnes ont signé en quelques jours un appel pour le maintien de l'Orchestre symphonique O.r.t.f. d'Alsace. Le Pouvoir n'en continue pas moins son offensive : le



Le Syndicat national des artistes musiciens.



L'Orchestre philharmonique de l'O.r.t.f.

régisseur de l'Orchestre de Strasbourg a été informé verbalement que son emploi serait supprimé à compter du 1er janvier 1975. Chirac, Michel Guy et Boulez pourraient-ils expliquer comment la vie d'un orchestre se poursuivra sans régisseur ?

Les pupitres se vident. Dans le même temps la musique va pratiquement disparaître des ondes et du petit écran. C'est à ces « détails » que l'on peut voir que la mission culturelle qui était celle de l'O.r.t.f. ne sera pas prise en charge par les nouvelles sociétés de radio et de télévision. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter les chiffres touchant à la production. La vidéo fixe avait assuré 1 300 heures d'antenne en 1974 ; elle en prévoit 360 pour 1975. La vidéo mobile avait assuré 1 030 heures ; elle en prévoit 320 dont 115 heures de musique seulement. 600 heures de film avaient été produites en 1974 ; on « espère » en produire 400 en 1975. Le culturel fiche le camp. La répression devient règle d'or. « Ils » ne se foutent pas seulement de la musique, « ils » se foutent aussi des dramatiques, des documentaires, des arts plastiques et des émissions pour la jeunesse. La musique recule avec la mort de l'O.r.t.f., mais elle ne constitue pas un cas isolé. Ce sont, en fait, toutes les formes de création artistique radiodiffusée ou télévisée qui ont du plomb dans l'aile.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

changer la vie politique en France

MISES AU POINT

Saisi d'une nouvelle série d'articles qui viennent d'être publiés par Jules Moch dans le quotidien « Midi libre » sur les récents conflits sociaux, le Bureau exécutif du P.s. tient à préciser que ces articles, manifestement contraires aux positions exprimées par le Parti socialiste et aux luttes menées par ses militants, ne sauraient l'engager à aucun titre et ne réflètent que la pensée de leur auteur.

D'autre part, la section d'Arles du Parti socialiste nous prie d'indiquer « qu'elle n'a aucun lien, ni organique ni administratif, avec l'hebdomadaire local « La liberté - L'homme de bronze ».

TOMASINI S'EN FICHE

Voilà qu'on reparle de l'affaire du fichier dérobé à l'O.r.t.f. de Rennes : le syndicat C.f.t.c. de l'Office vient de déposer une plainte pour vol entre les mains du doyen du juge d'instruction. Auparavant, les dirigeants de ce syndicat avaient rencontré Marceau Long pour lui demander de porter l'affaire devant la Justice. Prudent, mais pas téméraire, Marceau Long avait refusé.

Bien évidemment, derrière cette affaire, c'est de René Tomasini qu'il s'agit. Et l'on attend avec intérêt la réaction du Garde des Sceaux, le noble Jean Lecanuet.

LECANUET S'ACHARNE

Après la suspension du juge d'instruction Hubert Dujardin, pour « violation du secret de l'instruction », trois autres magistrats également membres du Syndicat de la magistrature sont à leur tour l'objet d'instances disciplinaires. Aussi le nouveau Bureau de ce syndicat a-t-il pu dénoncer, à l'occasion d'une conférence de presse, la tendance répressive du Garde des Sceaux. Celle-ci met en cause non seulement les libertés syndicales, mais également la liberté d'expression, ainsi que le droit à la vie privée des magistrats. Le S.m. ne compte pas rester passif devant la conception lucanuetiste de l'action syndicale. Il attend qu'il soit décidé du sort de ses militants menacés pour prendre toutes mesures utiles à la poursuite de son action en faveur d'une véritable Justice.

UN SAC BIEN GARNI

Des jockeys en prison, des truands trop chanceux qui dorment à l'ombre. Il y a du rififi dans le monde des courses. L'enquête sur le truquage du tiercé du prix « Bride abattue » progresse lentement, mais rationnellement.

Pour le moment, les hommes du commissaire Cahen ont lancé un coup de pied dans la termitière des comparses. Mais ils n'ont pas encore pu inculper les financiers de ce racket. Ils travaillent actuellement sur trois groupes de personnages : deux propriétaires de haras en Normandie, qui eurent leur heure de gloire dans le racket à Paris dans les années 50 et qui fournissaient à un Républicain indépendant bien connu des colleurs d'affiches et des gardes du corps pour sa circonscription de province. Ainsi qu'à Marseille où, là aussi, il s'agit d'un ancien truand, trop bien reconverti.

Si les policiers arrivent à inculper ces quatre personnes — il y a deux frères — ils ne tarderont pas aussi à tomber sur le Sac. Encore leur faudra-t-il trouver des preuves. Et ces quatre messieurs savaient se protéger.

PASTEUR VICTIME DES MAUVAIS BERGERS

La découverte des équipes dirigées par les professeurs François Jacob et Robert Faure, de l'Institut Pasteur, ouvre un champ passionnant aux chercheurs du monde entier. On sait désormais, grâce à eux, que les cellules cancéreuses et le foetus, corps étrangers qui devraient être logiquement détectés puis éliminés par le système « immunitaire » de l'organisme, déjouent ces défenses naturelles à l'aide des mêmes mécanismes.

Ce dont on parle moins c'est des conditions inadmissibles dans lesquelles a été réalisée leur découverte. Trois techniciens seulements sont à la disposition de l'équipe, en dépit de ses protestations ! Quant aux crédits de fonctionnement alloués à l'Institut Pasteur de Paris, ils étaient limités cette année à 17 millions de francs, une subvention de 18 millions au bâtiment d'immunologie ayant été supprimée au dernier moment par le ministère de la Santé.

On peut donc penser que les chercheurs français, dans l'incapacité matérielle de travailler normalement, pourraient aller plus loin et plus vite s'ils avaient droit à autre chose qu'une obole.

LES R.G. FONT LA LOI

Chef de division à la direction de la Prévision rue de Rivoli, Anicet Le Pors avait — sans l'avoir d'ailleurs demandé — été envoyé par le ministère des Finances comme auditeur à la session industrie nucléaire du Centre des hautes études de l'armement (C.h.e.a.). Presque trois mois après, les Renseignements généraux viennent de faire savoir que, Le Pors étant militant C.g.t., il fallait lui interdire le C.h.e.a. Et Jean-Pierre Fourcade — peut-être aussi parce qu'il se souvenait que Le Pors avait été son adversaire aux municipales et aux cantonales — a avalisé. Mais, bien sûr, il n'y a pas d'atteintes aux droits civiques et syndicaux dans l'administration française.



LES NOUVEAUX DE MAISONS-ALFORT

Les militants de la section de Maisons-Alfort (Val-de-Marne) ont inauguré dimanche leur local en présence de François Mitterrand, Gilles Martinet, Régis Debray, André Manzagol, premier secrétaire de la Fédération, et Joseph Franceschi, député-maire d'Alfortville.

La section de Maisons-Alfort, dont le secrétaire est Jacques Dehlinger, a pratiquement doublé le nombre de ses adhérents en un an. L'intégration des nouveaux adhérents — essentiellement des jeunes engagés dans la vie active — s'est faite aisément, sur la base du militantisme. Plusieurs d'entre eux occupent aujourd'hui des responsabilités à la tête de la section.

Ce renforcement en hommes et en moyens coïncide avec l'apparition de fissures dans le conseil municipal que dirige Nectoux, vice-président (R.i.) du Conseil général.

● Après notre enquête sur la C.f.t. parue il y a quinze jours, nous avons reçu une lettre de M. Jacques Leroy-Thiebaut, qui dément formellement les propos que nous lui avons attribués concernant ce syndicat. Et il nous invite à nous reporter au journal « Ouest-France » du 27 décembre 1973. On y trouve effectivement son démenti, mais aussi la réponse du journaliste qui avait enregistré ses propos. Et qui maintient l'intégralité de son compte rendu.

Diplomatie

L'ALIGNEMENT

Valéry Giscard d'Estaing s'est soumis à l'examen de passage obligatoire pour tout chef de la politique française : il a rencontré en moins de quinze jours les numéros un soviétique et américain. La France n'a cessé, depuis la fin de cette guerre mondiale commencée en 1914 et terminée en 1945, d'être dans le peloton de tête des puissances, par son Histoire et par le prestige qu'elle conserve.

Il faut le rappeler pour remettre les choses à leur place et ne pas découvrir, à chaque fois qu'un chef d'Etat français rencontre un chef d'Etat américain ou soviétique, que ce sont ses propres vertus qui expliquent l'entrevue. C'est à la France que la démarche s'adresse et l'intérêt des Français et de ceux qui les gouvernent est d'en tirer nulle vanité, mais le sens le plus grand de leurs responsabilités.

De même il faut noter, une fois de plus et à titre anecdotique, ce que peut avoir de fatigante la perpétuelle référence aux aspects personnels des rencontres entre grands de ce monde. A en croire certains commentateurs, ces braves gens n'arrêtent pas de se comprendre, de sympathiser et de s'aimer. Avec, en plus, le sourire de commande — dents blanches, haleine fraîche — les bains qui deviennent une manie — notre Président portait un maillot rose, comme un premier du Tour d'Italie — toute une présentation du style jeune et beau que démentent les yeux pochés de Gerald Ford et la calvitie de Giscard d'Estaing.

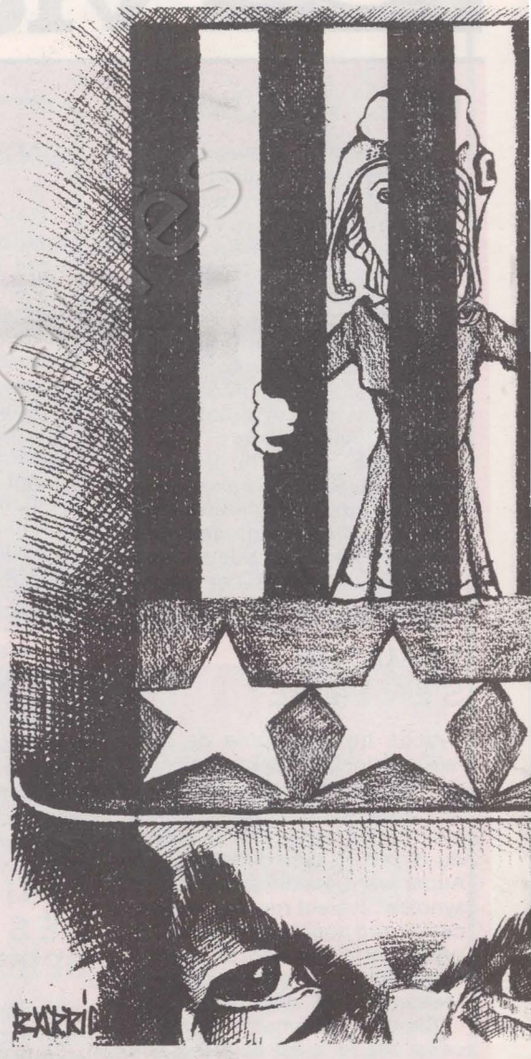
Ajoutons à notre bonheur : la santé de Leonid Brejnev serait mauvaise, au point que sa retraite serait envisagée ; celle de Ford ne serait pas meilleure, au point qu'il ne se présenterait pas à la prochaine élection présidentielle. La France est grande — enfin — puisqu'elle a un jeune Président, après un vieillard et un malade. Cependant, sa bonne santé ne lui a pas donné le courage d'affronter les foules de Fort-de-France.

Passons à plus sérieux, c'est-à-dire au bilan. Ayant laissé Michel Poniatowski voir dans le communisme une tendance fascisante, Giscard d'Estaing a discuté en homme d'affaires avec la plus importante personnalité du mouvement communiste. Il n'a pas joué la carte soviétique pour maintenir une sorte d'équilibre entre les deux grandes puissances, ce qui pourrait être une politique et qui, en tout cas, était celle du général de Gaulle. Aussi le résultat politique des entretiens de Paris n'a-t-il rien de surprenant. Brejnev a obtenu, en ce qui le concerne, ce qu'il souhaitait : des formules positives sur la conférence européenne de sécurité. Mais l'essentiel pour les négociateurs français était ailleurs, en dehors de l'aspect prise de contact après l'interruption de mai dernier. Le développement du marché entre la France et l'U.r.s.s. a été au centre du débat. En soi, c'est une bonne chose et on peut seulement regretter que les résultats n'aient pas été meilleurs.

Il est vrai que le retard est grand. Ni le général de Gaulle, ni Georges Pompidou n'avaient vraiment poussé dans ce sens. Quant aux industriels français, leur courte vue les a fait se consacrer plus à des marchés commodes — l'Europe et l'Afrique francophone — qu'à une participation à la compétition pour la conquête de ceux de l'Est. Une petite information a, de ce point de vue, une grande signification : des accords financiers n'ont pas été réalisés entre l'U.r.s.s. et notre pays parce qu'on voudrait connaître à Paris, avant de les négocier, les conditions et les taux d'intérêt pratiqués par l'Allemagne fédérale. Giscard d'Estaing, qui serait si intime avec Helmut Schmidt et si bien avec Brejnev, aurait pu obtenir le renseignement de l'un ou de l'autre.

Les affaires n'ont pas non plus été absentes de la négociation martiniquaise. Mais là, quoi de plus naturel ? La France est en effet une nation capitaliste, comme les Etats-Unis, et son économie dépend pour une part importante des mécanismes d'un système contrôlé par les Etats-Unis. Le pitoyable est la tentative presque désespérée de faire croire, par un matraquage extraordinaire de l'information, que la négociation franco-américaine a abouti à des compromis. En fait, les Américains — Henry Kissinger et Ford — ont obtenu l'essentiel de ce qu'ils voulaient. Tous les journalistes présents savent que le communiqué final reprend presque mot pour mot les propos que le « cher Henry » leur avait tenu avant la conférence.

Ne jugeons pas sur le fond les attitudes passées et contentons-nous de les rappeler. Le gouvernement français refusait une concertation des pays consommateurs de pétrole préalable à une négociation entre pays producteurs et pays consommateurs. Les Etats-Unis voulaient cette concertation, pour établir un front commun des pays consommateurs — étant entendu que jamais ils ne se sont opposés à une négociation avec les consommateurs, bien au contraire. Mais ils la voulaient à partir d'une position unique des principaux consommateurs, c'est-à-dire d'une position de force.



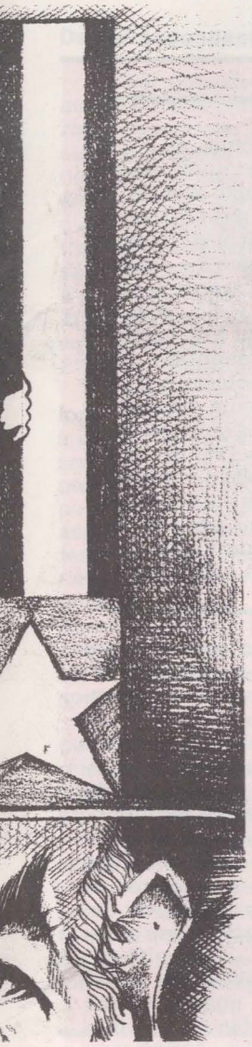
Portugal: un pa

Neuf cents délégués, représentant quatre cents sections, ont participé les 13, 14 et 15 décembre à Lisbonne au congrès du Parti socialiste portugais, en présence d'observateurs de nombreuses formations politiques étrangères, et notamment des partis socialistes européens ainsi que de Santiago Carrillo, secrétaire général du P.c. espagnol.

Ce congrès était le premier tenu au Portugal de l'un des trois partis politiques qui, avec le Mouvement des forces armées — dont cinquante représentants assistaient au congrès — animent la renaissance du pays à la vie démocratique. A cet égard, il a traduit, dans la passion de ses débats et dans le sens des responsabilités que font apparaître les décisions finalement prises, la volonté de ses militants qui, dans leurs sections géographiques et dans leurs groupes d'entreprise, se sont attachés à définir une voie démocratique originale clairement orientée vers le socialisme.

La forte personnalité de Mario Soarès a dominé les débats : le vote quasi-unanime de son rapport d'activité et sa réélection, dans des conditions identiques, au secrétariat général du Parti, en portent témoignage. Mais le congrès a été celui de la diversité : diversité des expériences, confrontation entre « marxistes » et « chrétiens », présence d'un courant « ouvriériste » qui, faisant une permanente référence aux « bases », a pesé sur l'élaboration des statuts que le Parti s'est donnés et traduit une exigence générale de large expression à tous les échelons du Parti, accentuant la montée de cadres nouveaux.

Un courant minoritaire, rassemblant pour l'essentiel les animateurs du Mouvement socialiste populaire, réunissant des militants catholiques





Leonid Brejnev, à Paris.



Gerald Ford, aux Antilles.

Le désaccord, rendu clair par les fracas de Michel Jobert lors de la conférence de Washington, portait sur la concertation préalable des pays consommateurs, tout le monde étant d'accord sur l'idée d'une négociation avec les pays producteurs. Où est alors le compromis, dès que le gouvernement français actuel accepte la concertation préalable ? En fait, Paris s'est aligné sur Washington.

Reconnaissons que le plus étonnant est qu'on s'en étonne. Pendant sa campagne électorale, Giscard d'Estaing avait eu plusieurs phrases dans des déclarations différentes qui laissaient prévoir une telle attitude et nous les avions analysées à l'époque. Après tout, puisque la majorité de l'électorat de droite a choisi Giscard d'Estaing contre Jacques Chaban-Delmas, il faut bien supposer que, sur ce point comme sur d'autres, cette politique lui convenait.

Il y aurait également un compromis sur l'or. Là encore, soyons prudents. Les stocks d'or vont être réévalués d'après le prix du marché, ce qui rompt en pratique la parité dollar-or utilisée pour les comptes internationaux. Ce serait le résultat de l'action patiente de Giscard d'Estaing ! L'ennuyeux est qu'en septembre dernier les Etats-Unis ont importé d'U.r.s.s. de l'or au cours de 155 dollars l'once, c'est-à-dire au prix du marché et non sur la base du cours officiel, qui est de 140 dollars. Au cours des neuf premiers mois de l'année 1974, les U.s.a. ont importé d'Union soviétique 480 000 onces d'or (environ 14 tonnes). D'autre part, au début de janvier, le marché de l'or, notamment pour les particuliers, devrait être, en principe, ouvert aux Etats-Unis, ce qui rompt avec une décision prise il y a quarante ans à la suite de la grande crise économique des années trente.

Pour le moins, l'attitude américaine sur l'or n'a pas attendu le rendez-vous martiniquais pour évoluer. Les dirigeants américains ont l'habitude, depuis trois ans, de naviguer à vue en matière économique et financière. Leur réalisme d'aujourd'hui tient compte de la hausse du prix de l'or.

Les affaires sont les affaires. Giscard d'Estaing, défenseur du système dit « libéral », en connait les règles. Qu'il souhaite les habiller des ornements d'une grande politique, c'est son droit. Que nous ne soyons pas dupes, c'est le nôtre. Il est possible, sans problèmes de conscience, de s'entendre avec les Etats-Unis, tout en ne partageant pas leur idéologie. Il est possible de le faire dans le cadre de la coexistence ou dans celui de la lutte commune contre un ou des ennemis de l'humanité, comme cela a été le cas en face du nazisme ou au pire moment du stalinisme. Mais lorsque c'est d'abord avec le capitalisme américain qu'on s'allie, les choses changent. Par ce qu'il est, par ce qu'il veut perpétuer, le président de la République n'a pas d'autre choix qu'une alliance de ce type. En quinze jours, nous l'avons bien compris. Et c'est bien ce qui est inquiétant.

CLAUDE FUZIER

...rti responsable

teintés de « gauchisme », qui demeurait encore, au moment du congrès, un organisme autonome participant à la vie du Parti, n'est pas parvenu à peser sur les choix politiques, économiques et sociaux du Parti socialiste portugais. La liste de 151 candidats au Conseil national, présentée et soutenue par Mario Soarès — dont nul n'avait contesté le leadership personnel — a obtenu 63 % des suffrages du congrès, après que celui-ci eût souligné que le Parti devait agir en formation hautement responsable. C'est donc autour de lui — et dans l'unité, dont la minorité a souligné à l'issue du vote qu'elle ne saurait être mise en cause — que vont s'organiser le Secrétariat et le prochain Comité directeur qu'élira le Conseil national.

Fort de ses 40 000 adhérents, en constante progression, le Parti socialiste, avec ses deux ministres, ses quatre secrétaires d'Etat et surtout son influence grandissante qui amène les commentateurs à le créditer de plus de 25 % des suffrages lors des prochaines élections à l'Assemblée constituante prévues pour le printemps 1975 — qui constituent pour lui une priorité absolue, car il importe de donner rapidement la parole au peuple — porte en effet, dans une situation mouvante et qui demeure lourde d'incertitudes, une large part des chances du Portugal en liberté.

La délégation du Parti socialiste était composée de Robert Pontillon, secrétaire national, chargé des Affaires internationales ; Lionel Jospin, secrétaire national à la formation ; Roger Fajardie, membre du Bureau exécutif, délégué général à l'organisation ; Antoine Blanca, membre du comité directeur.

changer la vie politique internationale

Israël

LA GAUCHE PROPOSE

Entre la droite de Menahem Beghin et le gouvernement de Itzhak Rabin, entre les héritiers des mouvements d'extrême droite (Irgoun et Groupe Stern) et le poids des partis religieux, une partie de la gauche israélienne tente un regroupement (voir aussi notre article en page 28). Le comité « Initiative de paix » regroupe certains membres du Front travailliste, quelques députés de la Knesset, notamment Ben Aharon, ancien secrétaire de la Histadrout (C.g.t. israélienne), et d'anciens militants du Parti Communiste israélien qui ont fondé un nouveau parti, le Moked. Depuis la guerre du Kippour, de nombreux nouveaux venus à la politique les ont rejoints.

La conférence nationale du Moked, qui a eu lieu fin octobre 1974, propose une solution du conflit palestinien reprise par le Comité « Initiative de paix » comme « alternative à la politique intransigeante d'Itzhak Rabin. » Les principaux points de cette conférence sont : reconnaissance réciproque des deux Etats et de leur droit à l'existence et à l'autodétermination. Israël déclare ne garder les territoires occupés que comme gages de paix ; négociations avec les représentants habilités du peuple palestinien et « toutes les organisations palestiniennes prêtes à participer à de telles négociations. »

Italie

TOUJOURS LE COMPROMIS HISTORIQUE

La C.g.i.l. (correspondant à notre C.g.t.), la C.i.s.l. (qui correspond à la C.f.d.t.) et l'U.t.l. (plus proche de F.o.) viennent de repousser à mars 1975 la décision d'unification syndicale. Elles veulent mettre à profit ce délai pour consulter leur base. Or, c'est précisément de la base qu'était partie la tentative d'union.

En fait, la Démocratie chrétienne fait pression sur la C.i.s.l. pour que soit retardée une unification qui va trop dans le sens du « compromis historique ». Le P.c., par contre, souhaite avancer vite dans ce sens. Ainsi Berlinguer, secrétaire général du P.c.i., vient-il, à l'issue de la réunion du Comité central qui préparait le congrès de mars 1975, de relancer précisément ce compromis historique.

Le contenu de cette politique reste en partie flou. Il est admis que les communistes ne demandent pas la participation immédiate au gouvernement, mais une première base de consultation du P.c.i. de la part du gouvernement. Cette coopération avait été ébauchée dans les derniers temps de l'administration Rumor à propos des problèmes fiscaux.

Etats-Unis

CHOMAGE DESASTREUX

Simultanément la courbe du chômage et celle de l'indice Dow Jones — qui mesure l'évolution des cours de Wall Street — atteignent des records. Depuis treize ans, le chômage officiellement recensé n'avait pas atteint les 6,5% qu'il enregistre aujourd'hui. Depuis douze ans, le Dow Jones n'avait pas été aussi bas (577). Ensemble, ces deux chiffres donnent une idée des difficultés économiques que traversent les Etats-Unis. Le problème du chômage est le plus préoccupant. L'économiste en chef de l'A.f.l.-C.i.o. pense que le taux peut atteindre 9% l'année prochaine. Il parle de « désastre ». Le secrétaire d'Etat au Trésor, William Simon, qu'on accuse d'imprévision, s'est contenté de déclarer la semaine dernière : « Il est juste de reconnaître que nous n'attendions pas que la situation de l'emploi se détériore aussi vite. Nous en sommes très, très peinés. »



Vietnam

POUR RICHES SEULEMENT

Nos représentants à Saïgon exportent le giscardisme avec ferveur. Ils viennent de le démontrer au lycée Marie-Curie. Cet établissement subventionné par la France — par le biais, en l'occurence, de la mission culturelle — compte près de 3 000 élèves du secondaire, presque tous viêtnamiens.

La culture coûte cher. Surtout sous une dictature qui ne sait pas, qui ne peut pas, tenir les prix, qui dévalue quinze fois par an et qui vit de mendicité internationale — française notamment.

Début novembre, la mission a décidé, sans consulter quiconque, et surtout pas les parents, d'augmenter de 50% les frais de scolarité pour le deuxième trimestre, après une première hausse de 33% à la rentrée de septembre. Les élèves du second cycle devront donc payer 23 130 piastres — contre 11 500 en 1973-74. Chiffre qui prend tout son sens quand on sait qu'un doyen de faculté a un traitement mensuel de 40 000 piastres et un petit fonctionnaire de 20 000 — autant qu'une « chibâ » (bonne) chez un Européen.

« Payez d'abord ! Etudiez ensuite ! », ont affiché les élèves, inversant un dicton viêtnamien. En grève depuis le 5 novembre, ils ont repris les cours six jours plus tard, tout en maintenant leur refus de payer les frais de scolarité aussi longtemps que les autorités françaises, avec une obstination digne d'un Le-long, refuseront une solution satisfaisante. Ils sont prêts à reprendre la grève si nécessaire. Quand le proviseur a osé affirmer que « seule une petite minorité souffre de l'augmentation des frais de scolarité », il s'est entendu répondre : « Vous voulez donc, au lycée français, remplacer les meilleures intelligences par les plus grosses fortunes de Saïgon ? »

L'IMAGINATION DE « L'HUMANITE »

« L'Humanité » a décidément l'imagination fertile. S'en prenant à la grande enquête sur la situation au Portugal que nous avons publiée la semaine dernière, elle y voit — cela devient une obsession — « une orchestration de l'Internationale socialiste ». Tout cela parce que notre envoyé spécial, donnant la parole aux représentants de toutes les forces de gauche actuellement au pouvoir, a recueilli de certains d'entre eux quelques échos critiques sur le comportement actuel du Parti communiste portugais. Mais son article, favorable au renforcement de l'unité des forces populaires, contenait aussi, ce que ne dit pas « l'Humanité », un assez long entretien avec le secrétaire général du P.c.p., Alvaro Cunhal, qui a reçu très cordialement le représentant de « l'Unité ». Nos lecteurs ont pu ainsi juger en toute connaissance de cause. Ce qui n'est pas le cas de ceux de « l'Humanité » qui n'a jamais publié d'interview de Mario Soarès et n'a consacré que huit lignes au congrès du Parti socialiste portugais qui vient de se tenir à Lisbonne.

Espagne

UN AUTOMNE CHAUD

De correspondants de « l'Unité ».

200 000 grévistes au pays basque, 100 000 autres dans la banlieue de Barcelone sur la zone industrielle de Bajo Llobregat. Sans oublier d'autres mouvements plus sectoriels, plus locaux. Depuis les premiers jours d'octobre et surtout durant la première quinzaine de décembre, la mobilisation des travailleurs espagnols a atteint un niveau sans précédent. A certains moments, près d'un demi-million de grévistes pouvaient être comptabilisés dans la péninsule. Face à eux, la police a utilisé plusieurs stratégies. Elles ont toutes échoué.

Premiers jours de décembre : à Barcelone, la police procède à 25 arrestations. Un à un, à l'heure du laitier, les militants sont arrêtés à leur domicile. Quelques heures plus tard, la direction générale de la Sureté publie un communiqué dans lequel elle les accuse de préparer la grève générale. Dans leurs cellules, plusieurs détenus seront sérieusement torturés. Sans résultat. Deux jours plus tard, les travailleurs cessent quand même leur travail. A la grève revendicative, ils joignent maintenant un autre motif, la libération de leurs camarades emprisonnés.

La semaine suivante, au pays basque, la police change de stratégie. La grève générale est prévue pour le 11 décembre. Plusieurs organisations clandestines, P.s. espagnol, Union générale des travailleurs et E.t.a., appellent à la cessation du travail. Là, le Parti communiste et les Commissions ouvrières ne se sont pas associés au mouvement. Aussitôt, le Pouvoir fait venir des renforts de gardes civils et de « police armée » d'autres régions d'Espagne. Toute la journée, ces troupes patrouillent dans les zones industrielles et, à Bilbao, elles s'opposent aux manifestants. Mais, là aussi, la répression échoue. Et la grève est une réussite.

90% de la population active basque, soit 300 000 travailleurs, ont participé à la grève. Et le mouvement ne s'est pas cantonné dans le secteur ouvrier uniquement. Il a touché aussi le commerce, la banque, les transports. Et même les médecins et les employés des hôpitaux.

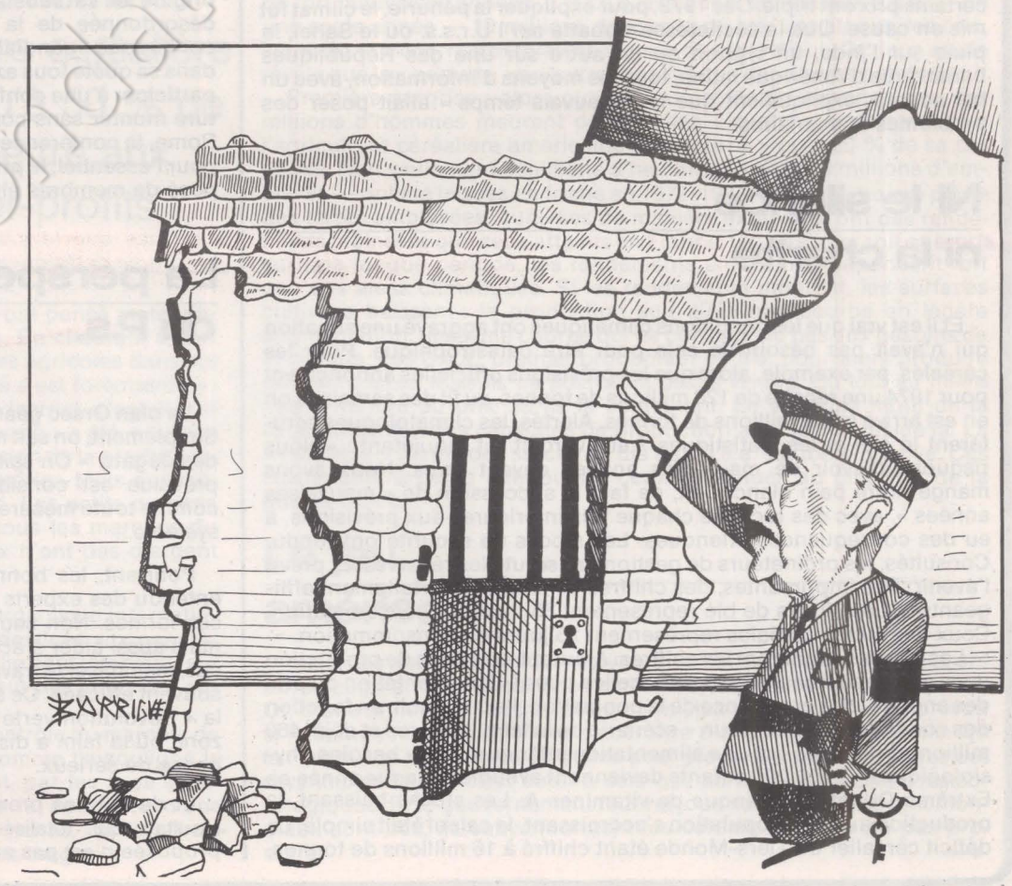
Pour expliquer l'ampleur de ce mouvement, plusieurs facteurs. La situation économique, d'abord. La hausse des prix ne se ralentit pas et le gouvernement Arias Navaro navigue à vue, faute de prendre des décisions draconiennes. La montée du chômage intérieur se combine avec le retour d'un grand nombre d'émigrants que les pays européens, eux-mêmes, débauchent de leurs usines. Diverses statistiques laissent prévoir que d'ici le 1er janvier : 30 à 40% des ouvriers espagnols qui travaillent à l'étranger seront rentrés en Espagne et chercheront du travail sur un marché intérieur déjà saturé.

A ces facteurs purement économiques s'ajoutent des facteurs plus politiques. Dans chacune des grèves, et même dans celle plus sectorielle des banques qui secoue actuellement 12 villes espagnoles, la revendication de la liberté pour les prisonniers politiques revient avec insistance. Déjà 150 000 Espagnols ont signé un texte de la commission nationale Justice et Paix (catholique) exigeant l'amnistie totale. Et 300 avocats basques, réunis en assemblée, se sont solidarisés avec les militants socialistes et communistes actuellement détenus dans les prisons franquistes.

Du côté du Pouvoir le processus de décomposition se poursuit. Hier, éclatait le scandale Matesa, aujourd'hui c'est celui de la Sofico, troisième entreprise espagnole d'investissements touristiques. Une énorme affaire où sont compromis, dans un climat de corruption générale, plusieurs personnalités très en vue du régime.

Face à cette situation, le gouvernement d'Arias Navarro, obsédé par l'après-franquisme, tiraillé entre les contradictions des différents groupes de pression, flotte sans but. Si ce n'est la conservation du pouvoir.

A son dernier congrès de Suresnes, le Parti socialiste espagnol déclarait : « Le chemin qui mènera réellement à l'unité est l'unité d'action à la base, unique garantie pour conquérir la liberté en Espagne. » Pour les travailleurs, qui ont fait grève tout au long de cet automne et qui bien souvent n'appartiennent à aucune organisation, cette formule est déjà une réalité.



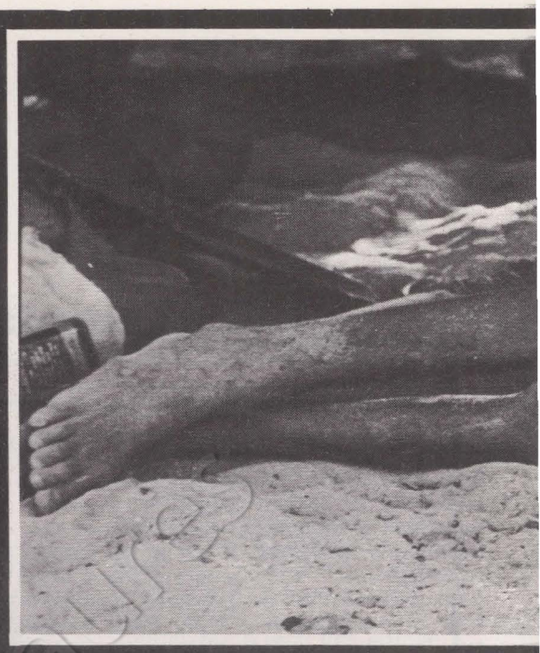
Solidarité avec le P.s.o.e.

François Mitterrand a reçu le 4 décembre, une délégation du Parti socialiste ouvrier espagnol conduite par son Premier secrétaire. Les deux partis sont convenus d'intensifier leurs relations dans tous les domaines, notamment de la formation et de l'échange d'informations.

François Mitterrand a renouvelé à la délégation du P.s.o.e. l'expression de la solidarité du P.s. français dans la lutte qu'il mène actuellement pour faire aboutir l'alternative démocratique au régime fascisant qui touche à sa fin. Il a également précisé que le P.s. reconnaît le P.s.o.e. comme seul porte-parole qualifié du socialisme d'Espagne et l'U.g.t. en tant que représentant des travailleurs d'Espagne.

Les deux partis sont convenus de maintenir, au niveau des Secrétariats respectifs, les contacts permanents sur tous les problèmes d'intérêt commun.

LE SCANDALE DE LA FAIM



Il est des pays « normaux ». Ceux où l'on mange. Plus ou moins bien, selon son salaire, ses revenus. Puis les autres. Les pays de la faim. Des pays chaque jour plus nombreux et chaque jour plus peuplés. Les chiffres sont connus. En 1974, 200 000 personnes — au minimum — sont mortes de faim. Sans parler des populations rendues inaptes au travail, des enfants à la croissance physique et intellectuelle stoppée : Bangladesh, Ethiopie, pays du Sahel, Amérique latine. Et, par pudeur dit-on, les gouvernements des pays où sévit la famine se taisent. Ou minimisent.

Pendant ce temps dans les Bourses du commerce, ça va, merci. Les prix montent. Vite. Et procurent de belles plus-values. Le blé, par exemple, est passé de 60 dollars la tonne en janvier 1972 à 221 en janvier 1973. Et depuis, à peine ralentie, la hausse continue. Le soja a connu la même évolution. Le riz est passé de 131 dollars la tonne à 538 dollars. Le maïs, les farines de poisson, le sucre ont suivi. Tout cela avant l'augmentation du prix du pétrole qui n'a fait que suivre. Puis il y a eu la hausse des engrais, des machines agricoles. Au total, en un an, certains prix ont triplé. Dès 1972, pour expliquer la pénurie, le climat fut mis en cause. Que la sécheresse s'abatte sur l'U.r.s.s. ou le Sahel, la pluie sur l'Inde, un typhon ou un autre sur une des Républiques bananières d'Amérique latine, tous les moyens d'information, avec un bel accord, expliquaient que le « mauvais temps » allait poser des problèmes alimentaires.

Ni le silence ni la charité

Et il est vrai que les conditions climatiques ont aggravé une situation qui n'avait pas besoin de cela pour être catastrophique. Pour les céréales, par exemple, alors que les prévisions officielles annonçaient pour 1974 une récolte de 120 millions de tonnes, au fil des semaines on en est arrivé à 105 millions de tonnes. Alertés, les climatologues scrutèrent le ciel et les statistiques. Leur verdict fut inquiétant : « Nous risquons d'avoir de mauvaises années devant nous. Nous avons mangé notre pain blanc. » Et, de fait, la succession de « mauvaises années », avec des récoltes chaque fois inférieures aux prévisions, a eu des conséquences attendues. Les stocks de sécurité ont fondu. Consultés, les ordinateurs de gestion ont scruté les réserves. Et prévu l'avenir. Des imprimantes, des chiffres sont sortis. Parfaitement affligeants. « Les stocks de blé représentent 35 jours de consommation. Ceux des autres céréales représentent 25 jours de consommation. »

Les experts alignèrent les chiffres. Ajoutant les pertes de production dues aux conditions climatiques, celles dues à l'augmentation du prix des engrais, et la croissance de la population, ils ont établi, en fonction des conditions actuelles, un « scénario de la faim ». D'ores et déjà, 460 millions d'hommes ont une alimentation inférieure aux « besoins physiologiques » ; 100 000 enfants deviennent aveugles chaque année en Extrême-Orient par manque de vitamines A. Les stocks baissant, la production aussi, la population s'accroissant, le calcul était simple. Le déficit céréalier du Tiers-Monde étant chiffré à 16 millions de tonnes. les experts et ordinateurs nous ont prévenus : en 1985, ce déficit sera de 85 millions de tonnes. Or, les stocks ne pourront pas compenser ce déficit. Donc, au lieu de 460 millions de personnes souffrant de faim permanente, il y en aura 750 millions.

Avec de tels chiffres, les experts de la F.a.o. sont arrivés à émouvoir les gouvernements. D'autant plus facilement qu'un certain nombre de chefs d'Etat de pays en voie de développement n'acceptaient plus le silence. Pas plus que la charité. Au sommet des pays non alignés, en 1973, le président Houari Boumediene avait déclaré « le problème du développement est la priorité des priorités. Or dans le monde où nous vivons, tous les leviers de commande de l'économie mondiale sont entre les mains d'une minorité constituée par des pays hautement développés. (...) Cette minorité détermine à elle seule la répartition des réserves mondiales en fonction d'une hiérarchie des besoins qui lui est propre. (...) L'ordre économique mondial que nous vivons aujourd'hui est aussi injuste et aussi périmé que l'ordre colonial duquel il tire son origine et sa substance ». Plus question de climat, de croissance désordonnée de la population. Et Boumediene proposait qu'une conférence mondiale alimentaire soit organisée. Henry Kissinger, dans sa quête tous azimuts de grandes causes, reprenait l'idée. Autant participer à une conférence en l'organisant que de laisser la température monter sans contrôle. Du 5 au 15 novembre s'est tenue ainsi, à Rome, la conférence mondiale de la F.a.o. Les résultats sont minces : pour l'essentiel, le projet d'un Conseil mondial de l'alimentation, composé de membres élus par l'Assemblée de l'Onu.

La perspective du P.s.

Le plan Orsec géant dont certains rêvaient n'a pas été mis au point. Simplement, on sait mieux quelle sera, année après année, « l'étendue des dégâts. » On sait aussi que l'assistance charitable qui a jusqu'ici prévalue est considérée par beaucoup comme humiliante. Mais comme toute mesure concrète remettrait en cause les bases même du système...

Pourtant, les bonnes volontés ne manquent pas. A Rome, on a entendu des experts expliquer qu'il faut accroître l'aide sous toutes ses formes. Non seulement aider à survivre, les mauvaises années, mais aussi aider à accroître les rendements, sélectionner les semences, mécaniser le travail, aménager les sols, irriguer. Tout cela est utile, souvent efficace. Ce sont les éléments de base de ce que l'on a appelé la « Révolution verte ». Face à l'exemple chinois, seul pays de cette zone où la faim a disparue, il fallait faire quelque chose. Et quelque chose de sérieux.

Et de fait, les premières années, la « Révolution verte » a eu des résultats qui, totalisés, sont importants. Puis... C'est que la solution proposée n'est pas adaptée aux possibilités des paysans — ou de la



société — des pays du Tiers-Monde. Pensée par des experts occidentaux, la « Révolution verte » implique une qualification technologique que les paysans du Tiers-Monde n'ont pas, mais surtout une autre structure économique. Et des capitaux.

Un contre-rapport, élaboré par des spécialistes comme Jacques Chonchol (voir encadré ci-contre), ancien ministre de l'Agriculture de l'Unité populaire chilienne, donne chiffres et faits. En Inde, par exemple, il faudrait, pour appliquer les techniques proposées par les tenants de la « Révolution verte », que chaque paysan puisse investir entre 20 et 80 dollars à l'hectare. En moyenne, il ne peut en investir que 6. Seuls les grands propriétaires peuvent donc mécaniser leur exploitation. Certes, ils accroissent leur production. Mais également le chômage. Inutile de conserver des ouvriers agricoles qui ne servent à rien.

Pendant que des millions d'hommes meurent de faim, l'agriculture céréalière américaine ne « tourne » qu'à 50 % de sa capacité... afin de permettre aux multinationales des super-profits.

Utilisant l'aide étrangère, ces gros propriétaires ont pensé au lendemain et se sont constitué des réserves de terres. En chassant à leur tour les petits paysans, qui ont rejoint les ouvriers agricoles dans les bidonvilles. Si la production d'un domaine donné s'est fortement accrue, il s'agit en règle générale d'un produit industriel, c'est-à-dire destiné à l'exportation. Au total, la « Révolution verte » a été, pour les populations, plus qu'un demi-échec. L'augmentation de la production totale — 2,6 % par an — ne s'est pas faite à leur bénéfice. Mais, surtout, les structures des différentes sociétés ont éclaté. Les petits paysans sont devenus chômeurs. Et si l'on trouve sur tous les marchés du monde des produits alimentaires à acheter, eux n'ont pas d'argent pour le faire.

C'est là que la F.a.o. ne peut plus intervenir. Organisme international, elle peut proposer que des stocks de vivres destinés aux populations en péril soient constitués, puis distribués. Elle peut intervenir sur le plan des techniques agricoles. Mais elle ne peut pas intervenir sur les structures sociales et leur évolution.

Car, au-delà de la constitution de stocks, du contrôle du marché, de l'arrêt de la spéculation, la « vraie solution », comme l'a souligné le Parti socialiste, réside dans « le développement, par les pays sous-développés, d'une agriculture vivrière, et non la poursuite d'une agriculture industrielle orientée vers les pays riches, qu'ils affrontent aussi sur ce plan dans un rapport de forces inégal . »

Les pays riches — 30 % de la population mondiale — consomment en effet 54 % de la production alimentaire mondiale. C'est-à-dire plus qu'ils ne produisent. Une bonne partie de la production des pays du Tiers-Monde, des pays où l'on meurt de faim, est détournée. Au Mexique, par exemple, la société Nestlé achète fruits et légumes qu'elle commercialise ailleurs par l'intermédiaire d'une de ses filiales, la société Findus. Non seulement les meilleures terres de ces pays sont accaparées par des multinationales du type de Nestlé, non seulement elles règnent en maîtres sur le commerce international, mais il leur suffit de provoquer dans ces pays une faible hausse de prix pour que tel ou tel produit devienne inaccessible à la plus grande partie de la population. Donc disponible pour le commerce international.

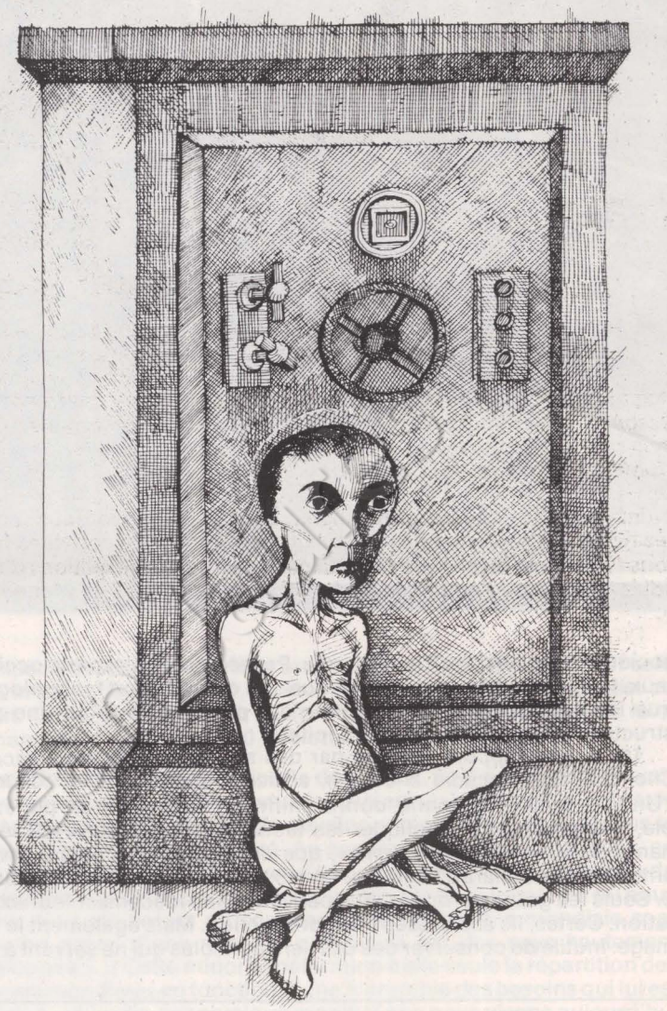
Quatre chercheurs français ont, dès 1973, montré comment la pénurie avait des origines plus sociales que naturelles. Les quatre — Chabert, Marloie, Spitz, Valluis — ont étudié un des marchés de base de l'alimentation mondiale : celui des céréales. Avant la date où fut réalisée leur étude, en novembre 1973, il y avait eu, sur le plan climatique, de fort mauvaises années. L'U.r.s.s. avait déjà acheté aux U.s.a. — en une seule année — 10 millions de tonnes de blé. Les stocks, les prix, l'état du marché ressemblaient à ceux d'aujourd'hui. Or, leur étude révèle que la « pénurie » a d'autres causes que des causes naturelles...

Première surprise : alors que de tous côtés on annonce que des millions d'hommes meurent de faim, les « quatre » constatent que l'agriculture céréalière américaine ne « tourne » qu'à 50 % de sa capacité. Non seulement 8 millions d'hectares — pour 19 millions d'emblavés — ont été laissés en friche en 1972-1973, mais une bonne partie des terres emblavées, cultivées de manière extensive, ont des rendements moindres que ceux atteints en France. Or, on s'aperçoit que, pris sur une longue période, les rendements américains dépendent fort peu des aléas climatiques. Si les rendements montent, les surfaces cultivées baissent : la production suit ainsi une courbe en légère augmentation. Mais une courbe qui ne correspond pas aux besoins de la planète. Les U.s.a., premier producteur de blé, pourraient produire plus du double. Mais ils ne pourraient pas le vendre. Ou tout au moins pas le vendre au prix où ils le souhaitent. Le véritable motif de la sous-utilisation des capacités de production américaine réside là. La « faiblesse » même des stocks de blé aux U.s.a. est toute relative. Ces stocks sont à peine inférieurs à ceux constitués au plus fort de la guerre froide...

Le jeu américain

Mais, dès que la demande « solvable » s'est accentuée, les U.s.a. ont pu, en augmentant les surfaces emblavées, satisfaire les commandes. Or, d'une année sur l'autre, les économistes sont capables de prévoir si la demande « solvable » va s'accroître d'une manière sensible. On fait appel à la technologie de pointe pour prévoir les récoltes futures des pays importateurs : c'est aussi à cela que servent les satellites météorologiques. Et le gouvernement fédéral joue son rôle. Si les prix mondiaux sont bas, ils subventionnent les céréaliers : pour ne pas produire. →

"Les pays riches sont responsables"



L'UNITE : La conférence de la F.a.o. a rappelé au monde occidental qu'au XXe siècle des populations entières souffrent — et meurent — de faim. Ces populations sont celles du Tiers-Monde. Comment en est-on arrivé là ?

JACQUES CHONCHOL : Le mot Tiers-Monde est d'origine française. C'est un de vos économistes, Alfred Sauvy qui l'a inventé, en faisant un parallèle entre les pays non développés et le Tiers Etat. Aujourd'hui, on parle de Quart-Monde ou de nations prolétariennes. Quel que soit le nom il s'agit de pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique « exploités » directement ou non par les pays riches.

Pendant des décennies, tout comme le monde paysan assure l'approvisionnement des zones urbaines, ces pays ont approvisionné les pays riches en céréales. Après la deuxième guerre mondiale, on a assisté à une nouvelle division internationale du travail. Les pays du Tiers-Monde ont fourni aux pays développés des matières premières pour faire tourner l'industrie. Dans le domaine agricole, la monoculture industrielle est devenue de rigueur. Au Sénégal, par exemple, l'arachide a peu à peu remplacé toute autre culture. Et il a fallu que le gouvernement importe du riz et du blé. Cette monoculture, sans débouché dans le pays est aux mains des sociétés multinationales. Le manque de culture vivrière a débouché sur l'aide internationale. Et celle-ci n'est jamais dépourvue de pression politique.

— A court terme l'aide alimentaire est pourtant nécessaire? Ne serait-ce que pour limiter les conséquences de la famine.

— Certes. Mais aide ne doit pas signifier charité. Si l'on veut nous aider il faut tout d'abord nous aider à marcher par nous-mêmes. Il faut organiser le commerce international autrement. Il faut en finir avec une économie où l'on produit pour ceux qui peuvent payer.

La charité c'est tout laisser en état et tenter d'oublier sa mauvaise conscience. Et si cela aide à survivre au moment d'une crise cela n'aide pas à vivre ensuite.

Or les pays riches ont une double responsabilité. Tout d'abord comme société industrielle avide de produits, ensuite en se proposant comme un modèle. Et les aides gouvernementales sont un moyen de pression, culturel, psychologique et politique. Pour nos peuples du Tiers-Monde la civilisation occidentale a rompu les rythmes naturels. Et l'impérialisme culturel de ses nouveaux missionnaires, financiers, économistes, techniciens, voudrait nous contraindre à faire la même chose. Nous n'accepterons pas.

→

On comprend mieux les fluctuations de la politique américaine dans ce domaine. Lors de la préparation du Nixon Round, les U.s.a. proposaient aux Européens de baisser leurs prix, de réduire leur production de céréales et de se spécialiser dans l'élevage. Les animaux étant nourris avec des céréales, cela n'engorgerait pas le marché. Le tout dans l'intérêt des peuples bien évidemment. Puis la conjoncture a changé et le gouvernement américain a fait le contraire. Il a « organisé » la hausse des prix. Or le changement de conjoncture est daté. En juillet 1972, l'U.r.s.s. décida d'acheter du blé aux Etats-Unis. Beaucoup de blé. Ce fut ce que l'on appela le marché du siècle : 1 million de dollars. Depuis plusieurs années, le prix n'augmentait que faiblement. Durant toutes les négociations, il ne bougea pas. Mais, au lendemain de la signature de l'accord, il put « enfin » grimper. Par le jeu du secret, de la différence entre le prix du marché intérieur et le prix mondial, des subventions, les gouvernements des U.s.a. et les grandes firmes ont « gelé » la loi de l'offre et de la demande. Il suffisait, dès lors, de laisser la hausse se poursuivre. Et surtout de ne pas produire trop. Le but était atteint, le blé avait, en quelques mois doublé de prix. Inutile de parler des bénéfices faits.

Mal peuplé, pas sous-peuplé

L'aide alimentaire des U.s.a. a le même but stratégique : faire sortir les céréales du marché concurrentiel. Et faire pression sur les gouvernements. L'Inde en sait quelque chose. Chaque fois que les U.s.a. ont aidé l'Inde en livrant des céréales, la politique économique de ce pays a été modifiée. Non seulement les techniciens et les firmes américaines se sont mis à gérer le développement, mais surtout, en proposant la « révolution verte », ils ont demandé — et obtenu — que le prix des céréales s'accroisse. C'est dire qu'ils ont aidé les grandes firmes des Etats-Unis à faire plus de bénéfices. Alors qu'il eût été possible, avec d'autres techniques moins « fines » et demandant davantage de bras que de machines, — et les pays du tiers-monde sont plus riches de bras que de machines — de produire des céréales à bas prix. Et, surtout, d'en produire plus. Cela aurait évité la famine. Mais cela n'aurait pas permis aux firmes multinationales du secteur agro-alimentaire de faire de fabuleux bénéfices. Dès lors, on comprend mieux ce que Michel Cépède déclarait au mensuel « Croissance des jeunes nations » : « Nous devons faire confiance à la paysannerie mondiale, elle assurera la survie de l'espèce, notamment par les femmes. Au néolithique, nos arrière-grand-mères ont inventé l'agriculture. Elles ont découvert le rôle de la semence, de la fumure et de la préparation du sol avant la semence. C'est très important, car la mentalité paysanne est une mentalité de type féminin orienté vers la permanence du groupe sur le même territoire. Ce sont les femmes de sédentaires qui ont fait cela. Actuellement, la planète est sous-peuplée ou, plus exactement, elle est mal peuplée. Les gens ne souffrent pas de la faim quand ils ont une économie rurale polyvalente et sédentaire. Il faut même que la densité de l'implantation humaine soit assez forte au kilomètre carré. Le système de concurrence et de compétition internationale dans lequel nous sommes a des conséquences désastreuses. Il faut fonder une économie de coopération égalitaire et non pas de compétition où seul le riche triomphe ».

La faim dans le monde est bien un problème de société. Certes, il faut, au jour le jour aider ceux qui ont faim. Mais, surtout, il faut changer un système qui condamne à mort des millions de vies humaines.

SABINE CAYROL

NOTRE MER A TOUS

S'il existe un domaine où la coopération internationale s'impose, c'est bien celui de la réglementation des océans...

Les terres immergées représentent les quatre cinquièmes de la surface de la planète... Longtemps réservée à des usages traditionnels comme la pêche ou la navigation, la mer constitue de plus en plus un capital économique de premier ordre, du fait de ses ressources minières et énergétiques dont on commence seulement à soupçonner l'ampleur... et à être en mesure de les exploiter. Immense promesse, à l'époque où certains redoutent un épuisement rapide de ressources naturelles qui ne profitent déjà qu'à une petite partie de l'humanité. Mais, aussi, grave menace si l'exploitation économique des richesses sous-marines se faisait au détriment de certaines fonctions indispensables : la pêche, qui permet la survie de millions d'individus, ou encore l'équilibre écologique de la Terre, dans lequel les océans assurent un rôle primordial.

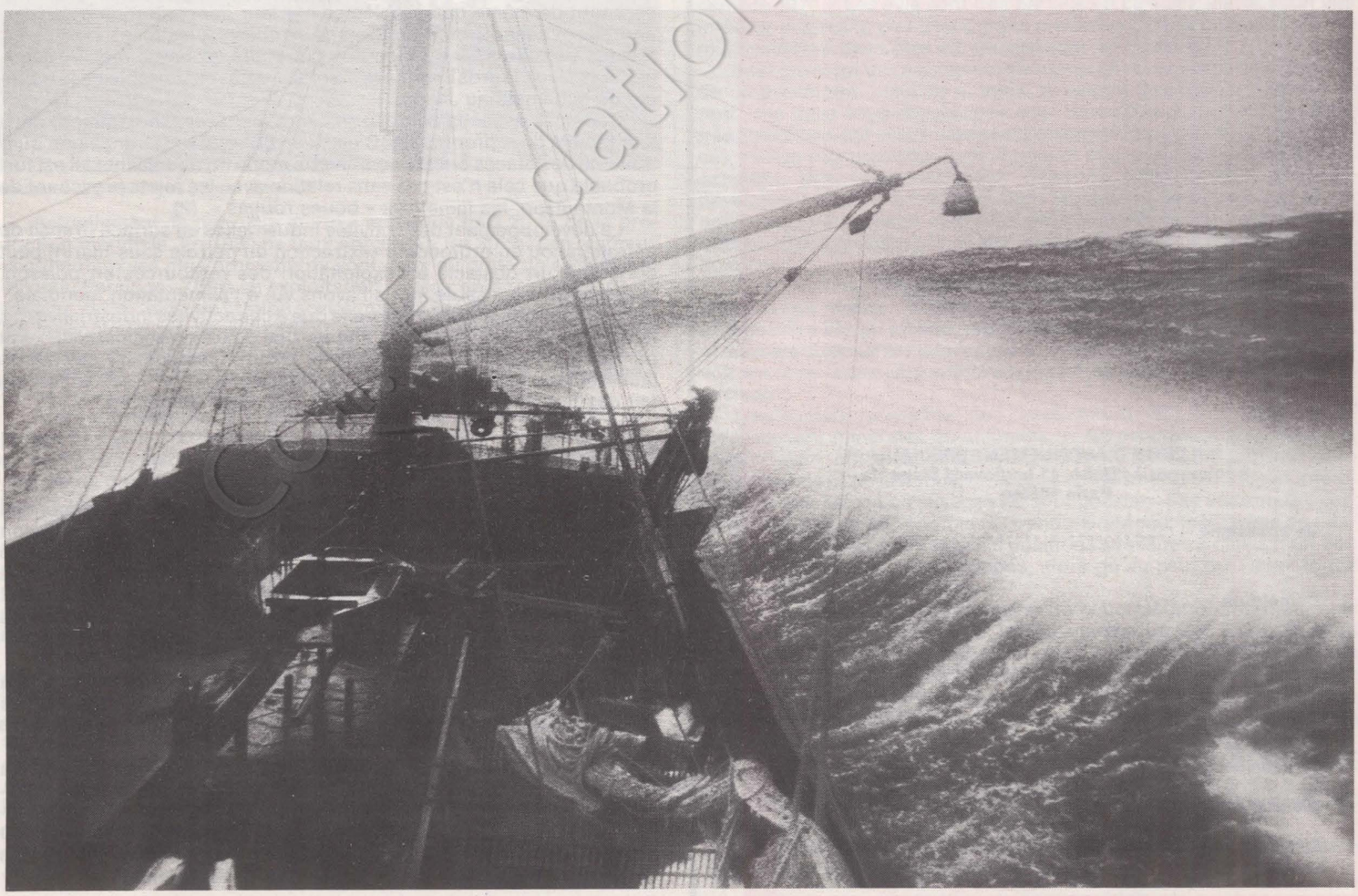
Posant le problème de la compatibilité entre les différents usages de la mer, la découverte des richesses économiques océanes constitue aussi une nouvelle source de conflits internationaux : au-delà de la limite des eaux territoriales — elle-même objet de polémiques — selon quelles normes le partage sera-t-il effectué ? Qui exploitera quoi et qui en bénéficiera ? Doit-on laisser entière liberté d'exploitation aux quelques pays qui en ont les moyens techniques et financiers ? Les pays dits « enclavés », c'est-à-dire ne disposant pas d'un acccès à la mer seront-ils pénalisés ? Ou faut-il au contraire considérer la haute mer comme un « patrimoine commun de l'humanité », selon la proposition faite par Malte en 1968 et soutenue par tous les Etats du Tiers-Monde ?

C'est de cela et de bien d'autres choses encore que l'on a discuté cet été lors de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer, qui s'est tenue à Caracas du 20 juin au 30 août. Les 5 000 délégués représentant 151 nations se sont pourtant séparés sans être parvenus à un accord, sans aucuns résultats concrets. Si ce n'est qu'est apparue clairement l'opposition entre pays riches et pays pauvres, ainsi que la détermination de ceux-ci d'éviter une nouvelle manifestation de l'impérialisme économique qui serait pour eux une nouvelle spoliation. La conférence reprendra en principe ses travaux le 17 mars 1975 à Genève. L'objectif est toujours le même : trouver une règlementation juridique qui permette un partage équitable des ressources maritimes entre les différentes nations et un équilibre satisfaisant entre les multiples utilisations de la mer. Ce qui n'est pas évident, comme en témoignent les résultats de la Convention de Genève en 1958, que beaucoup de pays — dont la France — avaient refusé de ratifier, et tout récemment la Conférence de Caracas.

Tout d'abord, il n'est pas démontré que les fonctions de plus en plus nombreuses assumées par les océans soient toutes compatibles entre elles.

Parmi les usages traditionnels de la mer, il faut citer en premier lieu la pêche, moyen de subsistance appelé à prendre une importance croissante. A la fin de ce siècle, la production mondiale de poisson aura probablement doublé ou triplé par rapport au volume actuel — 62 millions de tonnes pêchées en 1970 (1). La pêche présente souvent un caractère vital, notamment dans le cas des îles Seychelles, des Maldives, des îles Féroé et de certaines îles des Antilles. Pour d'autres pays comme l'Islande, le Pérou, la Norvège, la Mauritanie, le Mali, le Séné-

→



Fondation Jean Jaurès

si vous voulez vraiment aider le Parti socialiste

ABONNEZ-VOUS OU ABONNEZ L'UN DE VOS AMIS A

l'unité

EN UTILISANT
JUSQU'AU 31 DECEMBRE
LA FORMULE SPECIALE
20 SEMAINES
50 FRANCS

BULLETIN D'ABONNEMENT SPECIAL
à retourner à l'Unité, 41 boulevard Magenta
Paris 10ème

Je soussigné .....

Demeurant .....

désire souscrire un abonnement spécial de 20 semaines pour 50 francs que je vous adresse

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'UNITE 3034980 La Source ☐

Le bulletin d'abonnement normal d'un an est en page 30.

NOTRE MER A TOUS

gal, la pêche constitue une activité économique primordiale, du fait notamment de son importance dans le commerce extérieur de ces pays. De plus, de nombreuses activités industrielles lui sont liées : conservation et distribution du poisson, fabrication de farines de poisson, construction navale, etc. Dans un grand nombre de pays d'Afrique et d'Asie, enfin, le poisson est souvent la source principale de protéines animales.

Compte tenu de la croissance prévisible de la population mondiale, on estime qu'il faudra augmenter les approvisionnements de 27 millions de tonnes en l'an 2000 et ce, dans l'hypothèse d'un maintien de la consommation par habitant au niveau actuel. Les ressources en poisson seront-elles suffisantes pour satisfaire la demande ? Rien n'est moins sûr et il paraît urgent de planifier le prélèvement au niveau international afin que les espèces puissent se renouveler... Des zones de pêche sont d'ailleurs depuis longtemps un sujet de conflits entre les Etats. En effet, la mer ne peut plus être considérée comme un réservoir biologique inépuisable, ce qui implique que l'on revienne sur le principe de liberté quasi totale reconnu par la Conférence de Genève. Certains pays comme l'Islande, le Chili ou le Pérou ont devancé la législation en instaurant de facto une « zone économique » de 200 milles destinée à protéger leur économie très dépendante des pêcheries. Le Sénégal, pour sa part, a créé une zone de 110 milles afin de limiter les conséquences de la pêche intensive pratiquée par les chalutiers soviétiques au large de ses côtes...

Des menaces d'un autre ordre planent aussi : les Etats industriels utilisent de plus en plus les océans comme de vastes poubelles : rejets de déchets organiques, donc en principe bio-dégradables — qui posent tout de même des problèmes par leur concentration à certains endroits — mais aussi de produits de synthèse : plastiques, pesticides, résidus pétroliers — vidange des pétroliers en haute mer — détergents, métaux lourds comme le mercure, déjà responsable de la tragédie de Minamata au Japon.

Certaines espèces de poissons sont menacées, notamment dans leur faculté de reproduction. C'est ainsi qu'en Méditerranée une quarantaine de cétacés ont été découverts morts ou agonisants : il est fort probable que cela n'est pas sans relation avec les rejets provenant de la Montedison, les fameuses « boues rouges ». (2)

Le développement des activités industrielles en surface (transit de pétroliers) ou en profondeur (extraction du pétrole sous-marin) peut donc être un obstacle à l'exploitation des ressources en poisson, pourtant indispensable, nous l'avons vu, à l'alimentation mondiale.

A la pollution quasi structurelle due à ces activités industrielles et à leurs déchets peut, en effet, s'ajouter une pollution accidentelle : soit par le fait d'un pétrolier — épisode du « Torre Cannyon » — soit par un jaillissement incontrôlable lors d'un forage sous-marin, soit encore du fait des fûts immergés contenant des déchets radioactifs.

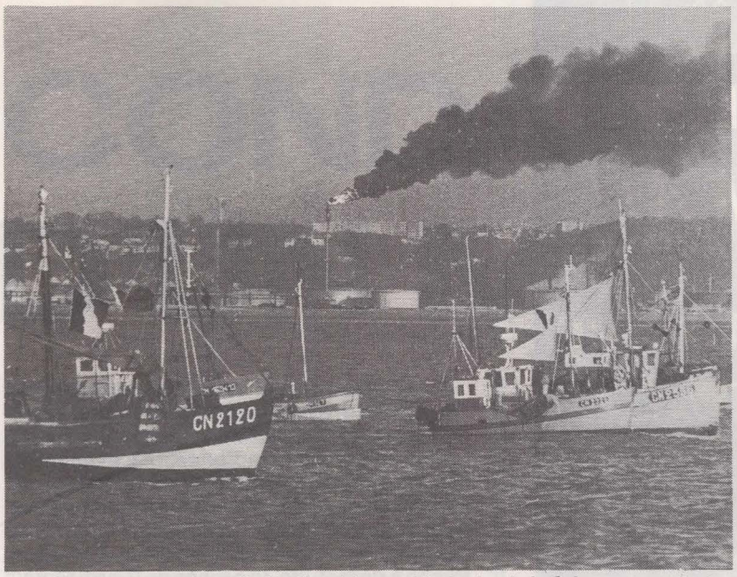
Pétrole et modules

Pouvant conduire à une rupture de l'équilibre alimentaire mondial par la destruction de la faune et de la flore sous-marine, la pollution des océans risque aussi d'entraver gravement le rôle déterminant de l'étendue marine dans l'équilibre écologique de la planète. Certains spécialistes estiment ainsi que la fine pellicule graisseuse, due aux rejets pétroliers et répandue sur de grandes surfaces au large des côtes africaines, peut avoir joué un rôle dans l'aggravation de la sécheresse au Sahel en empêchant l'évaporation.

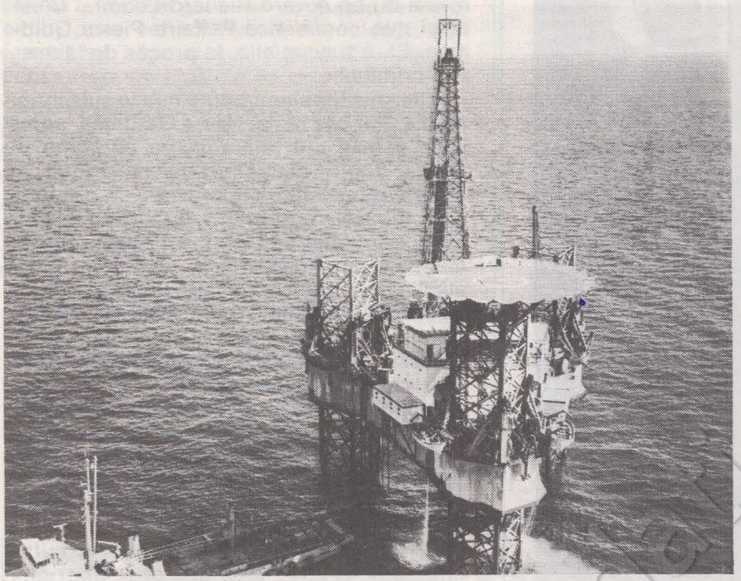
Pour sérieuses qu'elles soient, ces menaces ne suffisent pas à freiner les nouveaux usages économiques de la mer. Au contraire, les récentes estimations des richesses minières des fonds sous-marins provoquent la ruée...

Le pétrole, tout d'abord : le renchérissement du pétrole « arabe » a permis — c'est-à-dire rentabilisé — l'exploitation des nappes sous-marines connues (mer du Nord) et la recherche de nouveaux gisements submergés. Les réserves estimées seraient de l'ordre de 200 milliards de tonnes pour les seuls plateaux continentaux : les permis de recherche couvrent d'ores et déjà leur presque totalité.

Fondation Jaurès



Les pêcheurs de crevettes de Honfleur bloquent l'estuaire de la Seine, pour protester contre la pollution de la baie.



Recherches pétrolifères en mer du Nord.

Actuellement, le pétrole « marin » constitue déjà 20 % de la production mondiale. En 1980 ce taux dépassera les 30 %. Les plateaux continentaux les plus prometteurs sont ceux du golfe du Mexique et du golfe Persique — déjà en exploitation — ceux de la mer du Nord, de l'Alaska, de la Chine, de l'Union soviétique, du Brésil, etc. Les possibilités technologiques ne permettent pas encore d'exploiter le pétrole profond — au-delà de 400 m dans les eaux calmes et de 150 m dans les zones agitées. Mais les recherches sont très actives dans ce domaine... Et les techniciens évoluent rapidement.

Autre promesse sous-marine : les modules poly-métalliques. Ces petites boules noirâtres, contenant du manganèse et du fer mais aussi du nickel, du cuivre, du cobalt, etc., couvrent le fond des océans. Les gisements dont on ignore encore le processus de formation présentent la particularité intéressante de se renouveler.

Différents procédés d'extraction sont étudiés, mais tous requièrent une haute technicité. D'après les recherches géologiques, il semble qu'il sera possible de trouver des modules à forte teneur métallique et en quantité suffisante pour permettre une exploitation rentable. Selon une étude des Nations unies, 50 % de la demande de cobalt et 18 % de celle de nickel seraient satisfaites à partir des modules en 1985.

L'exploitation économique traditionnelle — la pêche — et moderne — le pétrole et les modules — pose de délicats problèmes juridiques. Les pays industriels ont longtemps prôné une liberté totale dont ils étaient les seuls, pour des raisons évidentes, à pouvoir profiter... Les pays sous-développés demandent, en revanche, une réglementation internationale pour faire échec à la loi de la jungle. Certains, nous l'avons vu, imités en cela par quelques pays industriels — la Norvège, par exemple — ont pris des mesures de protection. Au niveau des eaux territoriales, d'abord : la Conférence de Genève s'était séparée sans être parvenue à fixer leurs limites, mais après avoir admis implicitement que la traditionnelle limite de 3 milles au-delà des côtes — fixée d'après la portée d'un boulet de canon — était désormais désuète. De nombreux Etats, dont la France, ont alors étendu cette limite à 12 milles. Beaucoup de pays sous-développés vont plus loin avec la notion de mer « patrimoniale », zone adjacente à la mer territoriale (fixée à 12 milles) et qui pourrait s'étendre jusqu'à 200 milles. A l'intérieur de cette zone, les pays riverains disposeraient de vastes compétences en matière économique (exploitation des ressources minérales et animales) sans toutefois entraver la liberté de navigation.

Certains Etats, notamment sud-américains — le Pérou, l'Equateur, le Salvador, le Chili, Panama... — ont déjà dépassé la notion de « zone économique » pour inclure ces zones dans leurs mers territoriales respectives. Pratique qui mécontente beaucoup les grandes puissances. Celles-ci, c'est-à-dire au premier chef les Etats-Unis et l'Union soviétique, sont désormais d'accord pour fixer à 12 milles la limite des eaux territoriales... A condition, précisent-elles, que la circulation reste libre ; notamment dans les détroits, qui seraient, dans cette hypothèse, inclus dans les eaux territoriales. Ce, pour des raisons militaires et stratégiques qu'il est inutile de développer, l'intérêt des deux super-puissances est ici similaire et on l'a bien vu lors de la conférence de Caracas. Les pays en voie de développement sont partisans, pour leur part d'un « droit de passage innocent » qui, entre autres choses, obligerait les sous-marins à émerger lors de la traversée des détroits... Rien n'est donc réglé.

Autre problème juridique : comment répartir les richesses économiques que recèlent les océans au-delà des plateaux continentaux ? Quelles sont les limites de la zone déclarée « patrimoine commun de l'humanité » par l'Assemblée générale des Nations unies, le 17 décembre 1970 ? Les avis sont très partagés à ce sujet, en fonction des intérêts respectifs des Etats, mais il semble que la distance de 200 milles au-delà des côtes ait des chances de l'emporter.

Il est prévu qu'un organisme international sera chargé de la gestion de ce patrimoine « indivis », mais, là encore, les conceptions diffèrent : les pays sous-développés sont favorables à une organisation très structurée qui serait chargée d'accorder des permis aux puissances dotées des capacités techniques et financières en percevant en échange des taxes, utilisées dans la lutte contre le sous-développement. Ce projet, pourtant séduisant, ne provoque pas un enthousiasme excessif parmi les pays industriels, qui préféreraient une structure plus souple, moins contraignante et aussi plus aisée à dominer...

Au sein même des pays sous-développés, les positions sont loin d'être harmonisées... Notamment entre les pays « enclavés », qui ont tout intérêt à élargir au maximum la zone dite « patrimoine commun », et les pays disposant d'une façade maritime, qui préfèrent au contraire voir les ressources adjacentes à leurs côtes passer sous leur contrôle exclusif...

L'extension prévisible de l'exploitation des richesses sous-marines, tant minérales qu'animales, et les problèmes juridiques qui en découlent, ont fait apparaître une nouvelle fois l'antagonisme entre pays pauvres et pays riches, mais aussi entre intérêt étatique et intérêt « supranational ». Les clivages ne sont pourtant pas aussi nets : certains pays industriels comme la Grande-Bretagne, la Norvège ou l'Italie ont été amenés à prendre les positions similaires à celles d'un bon nombre de pays sous-développés, alors qu'au sein du Tiers-Monde l'unité est loin d'être réalisée.

Pourtant, s'il existe un domaine où la coopération internationale s'impose, c'est bien celui de la réglementation des océans... Non seulement par ce que ce pourrait être l'occasion, enfin trouvée, de sortir, le Tiers-Monde de son ghetto de misère, mais encore parce que la sauvegarde de l'équilibre écologique planétaire requiert des mesures urgentes et concertées : tant la terre est dégradée par le linge sale de quelques-uns...

MARIE-JOSE BERNARDOT

(1) Brochure « Le droit de la mer », éditée par le service de l'Information des Etats-Unis.

(2) « L'homme et la pollution des mers » par Tristan Roux et Jean-Claude Braconnot (Payot).

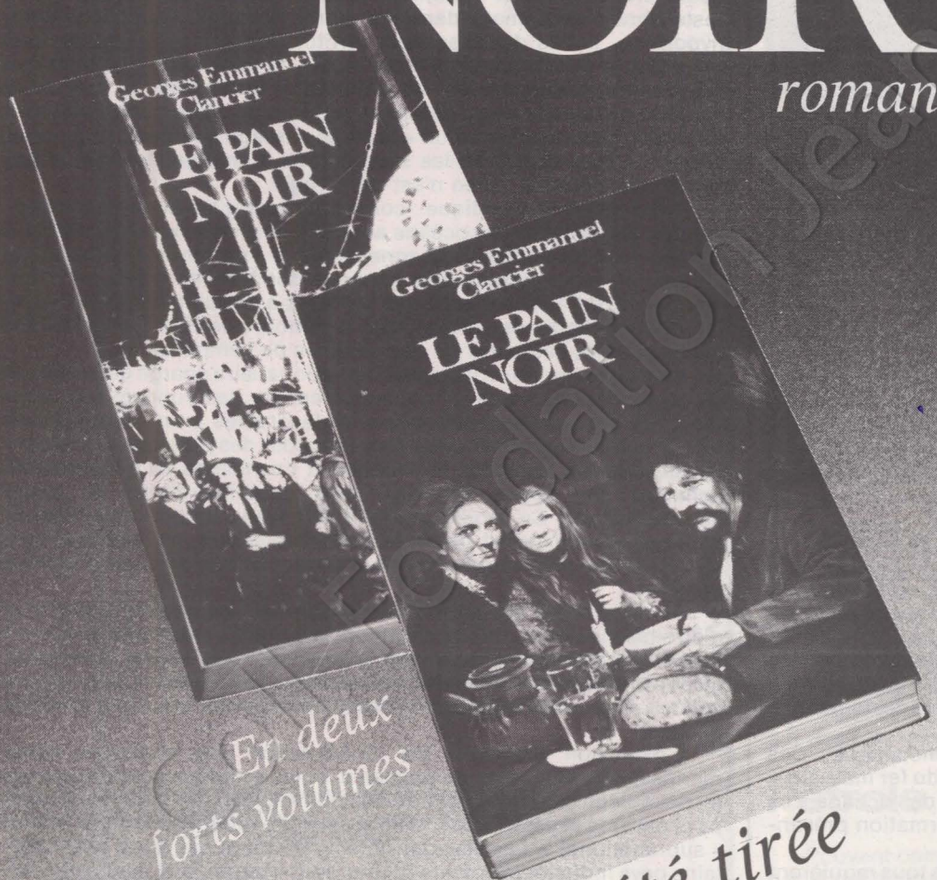
ROBERT LAFFONT

LE PLUS BEAU CADEAU

Georges-Emmanuel Clancier

LE PAIN NOIR

roman



En deux forts volumes

Le roman dont a été tirée la grande dramatique de la Télévision

Une famille française, une époque, un pays, des personnages inoubliables.

Un président et un procureur blêmes de leur victoire, des jurés se bouchant les oreilles pour ne pas entendre la rumeur d'une salle indignée, des avocats et des chroniqueurs judiciaires hurlant aux magistrats leur dégoût, l'accusé s'efforçant de calmer le public... C'est ainsi que s'est achevé, par une condamnation aux travaux forcés à perpétuité, le procès de Pierre Goldman, accusé du double meurtre de la pharmacie du boulevard Richard-Lenoir... C'est ainsi que commence l'affaire Pierre Goldman. Et, à travers elle, le procès de la Justice criminelle.

« Je suis innocent parce que je suis innocent ». Par ces mots, Pierre Goldman, après avoir refusé tout témoignage de complaisance, toute discrétion psychiatrique et toute circonstance atténuante — y compris pour les trois agressions qu'il avait reconnues — ouvrait son propre procès. En demandant simplement à la Justice et à son auxiliaire, la police, de faire la preuve de ce qu'elles avançaient : qu'il avait, le 19 décembre 1969, assassiné deux pharmaciennes et blessé deux autres personnes. Mais ces preuves, ni la Justice ni la police ne purent les apporter tout au long de 5 jours de débats. Et c'est sur la simple dénonciation d'un indicateur anonyme de la police et les dépositions de témoins plus ou moins proches du lieu du drame, qu'à été justifiée la condamnation de Pierre Goldman.

La radio et la presse quotidienne ont suffisamment rendu compte des énormes contradictions de ces témoignages pour qu'il soit inutile d'y revenir. Rappelons simplement qu'après avoir donné des signalements différents du présumé coupable et vu en lui, successivement, un Noir... un mulâtre... un méditerranéen, ces témoins reconnurent Pierre Goldman au siège de la brigade criminelle, quelques heures après que la presse ait publié sa photo menottes aux mains entre deux inspecteurs.

« Racistes ! », ont hurlé à l'adresse des jurés ceux qui assistaient à la fin du procès. Il faut, en effet, avoir suivi les audiences pour se rendre compte ce qu'avaient d'odieux — en ce qu'ils révélaient d'inconscient collectif — certains moments des débats. Ceux-là mêmes où témoins et accusateurs dissertaient sur la longueur du nez ou la profondeur des orbites de l'accusé. Ce moment même où Pierre Goldman laissera tomber : « Oui j'ai le nez long, le teint mat et le sexe circoncis... »

Noir... mulâtre... méditerranéen... avaient dit les témoins. Pourquoi pas « Juif polo-

FORMEZ ET INFORMEZ

vos délégués par duplication sonore - Cassettes en nombre.
GUNTHER, 72, Av. du Général Leclerc, PARIS 14e 734.55.36

CONDAMNATION D'UN METEQUE

Justice

nais » ? Qui plus est, un intellectuel, un gauchiste qui, en 1967, avait partagé la vie des maquisards vénézuéliens. Bref, un exemple en puissance, quand, en cette année 1970, Pierre Goldman est arrêté par des policiers qui, avec leur ministre Marcellin, veulent prouver qu'entre gauchiste et délinquant la marge est étroite. Un criminel potentiel pour tous ceux qui pensent que ceux qui, en 1968, ont pu brûler des voitures peuvent revolvériser les honnêtes gens. Un coupable certain, enfin, pour cette majorité silencieuse qui fournit les jurys et qui, si elle dit mulâtre, pense trop souvent métèque.

Faute de preuves, Pierre Goldman aura donc été condamné pour trois raisons. Parce que la logique d'un procès est ainsi faite que celui qui siège dans le box des accusés entre deux gendarmes doit être le coupable. Parce que la Justice en France ne saurait démentir la police. Parce qu'enfin Pierre Goldman est gauchiste et juif.

A qui en douterait, un témoignage personnel.

C'était le 20 février 1964, à 5 heures du matin. Pierre Goldman et moi collions des affiches au Quartier latin pour annoncer une manifestation de l'Unef. Arriva ce qui devait arriver : un car de police. Interpellation... Pierre Goldman et moi sommes conduits au commissariat du 5e arrondissement pour le séjour de rigueur en cette circonstance. Nous y restâmes 5 heures. Et, pendant ces 5 heures, ce fut, de la part de la grande majorité des policiers présents, injure sur injure. Anodines à mon égard, elles avaient trouvé en Pierre Goldman leur justification : son nom et son nez, avec lesquels, bien sûr, « il n'était pas né en France ». Cela dura cinq heures et tout y passa : « Hitler avait raison, » etc.

C'était cinq ans avant la tragédie du boulevard Richard-Lenoir. Et pourtant, cette nuit-là, la police avait déjà commencé l'« identification » de Pierre Goldman.

PHILIPPE ORSINI



Pierre Goldman en 1966.

---

1) Diverses personnalités indignées par la condamnation de Goldman ont constitué un comité de soutien, parmi lesquelles Pierre Mendès France, Joseph Kessel, Ionesco, Régis Debray, Jean-Pierre Chevènement, Claude Estier, Aragon, Alain Geismar, Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir... Ce comité devait procéder, jeudi, à une reconstitution des faits sur les lieux du drame pour faire ressortir certaines invraisemblances de l'enquête et des témoignages de l'accusation.

Plaidoyer pour Henri Guillemin

Il est de bon ton actuellement, dans certains milieux et en particulier chez ceux qu'il est convenu d'appeler « les intellectuels de gauche », de brocarder les ouvrages et la personnalité d'Henri Guillemin.

Non seulement on le trouve « pas assez ceci » ou « pas assez cela », mais encore on le passe impitoyablement au crible d'une analyse critique froide et désabusée. C'est à croire qu'on ne peut plus rien faire désormais, en Histoire littéraire ou en Histoire tout court, sans un atome de passion et sans devoir utiliser le jargon des technocrates de l'esprit. D'autres, qui feignent de s'apitoyer sur cet universitaire « dévoyé », haussent tristement les épaules en disant : si ça l'amuse de se prendre pour Don Quichotte ou pour Jeanne d'Arc, après tout, il faut bien qu'il jette sa gourme...

Mais il y a quelques jours est paru en librairie un petit livre explosif, intitulé « Nationalistes et nationaux », dans la collection Idées, chez Gallimard. Et, à cette occasion, la sacro-sainte mafia des privilégiés de la culture — « ceux qui savent » — a délégué l'un de ses éminents représentants pour jeter à bas l'iconoclaste. Dans un article publié en bonne place par « le Monde », sous le titre (probablement ironique) « Henri Guillemin attaque... », René Rémond, qui est un historien de droite, démontre avec une grande habileté — et aussi, faut-il le souligner, une parfaite hypocrisie — comment Guillemin livre un combat d'arrière-garde, et expose une thèse aussi périmée qu'inutile...

Je connais Guillemin. Je viens de faire, avec son précieux concours, un film intitulé « Dreyfus ou l'Intolérable vérité », qui, sans doute, paraîtra débile à René Rémond, puisqu'il s'efforce de cerner la vérité et de dégager certaines « leçons ». Et ce que je dois dire ici, dans l'hebdomadaire du Parti socialiste (dont je suis un militant), c'est qu'Henri Guillemin est un « honnête homme », un chercheur lucide et scrupuleux, et aussi et surtout un véritable homme de gauche, c'est-à-dire un esprit qui sait allier l'intelligence et les qualités de cœur.

En réalité, le petit livre que vient de publier Guillemin — et qui se lit d'un trait comme un roman : c'est le seul point sur lequel je serai d'accord avec Rémond — est un extraordinaire aide-mémoire de formation politique, que je me permets de recommander à tous les socialistes. Il s'agit en effet, à travers l'analyse du comportement de toutes les droites qui se sont succédées en France depuis la Commune jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, de la synthèse la plus clairvoyante qui m'ait été donnée à lire sur le mécanisme de la lutte des classes sous la Troisième République. Effectivement, monsieur Rémond, l'infrastructure économique est un élément essentiel de l'analyse historique. Sans elle, il serait impossible de montrer l'évolution des rapports de production, surtout quand ils s'expriment au niveau des « mentalités politiques » ; sans elle, il serait pratiquement exclu de pouvoir analyser correctement les contradictions radicales — très bien mises en lumière par « Nationalistes et nationaux » — qui font de la grande bourgeoisie tantôt un camp pacifiste, tantôt des « revanchards » forcenés.

Puisque, selon Marc Bloch, l'Histoire du passé n'a véritablement d'intérêt que si elle nous permet de mieux comprendre le présent, je considère que le petit livre d'Henri Guillemin a le grand mérite d'énoncer — j'allais dire comme une équation — cette cohérence de classe qui domine la vie politique française depuis plus d'un siècle. Je m'explique. De l'horrible monsieur Thiers au patelin Poniatowski, il y a, dans l'Histoire réelle de ces cent dernières années, un trait vertical qui passe par la « République des Ducs », les « républicains modérés de centre-droit », les « antidreyfusards », les radicaux d'avant 1914, les « nationaux » de la « Chambre bleu horizon », les factieux de 1934, les pétainistes et collaborateurs, les ultras de l'O.a.s., et la droite technocratique de Giscard d'Estaing, qui s'est efforcée de prendre un « masque libéral et démocrassouillard » pour essayer de se démarquer du régime musclé de Pompidou, Messmer, et Marcellin. Donc, une cohérence de classe assez souvent dissimulée par une certaine habileté stratégique — comme à l'époque du général de Gaulle — mais qui est là, solide, opaque, asphyxiante, contraignante, incontestable. C'est elle qui bloque notre démocratie. Voilà une des raisons majeures pour lesquelles j'estime que le travail d'Henri Guillemin est très important, et pourquoi je me suis permis de dénoncer ce laxisme.

JEAN A. CHERASSE

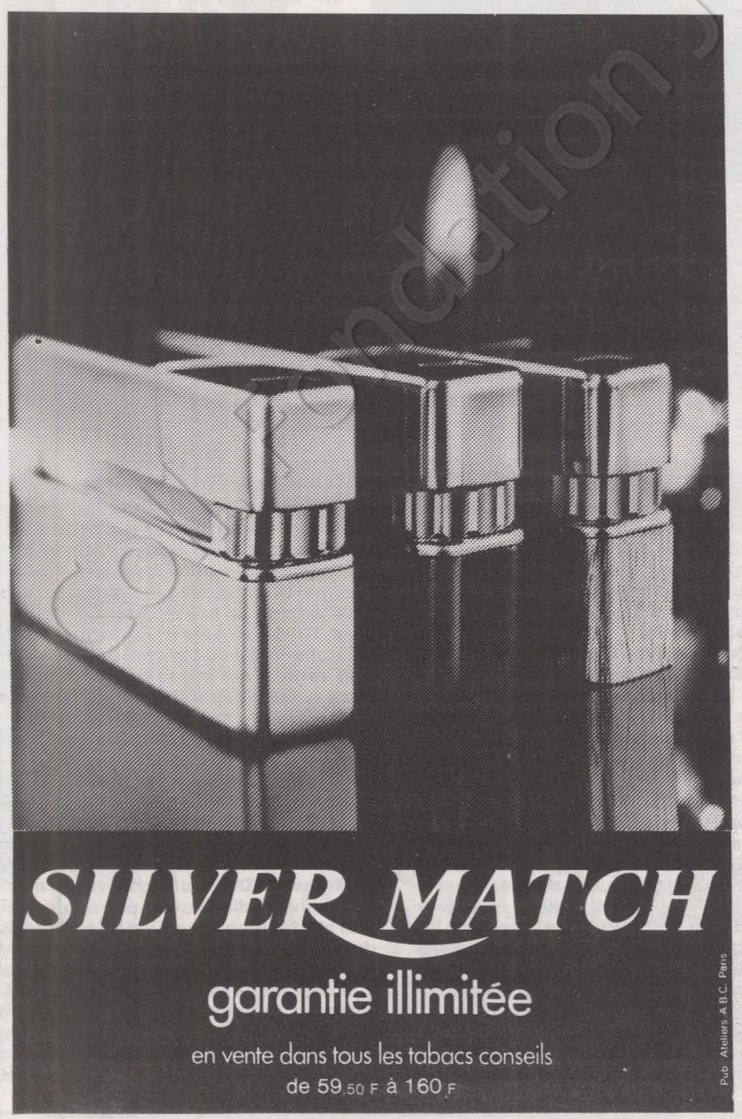
Livres

LA GAUCHE EN ISRAEL

La situation politique intérieure de l'Etat d'Israël est mal connue dans le reste du monde. D'abord, parce que la guerre et la crise permanente qui sépare chaque étape du conflit retiennent toutes les attentions et que, lorsqu'on traite de la politique intérieure de l'Etat juif à l'occasion de sa politique étrangère, la tendance est forte de le faire en fonction de ses opinions, souvent affectives, sur les conditions de la guerre. Ensuite, parce que ceux qui abordent l'étude des forces politiques à l'intérieur d'Israël sont souvent rebutés par la complexité parfois byzantine des controverses et des oppositions.

Les dernières élections, au lendemain d'un affrontement militaire qui, pour la première fois, avait montré que la supériorité de l'Etat israélien n'était pas une assurance définitive, ont prouvé que l'affrontement entre une droite et une gauche était aussi une réalité de la jeune nation juive. Mais, à l'intérieur des deux blocs opposés, quelle diversité ! La gauche israélienne notamment est divisée en tendances que le péril commun unit sans pour autant les conduire à un accord profond.

Pour ceux qui voudraient essayer de comprendre, un ouvrage vient de paraître en français. L'auteur, Peretz Merhav, est membre du Mapam — les socialistes de gauche — dans lequel il a d'importantes responsabilités. Son propos est de nous décrire ce qu'est la gauche israélienne à partir de son histoire. Le lecteur français, même déjà averti, n'y gagnera pas forcément une démonstration d'objectivité, mais une information abondante permettant de mieux saisir une réalité moins subtile qu'on pouvait le croire au travers des scissions et des réunifications du mouvement ouvrier juif.



Le premier élément de cette politique est donc d'une grande clarté : à l'intérieur de la gauche israélienne se prolongent les débats qui opposent, depuis le début du siècle les deux grandes tendances du mouvement socialiste européen, la tendance « réformiste » et la tendance « révolutionnaire ». A ce sujet, il est presqu'étonnant de noter que jusqu'à une date récente — une dizaine d'années en arrière — on discutait encore sérieusement, au sein de la partie la plus à gauche du mouvement ouvrier juif, de la nature de l'expérience soviétique en ne contestant pas l'authenticité de son socialisme. Il faut attendre, par exemple, le congrès du Mapam de 1968 pour que ce parti affirme publiquement que « le régime soviétique et la société soviétique ne sont pas le socialisme ». Ce qui n'empêche pas le Mapam de faire référence, pour expliquer sa propre attitude, au marxisme-léninisme et non pas au marxisme tout court.

La Révolution d'Octobre reste une réalité vivante pour des gens qui, à l'origine Polonais ou Russes, ont contribué à son succès. Le soutien apporté par l'U.r.s.s. à la cause israélienne en 1947 et en 1948 a consolidé provisoirement cette attirance, malgré les crimes et l'antisémitisme staliniens avant la Deuxième Guerre mondiale et après. Cette fraction de la gauche israélienne avait, de cœur, choisi la IIIe Internationale contre la « social-démocratie » réformiste, qui trouva son propre prolongement en Palestine avec ceux qui constituèrent le Mapai.

Le second élément est la situation particulière du peuple juif avant la création de l'Etat israélien et depuis. Les Juifs qui luttaient au sein des mouvements socialistes étaient à la fois des socialistes et des Juifs, c'est-à-dire qu'ils avaient, à la fois, les raisons nationales du pays qui était provisoirement le leur de combattre l'oppression capitaliste, et leurs propres raisons : les raisons d'un peuple sans territoire national. La synthèse fut réalisée en 1905 et en 1906 par un marxiste juif russe, Ber Borochov, qui étudia la question nationale d'un point de vue général et théorique avant d'en arriver à des conclusions précises pour le peuple juif. Pour simplifier, disons qu'à la notion de « rapports de production » — les rapports qui divisent tous les hommes entre possédants et non-possédants — il ajouta celle de « conditions de production », qui se situent dans des cadres géographiques nationaux. A l'intérieur de chaque nation, le conflit éclate donc lorsque les forces productives montantes — la bourgeoisie en France en 1789 où la classe ouvrière aujourd'hui — se heurtent aux « conditions de production » qui s'opposent à leur développement. Pour Borochov, » le prolétariat juif a donc à faire à deux tâches considérables : l'abolition du système capitaliste et l'élimination de l'oppression nationale ».

De ce point de vue, l'Etat d'Israël n'est pas seulement une nécessité nationale pour le peuple juif, mais un moyen de créer une so-

ciété nouvelle, la société socialiste. La gauche ajoute donc à l'objectif du sionisme — un territoire pour le peuple juif — celui de la lutte de classes. L'histoire vécue depuis le début du siècle a évidemment bien compliqué les choses, au point qu'aujourd'hui il faut d'abord survivre. Peretz Merhav montre, y compris par ses critiques de la fraction « réformiste » — le Mapai, puis l'actuel Parti du Travail : que bien des compromis acceptés par cette fraction, par exemple la place donnée à la religion, en tant que spécificité juive, dans un pays où la majorité est en fait areligieuse, avaient d'abord pour but de consolider l'unité nationale menacée de l'extérieur.

Pour le Mapam, il est évident que le socialisme de l'Etat d'Israël est sujet à caution. Il ne faut pas confondre, dit-il, la nationalisation et le service public avec le socialisme. Cette observation est de la plus grande importance dans un pays où la quasi-totalité du sol appartient à la nation et où plus de la moitié de la production dépend du secteur national ou d'une centrale syndicale qui se confond souvent avec l'Etat. Pour autant, Peretz Merhav souligne l'importance du kibboutz.

Il reste — et ce n'était pas la conclusion qu'espérait Peretz Merhav dans un ouvrage écrit pour l'essentiel avant la guerre de 1967 et complété en 1970 — que le socialisme est en crise en Israël. Pour trois raisons. La première est que les socialistes israéliens n'ont cessé d'être au pouvoir depuis la renaissance de l'Etat juif et qu'ils en subissent l'usure d'autant plus fortement que les difficultés intérieures et internationales n'ont pas manqué. La seconde est que, devant la menace mortelle qui pèse sur l'Etat juif, les tendances nationalistes les plus chauvines se renforcent au détriment d'un mouvement qui ne peut pas abdiquer, y compris dans sa fraction la plus conciliatrice, ses références à l'internationalisme, à la négociation et à la paix. La troisième — peut-être la plus grave, parce qu'elle atteint la jeunesse — est que le socialisme lui même est rejeté par une confusion entre ce qu'il est d'une façon générale et l'attitude de l'U.r.s.s., de ses amis et des partis communistes, ainsi d'ailleurs que celle des factions gauchistes qui dans le monde ne semblent plus aujourd'hui n'avoir d'attention que pour les revendications palestiniennes. Ayant ainsi l'impression d'être mis au ban du socialisme, une partie du peuple israélien se ferme à des idées qui, pourtant, ont nourri pendant 70 ans son combat. Ce qui représente aussi un élement de réflexion pour les socialistes du reste du monde, pour qui la solidarité avec la gauche israélienne ne peut pas seulement s'exprimer par la défense du droit à l'existence de l'Etat juif.

GEORGES FRAMERIES

Peretz Merhav : « La gauche israélienne » (histoire, problèmes et tendances du mouvement ouvrier israélien), Editions Anthropos.

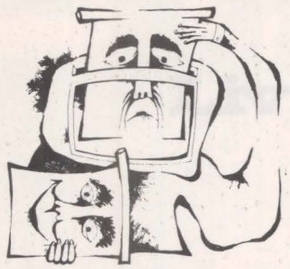
PRIX MEDICIS ETRANGER



JULIO CORTAZAR
LIVRE DE MANUEL

GALLIMARD

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 20 DECEMBRE

Un événement : « Le pain noir », 1ère partie — voir page ci-contre (20 h 35, ch. 2).

La Comédie de Saint-Etienne joue « Le barbier de Séville », de Beaumarchais (20 h 35, ch. 3).

SAMEDI 21

Quand Clémenceau créa la première brigade mobile : « Les brigades du Tigre », 1er épisode (20 h 35, ch. 2).

Très attendu : Alain Cuny en Créon dans l'« Antigone » de Sophocle, adaptée par Lorenzi (20 h 40, ch. 1).

Marionnettes au théâtre Romain-Rolland de Villejuif : « L'enfant et les sortilèges » (21 h 30, ch. 3).

DIMANCHE 22

Un beau « plateau » pour Tchaïkovsky : Margot Fonteyn et Noureev dans « Le lac des cygnes » (16 h 30, ch. 2).

Karajan dirige la 8e Symphonie de Beethoven (18 h 40, ch. 1).

L'architecte Riccardo Bofil à l'émission Questionnaire (21 h 40, ch. 3).

L'étonnante et plantureuse Mae West dans un film qu'elle a coréalisé : « Je veux être une lady » (22 h 45, ch. 2).

LUNDI 23

Alexis Weissenberg et l'Orchestre de l'O.r.t.f. jouent le 1er Concerto pour piano de Chopin (15 h 15, ch. 2).

La 2e partie du « Pain noir » (20 h 35, ch. 2).

Brillant et sophistiqué : « La panthère rose », une comédie réalisée par Blake Edwards (20 h 35, ch. 3).

La détresse du 3e âge : « Le temps de l'oubli », de Tauriac et Roger Pic (21 h 25, ch. 1).



Expositions

PARIS

*** Musée de l'Orangerie : Fondation Peggy Guggenheim (Venise).**

La fameuse et fabuleuse collection du Palais Venier di Leoni. On y trouve tous les mouvements et toutes les tendances : abstrait, dadaïsme, surréalisme, expressionnisme, fantastique, cubisme... Peggy Guggenheim ayant été l'épouse de Max Ernst, ce dernier bénéficie d'un ensemble important.

*** Galerie Rencontres (46 rue Berger, 1er) : L'art contre l'idéologie.**

Des documents (dont un refusé par le Musé Guggenheim !). Une confrontation entre « Guernica » de Picasso et les massacres du Vietnam. Des œuvres de Journiac, Maccheroni, Oldenbourg, Sosno, Chavinier, Rabascall et Bory. Une contribution vidéo : « Mohamed Diab : comment et pourquoi on tue un travailleur immigré ».

*** Galerie Nikon (1, rue Jacob, 6e) : L'album de famille du Grand Magic Circus ; 50 photos de Jacques Prayer.**

Un choix parmi les 200 clichés qui constituent l'album paru récemment chez Belfond. Un show Jérome Savary and C°.

*** Palais du Louvre (Pavillon de Marsan) : Les affiches soviétiques, 1970-1974.**

Politiques, culturelles ou commémoratives, elles proviennent de toutes les Républiques de l'U.r.s.s. Elles sont au nombre de 200, sélectionnées par le Centre de création industrielle.

*** Palais de la découverte (avenue Franklin-Roosevelt, 8e) : A la recherche d'une vie sur Mars.**

Selon les spécialistes et les renseignements fournis par Mariner 9, une activité biologique serait plausible sur la planète rouge. Un tour d'horizon — en images — des hypothèses possibles.

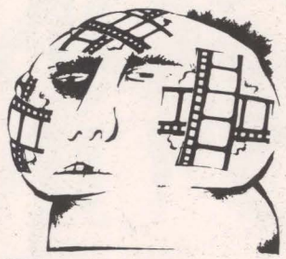
PROVINCE

*** Saint-Omer (Musée) : François Morellet.**

Des planches, des sérigraphies, des « grillages » et une sphère. Depuis ses débuts « figuratifs » de 1948, Morellet a beaucoup évolué... Jusqu'à la supercherie ?

*** Mulhouse (Centre d'animation culturelle) : Actualité de la tapisserie.**

Des œuvres prêtées par le Mobilier national et signées : Arp, Atlan, Dufy, Delaunay, Estève, Adam, Gromaire, Viera Da Silva, Manessier, Braque, Vasarely, Ubac, Le Corbusier...



Cinéma

*** Ruy Guerra : Les dieux et les morts.**

Retour fracassant du « cinema novo » brésilien. L'histoire, dans les années 20, de la lutte de deux propriétaires pour la possession des plantations de cacao donne lieu à une exubérance visuelle qui ensorcelle au son d'une musique incantatoire. Un somptueux tableau coloré peuplé des figurines du musée Grévin de l'Histoire du Brésil, de pythies et de personnages qui jouent comme Brecht et agissent comme Shakespeare. Magique.

● Michel Wyn : Les suspects.

Enquête sur une mort suspecte. Michel Wyn, réalisateur de télévision comblé depuis « La demoiselle d'Avignon », brouille les pistes en utilisant tous les poncifs du cinéma policier de routine.

*** Blake Edwards : Le jour du vin et des roses.**

Auteur de brillants divertissements comme « La panthère rose », Blake Edwards nous offre ici un film terrifiant sur la désintégration d'un couple par l'alcoolisme. La comédie bascule vite dans le drame et propose une méditation sur l'amour et la solidarité. Merveilleusement interprété, ce joyau méconnu a dû attendre dix ans avant d'être distribué.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*70 F*	[ ]
normal d'un an à	*120 F*	[ ]
de soutien à	*150 F*	[ ]
de soutien à	*200 F*	[ ]

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire [ ]
par chèque postal [ ]
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source [ ]

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES
Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Maurice Fabien, Yann Fitt, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jean-Claude Rieu, Maurice Séveno, Antoine Violet.

MAQUETTES - DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

AVEC LA COLLABORATION DE
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionet Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, Louis Mermaz, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéi.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 ((Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Michel Lecornet
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetôt

changer la vie culturelle

Enfants
JACQUES PREVERT ET LES AUTRES

Quand il donne un livre à ses amis, Jacques Prévert le signe souvent Jacques Rêve-Vert. Au nombre ses amis, il y a tous les enfants. C'est pour eux, tout spécialement, qu'il a écrit « Lettre des îles Baladar », « Bim le petit âne » et « L'Opéra de la lune ». Chaque année les éditions Gallimard doivent rééditer la « Lettre des îles Baladar », cette histoire où des hommes luttent contre les envahisseurs qui voudraient leur prendre leur continent, cette histoire écrite en 1952 et qui est une narration anticipée du débarquement des Américains dans la baie des Cochons, à Cuba... en 1961 !

Hélas, depuis 20 ans, les deux autres livres étaient presque introuvables. Les éditions G.p. viennent heureusement de rééditer « L'Opéra de la lune » avec les images originales de Jacqueline Duhême. Que raconte ce merveilleux petit livre ? L'aventure d'enfants qui sont partis pour longtemps en vacances sur la lune. Ils aimaient bien « les fleurs les couleurs / de la mer et le chant / des oiseaux et celui des enfants ». Mais, ils sont partis à cause du bruit : « Le bruit des machines à faire les ruines / des machines à faire la guerre / des machines à faire tuer les enfants / de la terre. » Ils sont partis en chantant : « C'est bien joli mais nous partons. / Quand ce sera la nouvelle terre / Nous reviendrons. »

Spectacle
PAR ICI BORIS VIAN

Boris est partout. Le Théâtre de Bourgogne a montré en Suisse, à La Rochelle, à Mulhouse, à Poitiers, à Besançon et maintenant à Strasbourg sa mise en scène des « Bâtisseurs d'Empire » ; la même équipe a créé « Le bazar de Boris », un ensemble de textes et chansons, et l'a promené dans tout le Nord-Est du pays. Eve Griliquez a consacré, il y a une quinzaine de jours, son émission de télévision « Libre parcours » à Boris Vian. Elle présente actuellement « Par ici les gros sous » à la Pizza du Marais. A ses côtés, Michel Roques, musicien, Jacques Doyen, « la plus belle voix de la poésie en France », les chanteurs Pierre Louki, Jean-Claude Monnet, Bernard Haillant et Annie Colette. Disant ou chantant, ils prennent textes et musiques à bras le cœur, restituant l'impatience, la sensualité rieuse, les angoisses et les colères de Vian. D'insolence en satire, de tendresse en malice, la boule fait son chemin comme dans un jeu de quilles : c'est jubilation de voir culbuter la bêtise, le règne de l'argent, les morales au rabais, le poujadisme en béret et le mercantilisme de tout poil. La moquerie est saine et tranquille quand ce n'est pas la haine qui l'inspire, quand ses racines plongent dans l'envie de vivre libre et de supprimer les contraintes. L'important étant de ne pas vieillir « à l'intérieur de la tête ». A entendre Eve Griliquez et ses compagnons de scène, on finit par se demander si la légende qui veut que Boris Vian soit mort vers 1960 n'est pas un canular de plus... Car à la Pizza du Marais, il est bien vivant !



Serge Moati pendant le tournage.

Télévision
A LA SOURCE DU SOCIALISME FRANÇAIS

Dès le 20 décembre, chaque vendredi à 20 h 35, la 2e chaîne présente « Le pain noir » de Serge Moati, d'après l'œuvre de Georges-Emmanuel Clancier. « Le pain noir » est la plus grosse production interne à l'O.r.t.f. : huit épisodes d'une heure quarante. Sa diffusion aurait dû sceller la réconciliation entre les Français et leur télévision (voir « l'Unité du 11 octobre 1974). Las ! Grâce à la réforme Giscard, elle aura le goût amer des rendez-vous manqués. A quoi sert de prouver qu'on aurait pu s'entendre, quand on doit se quitter ?

Quoi qu'il en soit, grâce au « Pain noir », l'O.r.t.f. aura une belle fin. Un dernier feu d'artifice nous est promis. Ne le boudons pas. Devant son petits-fils Pierre, Catherine Charron évoque ses souvenirs... qui remontent à 1870. Tel est le trajet historique du travail de Moati : la Commune, Thiers, l'avènement de l'ère industrielle, l'Exposition universelle, la guerre de 14-18, le Front populaire, la Résistance ; le Limousin ouvrier, du pays du kaolin et de la porcelaine. Cette aventure est réellement celle de la famille du romancier Georges-Emmanuel Clancier : « Ma grand-mère, Marie-Louise Reix, à laquelle est dédié « Le pain noir », était encore vivante lorsque j'ai commencé à relater ses souvenirs. En fait ces souvenirs là sont un peu les miens. J'étais tout enfant quand elle a commencé à me parler de sa vie, au hasard des jours et des occasions. C'est presque du vécu pour moi. » Serge Moati, pourtant étranger aux événements narrés, s'est aussi laissé prendre : « L'histoire de cette femme est devenue la mienne... Car elle est symbole et la chair de ce peuple souterrain qui fait l'Histoire sans en recueillir la gloire. » « Le pain noir », pour tout dire, ne conte rien d'autre que les méandres d'un fleuve nommé socialisme qui a pris sa source, en France, du côté de Limoges... quand Catherine Charron y naissait.

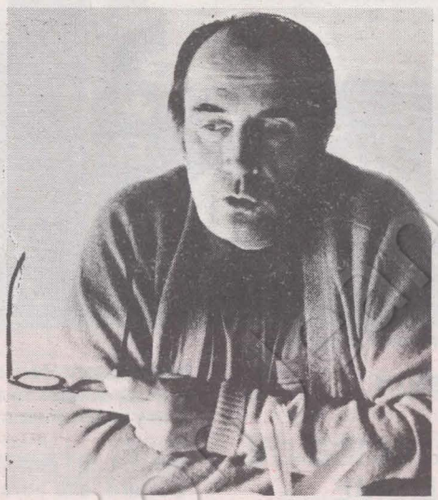
Livres
LE PATRONAT ET VICHY

Il y a des écrivains qui, autour d'un thème, se fabriquent une réputation de spécialiste. Robert Aron appartient à cette catégorie : avec Vichy et l'épuration, il a déjà pu écrire deux gros livres. Le voilà maintenant qui s'attaque à l'épuration dans le monde des affaires.

Pompeusement, ce livre, paru aux Editions Fayard, porte le titre : « Histoire de l'épuration, le monde des affaires, 1944-1953 ». Drapé, comme il se doit, dans les voiles de l'objectivité et de l'honnêteté, Robert Aron prétend écrire un livre d'Histoire. C'est tout juste un mauvais plaidoyer pour les patrons et leur attitude de 1940 à 1944.

Tout du moins, Robert Aron aurait-il pu écrire un plaidoyer bien documenté. Ce n'est même pas le cas. Il ignore volontairement ou involontairement les liens entre Vichy, le patronat et la technocratie, comme il néglige le rôle des comités d'organisation. Il écrit simplement une chronique de quelques entreprises en oubliant d'étudier sérieusement leur bilan, leurs bénéfices, leurs liens financiers.

LES RACINES DU MAL



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Le débat sur la motion de censure a permis mardi à François Mitterrand de dresser un réquisitoire contre la politique économique et sociale du gouvernement depuis six mois. Nous publions ici la première partie de son intervention qui contient un constat chiffré que le Premier ministre n'a pas récusé.

Je dresserai de la situation présente un tableau sans complaisance. Vous jugerez s'il est exact. Mais ne croyez pas que je cèderais à l'envie d'avoir raison à tout prix, au risque de finir par avoir tort, si j'avais le sentiment que le gouvernement était capable, avait la moindre chance de redresser le cours des affaires publiques.

Que dis-je, le gouvernement ? Il n'est que l'expression d'un système économique et politique désormais hors d'état de répondre aux questions que se pose la société moderne et de dominer les difficultés qui naissent de ses propres contradictions.

Dans un pareil débat, personne n'a le droit de préférer sa vérité à celle des faits ! Et le premier reproche que j'adresserai à ceux qui ont en charge nos intérêts est qu'ils ont très longtemps reculé devant cette vérité. Si le pays vit aujourd'hui dans l'inquiétude, peut-être assume-t-il la dette contractée dans un passé récent par un Pouvoir fabricant d'illusions ?

Prenons des exemples.Je vous le demande : la hausse des prix de détail a-t-elle ou non atteint 15 %, 16 % en 1974 ? La C.g.t., sur la base d'études sérieuses, l'estime à 18 %. Les prix de gros industriels n'en sont-ils pas à 28 %, soit deux fois plus que l'an dernier ? Est-ce vrai ? L'Institut national de statistique, en tout cas, le prétend.

A quoi servait-il en 1972 de promettre qu'en 1973 la hausse serait de 5,5 %, quand elle a été de près de 10, et en 1973 qu'elle retomberait à 6,7 % quand elle a monté à 15 ou 16 ?

A quoi servait-il d'affirmer, changeant de procédé, que tout irait bien dès lors que la hausse des prix français resterait un point au-dessous de celle des prix étrangers concurrents — cela a été dit à l'Assemblée nationale par le ministre de l'Economie et des Finances de l'époque le 24 mai 1973 — quand la hausse est deux fois plus élevée que celle de notre principal client et fournisseur, l'Allemagne fédérale ? Etait-il nécessaire d'avancer, le 5 octobre de l'an dernier, que « les douze mois à venir seraient en France la période du ralentissement de l'inflation » ?

N'était-ce pas jouer sur les mots — et sur les choses, ce qui est pire — lorsque les responsables de notre économie calculaient — en avril — que le déficit extérieur de la France était de 16 milliards, pour admettre — en juin — qu'il atteignait 19 milliards alors que, si le déficit commercial est actuellement de 22 milliards, le déficit extérieur global, celui qui établit la balance réelle des paiements courants, se situait en mai aux alentours de 24 milliards et approche maintenant de 40 ? 27 à 30 milliards pour les neuf derniers mois de l'année, contre 2,9 milliards de déficit pour la même période de 1973. Est-ce vrai ?

La Commission des comptes de la Nation le pense en tout cas, qui a prévu le financement de ce déficit de la manière suivante : 17,5 milliards par emprunts à long terme, 11,4 milliards par emprunts privés à court terme, 4,5 milliards par crédits commerciaux, 3,1 milliards par prélèvements sur les réserves. Faites le compte.

A quoi sert-il de répéter que nos réserves sont stables ou même qu'elles s'accroissent, qu'elles sont de l'ordre de 8 à 9 milliards de dollars, quand il s'agit d'une fiction, puisque nous n'avons pas commencé de payer la note du pétrole et que nous avons emprunté — argent public ou argent privé — au moins 5 milliards de dollars ?

Connaissant le caractère de M. le ministre de l'Economie et des Finances, je ne dirai pas qu'il nous trompe. Mais je redoute qu'il ne se trompe, entraîné qu'il est par la logique du système économique libéral que les socialistes considèrent, quant à eux, comme la traduction moderne de la loi de la jungle.

Dois-je ajouter que l'endettement des entreprises et des ménages prend des proportions dangereuses, jamais connues depuis 15 ans, que les investissements et les équipements collectifs sont pratiquement arrêtés, que la production industrielle stagne, que l'épargne, pillée par l'inflation, s'interroge, que la croissance du P.n.b. baisse de 2 %, que le nombre des dépôts de bilan et de faillites a augmenté de plus de 50 % en une année, que plus de 500 entreprises se déclarent en difficulté chaque mois, que le nombre d'H.l.m. construites en 1974 est inférieur de 40 % à celui de 1973, que le franc a perdu 35 % de sa valeur par rapport au mark depuis 1969, dont 5 % depuis que la France a quitté le serpent communautaire ?

Signe plus grave encore, car ici l'on touche à la vie même des hommes et des femmes dont le travail crée la richesse du pays : le chômage gagne du terrain. Le nombre des demandeurs d'emploi, qui était en novembre dernier de 689 000, s'accroît de 70 000 en moyenne par mois. Les offres d'emploi baissent en même temps de 60 %. Plus de 750 000 jeunes cherchent un premier travail, 300 000 autres personnes souhaitent sans l'obtenir un emploi à temps partiel. Des régions entières sont touchées. Des secteurs de production vacillent, comme l'automobile ou le textile. La sidérurgie, la chimie, en expansion ces derniers temps, viennent rejoindre les rangs des secteurs menacés.

Toutes ces données figurent dans les documents officiels. Je ne les ai pas interprétées. Je les soumets à votre contrôle.

C'est la structure même du tissu industriel et social de la France qui se déchire. Et pourtant ce n'est pas la crise pour tout le monde. Les bénéfices des compagnies pétrolières ont plus que doublé en un an, les grandes entreprises de construction électrique ou mécanique sont florissantes, le chiffre d'affaires des grandes surfaces s'élève continuement. Les plus puissants profitent de la détresse des autres. D'autant plus qu'ils peuvent emprunter ce qu'ils veulent à l'étranger — on parle de 28 milliards de francs pour 1974 — accélérant ainsi la concentration industrielle et éliminant les petites ou moyennes entreprises qui, pour être souvent endettées, ne sont pas forcément les moins dynamiques. L'inflation, impôt pour les modestes patrimoines, est une véritable subvention pour les riches.

Aggravation du volant de chômage, exacerbation des inégalités, super-concentration industrielle, commerciale, agricole et urbaine, inflation, tel est le profil d'un pays, le nôtre, où la loi du profit au bénéfice de quelques-uns impose sa rationalité destructive.

M. le Premier ministre m'objectera que notre pays n'est pas maître des causes profondes de cette situation. Et il évoquera la crise internationale et la crise du pétrole.

C'est vrai, il y a une crise internationale du monde capitaliste. On n'a pas assez mesuré les conséquences de la décision prise par M. Nixon, le 15 août 1971, tournant historique de l'après-guerre. C'est vrai que l'enchérissement du prix du pétrole accroît nos difficultés...

Mais je puis affirmer, sur ce dernier point, que l'analyse de la crise sur la hausse du pétrole n'est pas sérieuse.La charge pétrolière représente, pour l'ensemble de la C.e.e., environ 25 milliards de dollars, soit 2 à 3 % du P.n.b. et, sur les 14 % de hausse moyenne au sein du Marché commun, 3 % seulement sont imputables au pétrole. Ce sont en tout cas les experts officiels de la Communauté qui l'écrivent. Et pour ce qui nous concerne, la part du pétrole dans notre hausse de 15 à 16 % n'atteint pas 4 %. Je me contenterai de noter là-dessus cette remarque de Gilbert Mathieu : « On comprend mal que la viande ou le vin, qui baissent à la production depuis plus d'un an, montent au détail à cause des émirs du pétrole ! »

Quant au capitalisme international, après avoir combattu la baisse de la rentabilité par l'inflation, par les subventions des Etats, par l'aggravation des conditions de vie et de travail, par la recherche de toujours plus de profits pour asseoir toujours plus de puissance, après avoir cassé sa propre mécanique en organisant le plus grand désordre des marchés monétaires, financiers et commerciaux, il provoque le chômage dans les pays industriels sans apporter pour autant l'emploi et la croissance dans les pays du Tiers-Monde.

Et c'est là que s'opposent deux conceptions, deux politiques, deux méthodes.

Nous estimons, nous, que pour vaincre la crise, pour refuser de la gérer, il convient de mettre en œuvre un autre type de société, de croissance et de consommation, qu'il faut transformer les structures, bref s'attaquer aux racines du mal.

C'est ce que veut le programme commun du gouvernement de la gauche, dont l'actualité s'affirme chaque jour, contrat entre le gauche et le pays qui engage le Parti socialiste tout entier.